

La commission Tower et les défaillances de la Maison Blanche Le rapport sur l'« Irangate » porte gravement atteinte à la crédibilité du président Reagan

**Pas malhonnête
mais pas sérieux**

Le coup est sévère. Il n'est pas irrémédiable. Le président Reagan a commis l'erreur de s'être trop loin des affaires de l'état et de croire qu'il pouvait faire confiance à ses collaborateurs, alors que le dossier Iranien était suffisamment délicat pour mériter toute son attention. Mais il n'a pas cherché à tromper délibérément le peuple américain, et ne peut donc être accusé de malhonnêteté ni de mensonge.

M. Reagan a eu tort de se laisser entraîner dans des transactions aboutissant à échanger des armes contre des otages, mais il a agi par « compassion ». Sur ce point, il est assuré de l'indulgence du peuple américain et de la gratitude des familles des trois otages libérés, voire des autres, qui espèrent encore, bien que le vocable autour de l'« Irangate » leur fasse craindre le pire pour leurs proches, toujours détenus à Beyrouth.

Quant au financement des « contrats » sur les revenus des ventes d'armes à l'Iran, les preuves n'existent pas, selon la commission Tower, que le chef de l'exécutif ait été mis au courant par les « cow-boys » de la Maison Blanche ni de son existence ni de ses mécanismes compliqués. A ce sujet aussi, M. Reagan peut jouir du bénéfice du doute.

Derrière les conclusions posées de la commission Tower, appelée par le président Reagan lui-même à enquêter sur le fonctionnement de l'exécutif américain, le constat n'est pas moins accablant, « humiliant » même, comme en juge le « New York Times ». Qu'est-il, en effet, fonderement reproché au chef de la première puissance mondiale ? D'abord, tout simplement, de ne pas faire ce pour quoi il a été élu deux fois de suite : gouverner.

Ensuite, d'avoir toléré, par absence de contrôle et d'autorité, que soit poursuivie en son nom envers l'Iran, Etat officiellement considéré par les Etats-Unis comme lié au terrorisme international, une politique digne de marchands de tapis contravenant directement aux principes définis à cet égard par lui-même. Au risque de prendre quelque liberté avec la loi, que le président des Etats-Unis a pourtant pour mission de veiller à faire respecter.

Sur le plan intérieur, les conséquences de cette faiblesse sont déjà évidentes : la machine gouvernementale est paralysée et l'opinion considère que la « révolution réaganienne » est terminée. Face, en outre, à un Congrès dominé par les démocrates, M. Reagan n'a pratiquement plus prise sur les événements. Les deux années qui précèdent la prochaine élection présidentielle risquent d'être très longues.

A l'égard de l'étranger, la perte de crédibilité est terrible. Comment désormais faire confiance aux Etats-Unis quand on ne sait pas quel gouverne à Washington ? Quel crédit les alliés de M. Reagan peuvent-ils accorder à sa politique extérieure ? S'il y a maintenant pour lui une urgence, elle consiste à rétablir la cohérence et la fiabilité de son action internationale et d'en convaincre ses amis, notamment en Europe.

Le rapport de la commission Tower sur le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran a été publié le jeudi 26 février à Washington. Il ne porte pas d'accusations directes contre le président Reagan, mais souligne les sérieuses faiblesses de son style de gouvernement. Les responsabilités les plus graves, selon la

commission, incombent au secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan - dont la démission était attendue - ainsi qu'aux dirigeants du Conseil national de sécurité. Le chef de la Maison Blanche a l'intention de s'adresser au pays dans les prochains jours.

WASHINGTON
de notre correspondant

Au court, mais assésin, chapitre du rapport Tower intitulé « Défaillance des responsabilités », M. Reagan est cité le premier, et tous les dirigeants américains y figurent - à la notable exception du vice-président Bush, curieusement épargné, comme s'il fallait tout de même qu'il reste un recours.

Au long chapitre « Transferts d'armes à l'Iran, détournement et soutien aux contrats », on se pince à chaque page tant il est difficile de croire que l'enchaînement

d'imbricables décrit là puisse avoir été la politique de la première puissance du monde.

Au chapitre « Recommandations », on lit qu'« aucun changement substantiel » n'est à apporter aux règles de fonctionnement du Conseil national de sécurité (CNS) - ce qui signifie, en clair, que le problème n'est pas le statut de cet organisme, créé il y a quarante ans pour coordonner, à la Maison Blanche, les questions d'intérêt stratégique, mais que sont bel et bien en cause les hommes qui en avaient fait le centre d'une politique étrangère « menée en dehors (...) des procédures établies ».

De la première à la dernière page du document enfin, on voit un président qui oublie ses décisions lorsqu'il en prend et ne semble nullement tenir les rênes du pouvoir.

Beaucoup plus qu'il accuse, le rapport Tower demandé par M. Reagan, il y a trois mois, à une commission d'enquête qu'il avait lui-même mise en place, vient ainsi de se retourner contre lui, en dévoilant des faiblesses souvent soupçonnées, parfois dénoncées mais jamais aussi crûment montrées.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Un an après l'assassinat d'Olof Palme

La Suède sans tensions ni passions...

Le 28 février 1986, le premier ministre suédois, Olof Palme, était assassiné à Stockholm par un inconnu. Un an après, l'enquête qui s'était focalisée sur une « piste kurde » revient à la case départ, et les policiers ne paraissent disposer d'aucun indice sérieux. La mort d'Olof Palme, grande figure sur la scène internationale, a profondément bouleversé le paysage politique suédois.

STOCKHOLM
de notre correspondant

Olof Palme était un Suédois d'exception, et il y a lieu de se demander si les vingt années pendant lesquelles - au gouvernement ou dans l'opposition - il a dominé la vie politique de son pays n'auraient pas été aussi une période exceptionnelle de l'histoire suédoise. Une sorte de parenthèse réformée tragiquement par un attentat toujours mystérieux, le 28 février 1986, la sortie d'un cinéma du centre de Stockholm.

A bien des égards, en effet, la Suède a beaucoup et rapidement changé en un an. A l'intérieur, le

débat, concis mais morne, est animé plus par des technocrates mesurant leurs propos que par des témoins politiques capables d'enthousiasmer les foules. Sur la scène internationale, la Suède est devenue discrète, pour ne pas dire silencieuse.

M. Ingvar Carlsson et Olof Palme ont travaillé ensemble pendant près de trente ans, mais l'actuel premier ministre, dont les compétences politiques sont reconnues à droite comme à gauche, n'est pas homme à s'aventurer sur des terrains qu'il connaît mal. Or il ne s'est jamais passionné pour les questions internationales qui étaient le domaine réservé d'Olof Palme. Même si l'on insiste à Stockholm sur la continuité de la politique extérieure, il est clair que celle-ci n'est plus exprimée avec le même éclat et le même engagement qu'autrefois.

M. Carlsson et son ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, ne se sentent pas obligés de prendre position sur tous les grands problèmes de ce monde. Peu après son entrée en fonction, la nouvelle administration avait décidé d'abandonner certains dossiers internationaux.

que M. Palme traitait personnellement : la mission de bons offices que le secrétaire général des Nations unies avait confiée à l'ancien premier ministre pour tenter de régler le conflit irano-irakien, et les travaux de la « commission Palme » sur le désarmement. M. Carlsson a cependant accepté de représenter la Suède au sein de l'initiative des cinq continents contre la guerre atomique.

Après la mort d'Olof Palme, le « style » de la neutralité est devenu plus classique. La Suède demeure active dans les grandes conférences internationales ayant trait au désarmement, aux droits de l'homme et aux problèmes du tiers-monde. Mais on en parle moins. En revanche, M. Carlsson s'intéresse plus que son prédécesseur, semble-t-il, à la coopération nordique et à l'Europe. Les Suédois d'envisagent pas d'adhésion au Marché commun, incompatible avec leur neutralité, mais commencent à examiner de près leurs relations futures avec la Communauté, en raison du processus d'intégration en cours.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 5.)

2 milliards de francs pour les chômeurs de longue durée

M. Chirac a annoncé à M. Maire une série de mesures en faveur des chômeurs de longue durée. D'ores et déjà, 2 milliards de francs ont été dégagés à cet effet. Les contrats de conversion seront étendus à tous les salariés licenciés pour des raisons économiques

PAGE 24

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah

Le témoignage de deux rescapés avant le verdict attendu pour samedi

PAGE 9

Les remous politiques en Italie

M. Craxi présentera le 3 mars la démission de son gouvernement

PAGE 28

Le Monde

SANS VISA

La Jordanie, patrie bédouine

La politique au bout du voyage. Venise enfin sauvée des eaux... En Chine, le sanctuaire du kung-fu. Gastronomie : soufflés saés, soufflés sucrés.

Pages 11 à 16

Le sommaire complet se trouve page 28

Un entretien avec Alain Prost

Des rêves sans frein

A Rio-de-Janeiro, où il a fêté, le jeudi 26 février, ses trente-deux ans, Alain Prost vient d'effectuer, en compagnie de Stefan Johansson, son coéquipier suédois de l'écurie McLaren-TAG-Porsche, une semaine d'essais sur le circuit de Jacarepagua qui accueillera, le 12 avril prochain, le premier grand prix de formule 1 de l'année. Attentif à tous les détails de la mise au point de sa voiture, le pilote est déjà très concentré sur l'objectif de sa saison : conquérir un troisième titre consécutif de champion du monde des conducteurs.

Après avoir reçu sa deuxième couronne mondiale fin 1986, Alain Prost n'a pas songé à se retirer de la compétition car, dit-il, « tant que je resterais compétitif et que je saurais en début de saison que je peux me battre avec succès pour le titre, je continuerais ». Malgré le départ pour l'écurie Ferrari de l'ingénieur John Barnard, il estime que sa McLaren restera parmi les meilleures en 1987.

Evoquant sans regret, dans un entretien avec notre envoyé spécial, la disparition en 1988 des moteurs turbo - « une mode plutôt qu'un progrès technologique », dit-il, - il considère que la modification radicale de la réglementation de la formule 1 pour 1989 pourrait être une « bonne opportunité » pour réaliser un vieux rêve : créer sa propre écurie à cent pour cent française.

Ce qui n'est plus possible avec Renault pourrait le devenir avec Peugeot, dont la décision concernant son engagement en formule 1 interviendra à la mi-mars. « Je pourrais envisager une collaboration avec eux, car j'ai une petite revanche à prendre », annonce-t-il, en se ramenant les titres manqués naguère d'un souffle au volant des Renault. « De toute façon, conclut-il, si je cherche un nouveau challenge, ce sera avec une écurie française ».

(Lire page 23.)

Matisse, à l'Ecole supérieure des beaux-arts de Paris

L'épreuve d'une mise en scène

La moitié de l'œuvre gravé de Matisse est exposée dans les salles de la vieille Ecole des beaux-arts qui donnent sur la Seine. Une splendeur qui résiste même à une mise en scène inutilement sophistiquée.

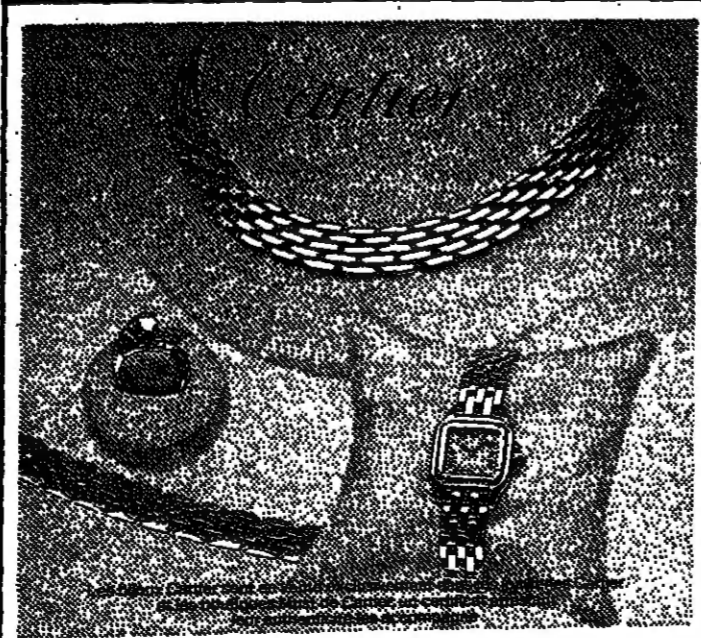
En voyant la grande vague rouge qui court en frise sur toute la façade de l'Ecole des beaux-arts, côté Seine, et l'affiche tirée de Jazz, comble de la couleur taillée au ciseau, on pourrait s'attendre à tout autre chose de l'exposition Matisse, sous-titrée *Le rythme et la ligne*, qu'un parcours de l'œuvre gravé où justement la couleur, comme on l'entend communément, n'a pas sa place, même dans les lithographies. Ce serait oublier les organisateurs de l'exposition, Jacqueline et Maurice Guillaud, qui décidément

frappent fort pour leur retour sur la scène parisienne, en prenant Matisse et Rembrandt comme objets de leur passion de la mise en scène spectaculaire, avec dans les deux cas la complicité de la Bibliothèque nationale (où a lieu l'exposition Rembrandt - le Monde du 24 janvier), qui a beaucoup prêté aux beaux-arts. Sans doute encore plus généreusement « mégalo » depuis qu'ils ont quitté le centre culturel du Marais et affronté le Nouveau Monde - où ils projettent de s'implanter. - pour Matisse, ils ont concocté un de ces parcours dont ils ont le secret et qui est censé « préparer une approche nouvelle de la démarche créatrice de Matisse ».

De quoi s'agit-il ? D'escaliers, de rampes et de passerelles traver-

sant des environnements sursaturés de couleurs (par exemple onze nuances de rouge, de vert et d'orange laqués) qui doivent vous amener à la perception juste du noir et du blanc, qui, chez Matisse, n'est-ce pas, contiennent toutes les couleurs. Impossible d'y échapper. Dès l'entrée, vous êtes pris dans le circuit fîché comme un jeu de pistes, et il vous faudra passer pas mal de « lieux-dits » - du « cirque fauve » au « mont jaune », - avant de déboucher sur quelque chose qui pourrait ressembler à du Matisse, dans l'ex-salle Mélopomène, où les agrandissements photographiques des vingt-deux états successifs du *Grand Nu couché* de Baltimore tapissent la voûte, à l'endroit et à l'envers.

GENEVIÈVE BREERETTE.
(Lire la suite page 18.)



12 AVENUE MONTAIGNE, PARIS
47.20.06.73

سكنا من الاجل

سكنا من الاجل

Débats

GUERRE ET PAIX

Les dépenses militaires nuisent-elles au bon fonctionnement de l'économie? Vaste débat dans lequel François Heisbourg prend parti pour une extrême prudence dans l'examen des interférences entre le budget de la défense et la croissance. De son côté, François de Rose demande que l'on élargisse l'horizon des doctrines qui prévalent pour définir le programme français d'armement.

Dépenses militaires, retombées civiles : du bon usage des corrélations

Les techniques d'armement de pointe ne servent pas les marchés « grand public » ? Peut-être, mais l'observation à des limites

PEU de recherches spécifiques ont été conduites sur l'impact des dépenses militaires sur les performances économiques (1). Le fait même que le champ soit peu ouvert doit cependant inciter à la prudence dans les jugements.

Ainsi, le sens supposé défavorable de la corrélation entre la croissance économique et les dépenses militaires n'apparaît pas, en réalité, avec la clarté que lui prêtent les études britanniques :

— Sur les trente dernières années, le taux de croissance économique le plus élevé dans l'OCDE hors Japon a été atteint par la France, devant la RFA, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne. Pourtant notre pays, en pourcentage du PNB consacré aux dépenses militaires, et plus spécialement à la recherche et au développement militaires, se situe nettement devant la RFA et derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

— Si l'on examine le cas de pays dont le modèle de croissance est comparable à celui du Japon, à savoir Taiwan et la Corée du Sud, l'on constate des taux de croissance nettement plus rapides que celui de l'archipel nippon. Pourtant, Taiwan et la Corée du Sud consacrent d'importants efforts à leur défense.

Aussi, me paraît-il risqué d'affirmer, comme le fait un article de la *Lloyds Bank Review* d'octobre 1986, que « parmi les nations occidentales industrialisées existe une relation inverse frappante entre... la part de leur PNB consacrée à la recherche et au développement... militaires et la compétitivité de leur industrie sur le marché international ».

En effet, le jeu des corrélations statistiques est semé d'embûches. Ainsi pourrait-on affirmer qu'il existe une relation inverse frappante entre le nombre de prix Nobel scientifiques et la compétitivité internationale, puisque pour une centaine de prix Nobel scientifiques remis à des Américains, une cinquantaine à des Européens de l'Ouest, le Japon n'en a eu que trois entre 1964 et 1985.

Faudrait-il en déduire, *ipso facto*, que la réussite économique est inversement proportionnelle à la capacité de « produire » des prix Nobel ?

L'affirmation suivant laquelle les techniques extrêmes mises en œuvre

par FRANÇOIS HEISBOURG (*)

dans le domaine militaire ont peu à voir avec la production en masse des marchés « grand public » n'est pas à écarter *a priori*. L'observation a cependant des limites.

Si les Etats-Unis et le Royaume-Uni se sont défaits de leur électronique « grand public » au profit de l'électronique militaire, ce n'est pas le cas en Europe continentale, comme en témoignent Philips et Thomson. L'avantage japonais à l'échelle mondiale pour ce type de production est certes réel, mais il est corrélé à des facteurs tels que : séries plus longues, rationalisation accrue grâce au « consensus social », généralisation précoce des normes de qualité, etc. Il serait rapide de prétendre que ces facteurs résultent de la quasi-absence d'un secteur militaire au Japon.

Laxisme et orthodoxie budgétaire

Dans le même ordre d'idées, il serait hâtif de réduire le rachat par General Motors de Hughes, grand de l'électronique militaire, à une simple diversification consistant « la demande sur le marché automobile ». La démarche du constructeur américain peut aussi être comparée à celle effectuée par Daimler-Benz — qui n'est pas exactement une firme en perte de vitesse — en acquérant l'électronicien AEG et le systèmeur Dornier. Les Allemands croient aux effets de synergie.

Paul Fabra dit (*Le Monde* du 16 décembre 1986) que « la droite, sous prétexte de sécurité militaire... risque de porter, comme elle le fait aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, des atteintes... graves au bon fonctionnement de l'économie de marché, partant à la capacité de résistance des sociétés libres ».

Peut-être le risque existe-t-il pour l'avenir.

Joberserval cependant que les Américains ont financé leur « boom » militaire des six dernières années par un déficit budgétaire débridé. C'est ce financement par l'endettement joint à l'accélération

brutale des dépenses qui a déstabilisé l'économie ; par contre, l'augmentation relative du budget militaire américain par rapport à son niveau antérieur n'est sur une longue période (quinze ans) guère supérieure à celle enregistrée en France. Semblant, la France l'a fait en douceur, l'augmentation maximale des dépenses militaires (1976-1981) ayant coïncidé avec une période d'orthodoxie budgétaire.

Les quelques domaines d'excellence industrielle que possède la France sur les marchés internationaux : aéronautique, espace, électronique professionnelle, électromédecine, télécommunications, sont liés à des dépenses de recherche et développement essentiellement publiques et largement d'origine militaire. Ce fait mérite d'être relevé, même s'il faut se garder de tomber dans le travers de justifier les dépenses militaires par les retombées économiques — car telle n'est pas la finalité de la recherche et développement militaire.

Néanmoins, la question se pose de savoir si ces ressources n'ont été mieux employées par et dans d'autres secteurs : l'histoire du capitalisme français ne permet pas de l'affirmer *a priori*.

En attendant, force est de noter que la France dépense en ressources (publiques et privées, civiles et militaires) de recherche et développement en pourcentage du PNB moins que tout autre grand pays industrialisé hormis l'Italie (2), malgré les efforts réels consentis par la puissance publique entre 1981 et 1985.

Le problème des retombées du budget militaire appelle certes un examen approfondi ; mais j'aurais tendance à le compléter par une interrogation symétrique : pourquoi les économies européennes et américaines ont-elles tant de difficultés à traduire leur effort de recherche et développement sous forme d'innovations concurrentielles sur le marché mondial ?

(1) Outre les études britanniques citées par Paul Fabra (*Le Monde* du 16 décembre), nous espérons qu'un France des travaux universitaires qui ont été conduits sur ce sujet par MM. Schmidt (Paris-Dauphine) et Fontanel (Grenoble).

(2) France : 2,14 % ; Royaume-Uni : 2,27 % ; RFA : 2,59 % ; Japon : 2,62 % ; USA : 2,70 % (chiffres pour 1983).

(*) Directeur dans une société d'électronique.

Pour un Livre blanc sur la défense

La prise en compte des évolutions qui apparaissent chez l'adversaire et chez nos alliés relève d'une perspective à long terme.

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

Notre doctrine prévoit que, face à une menace de l'Union soviétique sur nos intérêts vitaux, nous l'avertirons, par le tir d'armes tactiques, de l'imminence du recours au stratégique, le niveau de nos forces classiques faisant que les délais précédant cette décision seraient très brefs. C'est la carte de la sauvegarde de nos territoires et, éventuellement de nos approches, sans pourtant qu'il nous soit possible de donner une garantie d'extension à nos voisins.

Chassons les vieux complexes

Ce qui ferait problème, au cas où le face-à-face nous confrontait à cette décision se présenterait, c'est si les moyens classiques de nos alliés leur avaient permis de « tenir » plus longtemps que nous, ce dont ils sont convenus et à quoi ils travaillent. Dans ce cas l'incompatibilité des moyens s'ajouterait à la divergence des doctrines à un moment où la recherche de la cohérence et de l'interdépendance doit prendre le pas sur celle de l'indépendance.

L'ère de la dissuasion à prix réduit est en voie d'affaiblissement, ce qui implique que, pour tous les Européens, l'effort de défense devra être augmenté et rationalisé. Or il y

(*) Ambassadeur de France.

à moins de programmes de coopération aujourd'hui en Europe qu'il y a vingt ans, et dix huit firmes travaillent dans sept pays sur un engin sol-air ! Cet échantillonnage insensé aboutit à un véritable désarmement structurel de nos pays.

Il nous faut aussi réviser nos vues sur la maîtrise des armements. Puisque nous posons comme une des conditions à une réduction de nos forces stratégiques une correction du déséquilibre classique, il nous faut participer aux négociations sur ce sujet. Débarrassons-nous donc de vieux complexes qui nous empêchent de négocier de « bloc à bloc ». Disons qu'il s'agit de négocier d'alliance à bloc, et cherchons à faire traiter le problème dans son ensemble, c'est-à-dire sans le borner à la comptabilité des systèmes d'armes, mais en faisant la balance des forces et des vulnérabilités, des armes offensives et défensives, pour tendre à un véritable équilibre qui mette fin au danger de frappe préventive désarmante pour les deux camps et à une course illusoire et ruineuse à la suprématie.

Concepts, volumes et structures des forces, production des matériels, maîtrise de la course aux armements, ces sujets nous concernent au même titre que nos alliés.

Ce sont là problèmes qui ne relèvent pas d'une loi de programme mais d'un Livre blanc. Et puisque la collaboration fonctionne bien en ce qui concerne notre sécurité, point n'est besoin d'attendre l'échéance présidentielle pour y réfléchir.

COURRIER DES LECTEURS

Une guerre fictive

(...) A propos de la concurrence entre Airbus Industrie et les compagnies d'aéro-construction américaines en port lift dans *Le Monde* daté 15-16 février des mots comme « canchamar », « culb », et même « rage » du côté des Etats-Unis à l'égard du succès vraisemblable de l'Airbus 320. Difficile à croire que ces mots soient justifiables.

D'ailleurs, la plainte des compagnies américaines, paraît-il, concerne la « concurrence déloyale » européenne, c'est-à-dire le financement des coûts de recherche et de développement par les gouvernements français, allemand et bri-

tannique. Dans le reportage d'Alain Faujas, on peut lire que « M. Châtes, directeur général, nous a assuré, prouvé de faire la même chose pour financer le lancement de l'A-320 ».

Finalement, le titre « Les Etats-Unis font marche arrière » suscite une fausse émotion de victoire. La vérité est simplement que les Etats-Unis auraient l'intention de soumettre au GATT une discussion sur les pratiques commerciales.

N'avons-nous pas assez de difficulté entre nous pour ne pas exciter l'opinion sur une « guerre » des Américains contre l'Europe ?

LOWELL BENNETT
(Lafayette)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE : (1) 45-23-84-81
TÉL : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Bresson-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Bresson-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Corédacteur en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 208 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 538 F
ÉTRANGER (par mandat)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 099 F
IL - SUISSE TUNISIE	394 F	772 F	1 094 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire dans les lettres vos noms, prénoms et adresses complètes.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
TÉL : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde (LPM) 705-610 le quotidien hebdomadaire pour 8 000 par semaine par Le Monde c/o Spediteur, 45-46 28 th street, L.L.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spediteur (L.S.A.), P.O.C. 45-46 28 th street, L.L.L. N.Y. 11104.



Plus vite, moins cher!

309 GTI-130CV

Nouvelle gamme 309-3 portes en livraison rapide

Pour un meilleur prix téléphonez-nous avant de commander votre PEUGEOT!

NEUBAUER

C'EST 1000 PEUGEOT en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

« SAINT-BRIEUC », de Maurice Le Lannou

Géographie intimiste

OUBLIANT un temps qu'il est géographe, donc homme de sciences, Maurice Le Lannou a écrit ce petit livre avec sa maîtrise et son cœur. Trouver des accents intimistes, concilier d'être un peu traître à son métier, il plonge dans ses souvenirs d'enfance et fait revivre Saint-Brieuc, la cité de sa jeunesse, à travers des tableaux, des souvenirs — on serait tenté de dire des sensations — et aussi des jugements urbanistiques, où la satire et la condamnation se mêlent à une pénétration tout en nuances.

Le Saint-Brieuc de Maurice Le Lannou, perché sur des plateaux dominant l'échancrure de la baie, c'est la ville qui se mettait en liasse, il y a cinquante ans, le jour où les courses de chevaux étaient organisées sur la grève ou bien, le 14 juillet, lorsque le prélat donnait dans ses jardins une grande herminette. Les rites avaient un bon côté. Ils permettaient de faire des villes « une communauté de célébrants ». Mais, de nos jours, agressées par ce carburant et l'armée des têtes, les villes apparaissent malheureusement comme des « empêchements » et autant que d'autres, Saint-Brieuc, à laquelle on n'accède que par des vieducs. « C'est leur malédiction (aux villes) d'être devenues, au regard d'une humanité torturée de boue, de désenchantement, il convient donc de se méfier, pour éviter du moins les suffocations du passage. »

C'est l'occasion pour ce spécialiste de géographie humaine — au sens vrai du terme — de vilipender les erreurs monstres que l'on peut commettre ici comme ailleurs ceux qui se prétendent aménagistes en villes nouvelles, et qui ne parviennent qu'à pousser à la faille des ZUP gigantesques, inhumaines et nécessaires.

Il y a heureusement, dans les 110 pages érudites de Maurice Le Lannou, quelques souvenirs, joies et anecdotes qui valent la ville qu'un publiciste a un jour, au grand courroux de l'auteur, qualifiée de « cité gentille ». Et d'abord, cette harmonie dispensée par le grand gris bleu extrait de son propre sous-sol « un grand qui convient si bien aux couleurs de la mer brève aperçue des points hauts de la ville ». Si bien aussi à celles du ciel par jour de grand vent.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

* Ed. du Champ Vallon, 110 pages, 78 F. Collection « Des Villes », dirigée par Luc Dezaux.

Etranger

ÉTATS-UNIS : le rapport de la commission Tower sur l'« Irangate »

Le rapport Tower sur l'« Irangate » a suscité à Washington, dès sa publication, de nombreuses prises de position de membres du Congrès. Sans être toujours accablants pour le président, les commentateurs n'en sont pas moins, dans l'ensemble, très sévères à son égard, ainsi que les membres de son gouvernement.

Ainsi, M. Robert Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat, a affirmé : « que des gaffes colossales ont été faites et que le président n'a pas été assez attentif aux actes du Conseil national de sécurité ». Il a estimé que le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, devrait démissionner. Une décision généralement attendue, mais qui se heurte à la difficulté de lui trouver un successeur. M. Drew

Lewis, ancien secrétaire aux transports, dont le nom était souvent prononcé, se serait récusé. Du côté démocrate, le sénateur Sam Nunn (Géorgie) a estimé — contrairement aux conclusions de la commission Tower — que l'affaire iranienne n'avait pas été une « aberration » isolée. « Je pense, a-t-il dit, qu'il y avait beaucoup d'autres domaines dans lesquels le processus de décision était défectueux. C'est plus profond que cela. » Quant à M. Gary Hart, ancien candidat à la présidence, il a déclaré que les ventes d'armes à Téhéran avaient été le fait « d'idéologues de droite en folie ».

La publication du rapport de la commission Tower pourrait mettre en péril la nomination de M. Gates, successeur désigné de M. Casey à la

tête de la CIA. Plusieurs sénateurs, y compris républicains, émettent de sérieuses réserves sur le rôle de M. Gates dans le scandale iranien. L'attitude de M. Gates doit être vue dans le cadre « de tout un ensemble de dissimulations délibérées », a écrit un élu républicain, M. Arlen Specter, dans une lettre à M. Reagan.

M. Shultz, secrétaire d'Etat, qui a quitté Washington pour la Chine trois heures avant la publication du rapport Tower, a fait savoir aux journalistes qui l'accompagnaient dans son avion qu'il demanderait aux dirigeants de Pékin de cesser leurs ventes d'armes à l'Iran.

A l'étranger, les premières réactions sont venues de Jérusalem, où l'on estime que les conclusions de la commission Tower sont

« à première vue assez équilibrées » et confirment qu'« il s'agit avant tout d'une affaire américaine ». La radio et la télévision ont souligné que le rapport était plutôt une « bonne surprise » pour Israël, dans la mesure où de graves soupçons pesaient sur le rôle « central » de ce pays dans cette affaire.

A Moscou, M. Goussimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a déclaré jeudi : « Nous pensons que le gouvernement [de M. Reagan] se maintiendra jusqu'aux prochaines élections. Nous n'avons pas choisi cette administration, mais nous devons faire avec. » Il ne s'en est pas moins interrogé sur la question de savoir qui contrôlerait vraiment la politique étrangère américaine.

Donald Regan : le principal responsable du chaos

Antant le départ de M. James Baker, à la fin du premier mandat de M. Reagan, en 1984, de son poste de secrétaire de la Maison Blanche, avait été unanimement déploré, tant celui de M. Donald Regan, son successeur, laissera peu de regrets. L'arrogance de cet homme autoritaire et épris de pouvoir lui a valu, dans le petit monde politique de Washington, trop d'inimitiés pour qu'on ne se réjouisse pas, au contraire, de sa chute.

Surnommé par la presse, selon les jours et les journaux, « le Grand Vieux », « Barracuda » ou encore « Regan Inc. », M. Donald Regan aura peiné par orgueil. Ayant voulu porter à lui seul, sur ses épaules, le poids de la Maison Blanche, il ne peut s'étonner aujourd'hui d'être considéré comme « le principal responsable du chaos » qui règne depuis l'éclatement du scandale de l'« Irangate », en novembre, dans les aléas du pouvoir.

« Je vous ai trouvé jusqu'à un certain point avec qui vous pourriez jouer », aurait dit le président l'un de ses amis, M. Michael Deaver, il y a deux ans en lui soufflant d'appeler auprès de lui l'ancien patron de choc de la firme de courtage Merrill Lynch. Avec M. Regan, M. Donald Regan n'a pas seulement, en effet, une affinité de nom. De quelques années seulement son cadet, il partage avec lui les mêmes origines irlandaises, la même extraction sociale modeste et le même optimisme agaçant devant les événements de l'existence.

Il fut un temps où les Reagan et les Regan passaient ensemble leurs soirées à échanger de bonnes blagues, de préférence un peu salées, et à se citer des « Rimsky », ces petits poèmes humoristiques de quelques vers. Il faut croire que Nancy Reagan, dont le goût pour la plaisanterie, si l'on en croit la rumeur publique, n'est pas le fort, a fini par se lasser de ces jeux simples. Entre le secrétaire général de la Maison Blanche et la sbrève épouse du président, le torchon ne pouvait que brûler, à partir du moment où les activités du premier ternissaient l'image du second.

Le goût du commandement

Sans expérience politique lors de son entrée dans l'équipe républicaine en 1981, M. Donald Regan avait pris le parti de se moquer de cette prétendue faiblesse. « Si je ne suis pas doué pour la politique, comment se fait-il que je sois arrivé là où je suis », rétorquait-il, sûr de lui, à ses détracteurs. Dans le « combat de Washington », l'astuce et l'espérance lui auront pourtant lourdement manqué. Ses erreurs de jugement sur l'état d'esprit du Congrès auront coûté à son gouvernement quelques sévères déconvenues, notamment à propos de l'Afrique du Sud.

Ancien « marine » habitué à donner des ordres, M. Regan a cru qu'il pouvait diriger la Maison Blanche



Trois années de tractations

- 1984**
- 23 JANVIER. — Les Etats-Unis inscrivent l'Iran sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme international et décident à son encontre des mesures de contrôle à l'exportation. Au début de cette même année, des premiers contacts ont lieu entre, d'une part, M. McFarlane et North et North du Conseil national de sécurité et, d'autre part, l'homme d'affaires saoudien, M. Khashoggi.
- 7 MARS. — Eclatement du premier étage américain, M. Jeremy Levin.
- 1985**
- JANVIER. — Contacts à Hambourg entre M. Khashoggi et un ancien agent du chah passé au service des ayatollahs, M. Ghorbanifar. M. Khashoggi suggère aux Israéliens de livrer des armes américaines à l'Iran.
- MAL. — Le Conseil national de sécurité américain propose à M. Regan de prendre langue avec des éléments « modérés » du régime de Téhéran. Le président donne son accord pour des démarches secrètes, sans en informer le Congrès.
- 18 JUIN. — Alors que l'épave et les passagers d'un avion de la TWA sont retrouvés à Fayrouth, M. Regan déclare : « L'Amérique ne fera jamais de concessions aux terroristes. Elle continuera à lutter à plus de terroristes ».
- JUILLET. — M. Péris, alors premier ministre israélien, transmet à M. Regan la suggestion d'un échange d'armes contre les otages avec l'Iran. M. Regan charge M. Polakoff et North d'examiner la question.
- AOUT-SEPTEMBRE. — Israël effectue deux livraisons d'armes à l'Iran. Le 14 septembre, libération à Beyrouth de l'otage Benjamin Weir. Nouvelle livraison d'armes par Israël à l'Iran en novembre.
- 4 DÉCEMBRE. — M. Polakoff remplace M. McFarlane à la tête du Conseil national de sécurité.
- 1986**
- 17 JANVIER. — M. Regan signe un ordre secret autorisant des ventes d'armes au régime islamique par les Etats-Unis. Opposition du secrétaire d'Etat, M. Shultz, et du secrétaire à la défense, M. Weinberger. Le Congrès n'est pas informé.
- FÉVRIER. — Premières livraisons d'armes américaines suivies en mai de nouvelles envois.
- 28 MARS. — M. McFarlane et North se rendent à Téhéran dans l'espoir d'obtenir la libération d'otages.
- 26 JUILLET. — L'otage Lawrence Jenco est remis en liberté.
- AOUT. — Troisième livraison d'armes par les Etats-Unis, suivie d'une quatrième en septembre. Comme les vols précédentes, les paiements sont effectués sur un compte en Suisse.
- SEPTEMBRE-OCTOBRE. — Du 9 septembre au 21 octobre, enlèvement de trois citoyens américains à Beyrouth.
- 2 NOVEMBRE. — Libération de l'otage David Jacobson. Le lendemain, le magazine pro-syrien Al-Sabea de Beyrouth révèle le voyage secret de M. McFarlane à Téhéran en mai.
- 13 NOVEMBRE. — M. Regan reconnaît l'existence depuis dix-huit mois de contacts diplomatiques secrets avec l'Iran. Il se défend d'avoir voulu échanger des armes contre des otages.
- 25 NOVEMBRE. — Démission de M. Polakoff, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, et limogeage du lieutenant-colonel North. Le ministre de la justice, M. Meese, annonce que de 10 à 30 millions de dollars provenant des ventes d'armes à l'Iran ont servi à financer les « contras » du Nicaragua.
- 26 NOVEMBRE. — Création par la présidence d'une commission d'enquête dirigée par l'ancien sénateur John Tower.
- 13 DÉCEMBRE. — Nominations d'un procureur indépendant, M. Lawrence Walsh. Le Congrès constitue ses propres commissions d'enquête.

Trois personnalités respectées

Désignée à la fin du mois de novembre 1986 par M. Regan, la commission d'enquête présidentielle sur le fonctionnement du Conseil national de sécurité était composée de trois personnalités expérimentées et respectées. Elle est plus connue sous l'appellation de « commission Tower » du nom de son président, l'ancien sénateur républicain du Texas, M. John Tower, un spécialiste des questions de défense, qui a participé jusqu'en mai 1986 aux pourparlers américano-soviétiques de Genève sur les armements.

Les deux autres membres de la commission étaient M. Edmund Muskie, ancien sénateur démocrate de l'Etat du Maine, qui fut brièvement secrétaire d'Etat à la fin du mandat de M. Carter, et M. Brent Scowcroft, ancien conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président Gerald Ford.

Dans le cadre de sa mission, la commission a interrogé plus de quatre-vingts personnes. Elle a entendu le président Reagan à deux reprises, ainsi que ses trois prédécesseurs, MM. Carter, Ford et Nixon, le vice-président Bush et son prédécesseur, M. Mondale. Plusieurs membres du gouvernement, dont MM. Shultz, secrétaire d'Etat, et Weinberger, secrétaire à la défense, ont été auditionnés. Le témoignage le plus long a été celui de M. McFarlane, l'ancien conseiller de M. Regan pour les questions de sécurité nationale, qui s'est montré particulièrement coopératif.

La commission s'est transportée à Paris pour recueillir les déclarations de M. Khashoggi, l'homme d'affaires saoudien, et Ghorbanifar, l'intermédiaire iranien dans la vente d'armes à Téhéran.

Tout en affirmant que l'échange d'armes contre otages « ne pouvait être justifié » et que M. Regan avait fait des « erreurs », M. Tower lui a rendu « hommage » pour avoir accordé à la commission « l'accès complet à des dossiers délicats sur la sécurité nationale et sur le personnel gouvernemental ». Il a ajouté : « Cet acte démontre clairement la force et la résistance de la démocratie américaine avec sa capacité pour l'auto-analyse constructive et l'autocritique ». — (AFP, Reuter.)

Les autres acteurs

M. OLIVER NORTH : le plus célèbre des « cow-boys ».

Ancien directeur adjoint du département politico-militaire au Conseil national de sécurité, le lieutenant-colonel North est le plus célèbre des « cow-boys » de la Maison Blanche. Officiellement, il était, jusqu'à la publication du rapport Tower, « le seul personnel précieusement couronné » de l'effort militaire, des ventes d'armes à l'Iran et de l'aide aux « contras » nicaraguayens. Chargé particulièrement, au CNS, des dossiers du terrorisme et de l'Amérique latine, est ancien du Vietnam est depuis 1981 de tous les coups.

En 1983, il participe à la préparation de l'intervention à la Grenade et du minage des ports au Nicaragua. On lui confie aussi la tâche de la chasse aux responsables de l'attentat qui avait, en octobre de la même année, coûté la vie à deux cent quarante et un « marines » à Beyrouth. Il met aussi la main à l'interception des pirates du paquebot Achille-Laurie en 1985 et au bombardement de Tripoli en avril 1986. Dès 1980, il avait participé à la tentative de libération des otages américains à Téhéran.

M. JOHN POWDEXTER : un partisan de la force.

Diplômé de l'académie navale d'Annapolis et docteur en physique nucléaire, l'amiral John Powdexter a la réputation a priori peu chatoyante d'être un « bureaucrate de l'action ». Nommé en décembre 1985 au poste de conseiller du président pour les affaires de sécurité — une fonction à laquelle des hommes comme Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski ont donné ses lettres de noblesse, — cet homme discret ne s'est jamais vraiment imposé.

Sous sa férule, le Conseil national de sécurité s'est transformé en bras armé de la diplomatie renseignement. Partisan de la manière forte, ce militaire respectueux de la hiérarchie passe pour être un organisateur méthodique. Peu soucieux de publicité, il a toujours eu avec la presse des relations détestables.

M. ROBERT MCFARLANE : un drame personnel.

Pour un homme au moins, l'« Irangate » a déjà pris les allures d'un drame personnel. Cet homme, c'est « Bud » McFarlane : dans la nuit du 8 au 9 février, l'ancien conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, empêtré dans un scandale où son rôle est flou, a tenté de se donner la mort en avalant une trop forte dose de Valium. Actuellement

surprenant chez cet homme serviteur de l'Etat déchiré entre sa loyauté envers M. Regan et son souci de combler à la vérité.

Ancien « marine », M. McFarlane, comme le lieutenant-colonel North, a combattu au Vietnam. Conservateur dans l'âme, mais plus pragmatique qu'idéologue, il a servi sous trois administrations républicaines. Spécialiste des questions militaires, et plus particulièrement navales, il a été, sous la présidence de M. Nixon, un collaborateur de M. Kissinger. Fatigué des incessantes querelles à la Maison Blanche, il avait abandonné ses fonctions auprès de M. Regan en décembre 1985.

M. WILLIAM CASEY : l'œil et l'oreille du président.

Pendant six ans, de sa nomination au début du premier mandat de M. Reagan en 1981 jusqu'à sa démission, il y a moins d'un mois, M. William Casey a tenu la CIA. M. William Casey n'en a pas moins couvert les agissements parallèles d'une sorte d'internationalisme anticommuniste déterminé à combattre en Afrique, en Asie et en Amérique latine les régimes marxistes.

M. ADNAN KHASHOGGI : un intermédiaire-né.

Fils du médecin du roi Abdul Aziz, le fondateur de l'Arabie saoudite des temps modernes, M. Adnan Khashoggi est longtemps passé pour l'homme le plus riche du monde. Légende ou réalité ? Le cours actuel des affaires de ce prince oriental aux goûts fastueux ne justifie plus, en tout cas, cette réputation. Commerçant avant tout, M. Adnan Khashoggi a bâti sa fortune grâce à son sens des contacts et de la diplomatie. Dans les années 60, il a notamment utilisé ses talents d'intermédiaire pour favoriser une étroite coopération militaire entre les Etats-Unis et son pays.

Mais une série de déboires depuis quelque temps, en Egypte, au Soudan et aux Etats-Unis, ont entamé

son crédit. Ses incursions dans le domaine de la politique internationale, en vue de rechercher la paix au Proche-Orient, se sont toutes révélées infructueuses.

M. AMIRAM NIR : un « gosse sans expérience ».

Ancien commentateur militaire à la télévision israélienne, M. Amiram Nir a été nommé, en 1984, conseiller pour les problèmes de terrorisme auprès du premier ministre, M. Shimon Pérès, malgré les critiques adressées à ce « gosse sans expérience ». Il occupe cette fonction jusqu'au remplacement de M. Pérès par M. Shamir, en octobre 1986.

A ce titre, M. Amiram Nir a été le principal interlocuteur israélien des « cow-boys » de la Maison Blanche, dans l'organisation des ventes armées à l'Iran. Dans cette opération, il a notamment servi d'intermédiaire entre l'homme d'affaires saoudien, M. Khashoggi, et le lieutenant-colonel North.

A Cannes le shopping est international au tax free world exhibition.

3.500 participants venus de plus de trente pays conjuguent à Cannes luxe et affaires.

Cannes (de notre correspondant)

to, la 5^e avenue réunis pour offrir le plus prestigieux lèche-vitrine.

Deuxième Palais des Congrès de France, 60.000 m² de business, 8 niveaux d'activités, deux auditoria de 2.400 à 1.000 places, 11 salles de 40 à 300 places, 14.000 m² d'exposition, 121 techniciens, 18 corps de métiers, les Ambassadeurs pour réceptions, 121 hôtels, 4.700 chambres (dont 1.800 à moins de 900 mètres du Palais), 282 restaurants, 2 casinos, 20 pianos bars ou night-clubs et 3.000 heures de soleil.

Direction Générale du Tourisme et des Congrès, Esplanade Président Georges Pompidou La Croisette 06400 Cannes. Tél. : 93.39.01.01.



C'EST ÉTONNANT, C'EST CANNES.

سكندران الاصل

55 من الاجل

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 24 novembre 1986 (contradictoire), la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDIUIRE EN ERREUR-INFRACTION A L'HYGIENE DES ANIMAUX ET DES DENREES ANIMALES (contradictoire) : 1. - pour avoir, à Paris, le 19 novembre 1985 ; 1^{er} effectué une publicité comportant des allégations, indications et présentations fausses et de nature à induire en erreur sur la nature, l'origine et les qualités substantielles de la marchandise en proposant sur le carton du jour du restaurant « Fox Bar », dans la rubrique « plats garnis », du Charvignot charvignot, 30 F, alors qu'un réalisateur du plat servi comportait des « crottins de chèvre » qui ne bénéficiaient pas de l'appellation d'origine contrôlée « charvignot » ; 2. - contrevention aux dispositions de l'article 7143 du 21 juillet 1971 par suite de l'observation dans le restaurant « Fox Bar » des prescriptions de l'arrêté du 9 août 1979, en l'espèce : deux cervelles présentables (date limite de vente : 20-10-1985) et un saucisson de Vire présentable (date limite de vente 11 octobre 1985, d'années ultérieures qui étaient entreposées dans la chambre froide, alors qu'elles auraient dû être retirées de la consommation (contradiction constatée), le sieur FAUJANIERES Philippe, né le 13 février 1954 à Paris XII^e ; gérant du bar-restaurant-brasserie « Fox Bar », demeurant 4, boulevard de Vincennes à Fontenay-aux-Roses (Val-de-Marne), à la peine de CINQ MILLE francs d'amende pour le délit et à 3 amendes de DEUX MILLE francs pour la contrevention. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde et le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 5 novembre 1986 (contradictoire), la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EXPOSITION OU VENTE DE DENREES OU BOISSONS FALSIFIEES CORROMPUES OU TOXIQUES - MISE EN VENTE DE DENREES PERISSABLES DONT LA DATE LIMITE DE VENTE EST EXPIREE, pour avoir à Paris, le 21 août 1985, émis et vendu sans motif légitime, environ 30 kg de produits de charcuterie corrompus, recouverts de mousselines et déguisant une odeur putride, destinés à l'alimentation de l'homme et destinés à la santé ; 2. - trompé ou tenté de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles de la marchandise en mettant en vente des denrées périssables présentables dont les dates limites de consommation étaient atteintes, en l'espèce : 13 paquets dont les dates étaient dépassées de 3 à 695 jours. La dame GARNIEL, ép. CONSTANTIN Hugues, née le 4 janvier 1938 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), PDG des établissements Félix-Gaucher, à la peine de UN AN d'emprisonnement avec SURSIS et à CINQUANTE MILLE francs d'amende ; le sieur AIT Ahmed, né le 14 juillet 1943 à Ouarzazate (Maroc), directeur commercial des établissements Félix-Gaucher, demeurant 21ter, quai de la Gronde, Paris XIX^e, à la peine de UN AN d'emprisonnement avec SURSIS et à CINQUANTE MILLE francs d'amende. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans les journaux le Monde, le Monde, France-Soir et le Matin. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 24 novembre 1986 (contradictoire), la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDIUIRE EN ERREUR pour avoir à Paris et sur le territoire national, courant 1984, effectué une publicité comportant des allégations, indications et présentations fausses et de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des conditions d'hébergement au village de vacances l'Arènes faisant l'objet de la publicité, en indiquant sur des prospectus publicitaires : 1^{er} la présence de 13 « bungalows » à l'usage construits en bois et réalisés il y a plus de dix ans ; 2^o en mentionnant à la rubrique « ... équipement collectif : 3 blocs sanitaires avec lavabos, douches, w.-c., bacs à vaisselle, bacs à linge... » alors qu'en réalité ces bungalows étaient en bois de type ALGECO utilisés sur les chantiers de construction ; 3^o en précisant que « ... chaque bungalow pour quatre personnes comporte un séjour et deux chambres séparées » alors qu'en réalité il n'y avait pas de séparation à l'intérieur ; 4^o en mentionnant à la rubrique « ... équipement collectif : 3 blocs sanitaires avec lavabos, douches, w.-c., bacs à vaisselle, bacs à linge... » alors qu'en réalité ces bungalows étaient en bois et réalisés il y a plus de dix ans. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux le Monde et le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre, 1^{er} chambre en date du 5 septembre 1986, à la requête de M. le Procureur de la République. Le nommé CLABAUT Raoul, né le 19 juillet 1919 à Lumbres (62), demeurant à Neuilly (92), 26, rue d'Armenansville a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis, pour s'être en 1982 et 1983, soustrait à l'établissement et au paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre de 1981, 1982 en constant volontairement des fautes de déclarations de chiffre d'affaires, d'avoir, courant 1982 et 1983, omis volontairement de passer ou de faire passer des écritures au livre journal. Le tribunal a ordonné l'affichage du jugement par extrait pour une durée de trois mois dans la commune du lieu d'habitation et la publication par extrait au Journal Officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. - Le greffier.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL

Par jugement rendu contradictoirement en la 11^e chambre de ce tribunal jugeant en police correctionnelle, le 7 juillet 1986, le nommé FOUKROUM Alexandre, né le 25 décembre 1946 à Alger (Algérie), demeurant à Créteil (94), 37, rue de Bonne, a été condamné pour exercice illégal de la profession de comptable agréé ou d'expert-comptable, commis courant 1983 et 1984, à 15 000 francs d'amende et a ordonné l'insertion par extrait dans le Monde, le Figaro, le République de Val-de-Marne, aux frais du prévenu sans que le coût total de ces insertions n'exécède 10 000 F par application des articles 230 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par le loi du 31 octobre 1968 et 759, al. 2 du code pénal. N'y ayant appel. Pour extrait conforme délivré à la requête de M. le Procureur de la République. - Le greffier.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 26 novembre 1986 (contradictoire), la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales d'hygiène et de sécurité blessures involontaires (contradiction constatée) pour avoir à Paris, le 4 décembre 1984 : 1^{er} Excut responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute prescrite les dispositions des articles II, III du titre III du code du travail en opérant d'entretenir convenablement la lampe solidaire du trépan confié à Mathurin Longlade et éclairant le poste de travail de celui-ci et en faisant utiliser par Mathurin Longlade un trépan dont les parties tournantes travaillantes étaient accessibles par un geste involontaire ; 2^o S'être rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité inférieure à trois mois (incident du travail) sur la personne de Mathurin Longlade. Le sieur BOUZARD Jean-Jacques Auguste, né le 25 juillet 1931 à Paris-12^e, P.-D.C. de la société Bouzard, demeurant 17 bis, rue François-Roland à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), à la peine de 8000 F d'amende pour le délit et 5000 F d'amende pour la contrevention. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux le Monde et le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

BANQUE FRANCAISE DES YEUX, FONDÉE EN 1948 RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE EN 1961 REDONNER LA VUE. est l'un des objectifs de la Banque française des yeux : en développant en France les dons volontaires d'yeux, elle œuvre en faveur des greffes de la corée qui permettent à des aveugles et mal-voyants de recouvrer la vue. En effet, quand la corée est liée à une lésion de la cornée (par malformation, maladie, brûlure, accident du travail ou de la route), une greffe de corée peut permettre à un aveugle ou mal-voyant de REVOIR. Alors, rejoignez le groupe « REVOIR » en donnant vos yeux ou en devenant membre cotisant de la Banque française des yeux. ECRIVEZ : groupe « REVOIR », Banque française des yeux 54, avenue Mathurin-Morisse 75019 Paris, CCP : Paris 7448 82 K.

Amériques

ETATS-UNIS : le rapport de la commission Tower sur l'« Irangate »

Une initiative « en contradiction » avec la politique du gouvernement

Voici les principaux extraits du rapport de la commission Tower sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, publié jeudi 26 février : Les « marchandages avec l'Iran ». - L'initiative à propos de l'Iran contrôlait directement la politique de l'administration sur le terrorisme et la guerre Iran-Irak. Cette contradiction n'a jamais été résolue, ses conséquences n'ont jamais été étudiées complètement et traitées. Le résultat d'ensemble a été une politique américaine qui se tourne contre elle-même. (...) Deux objectifs étaient poursuivis au départ : une ouverture stratégique vers l'Iran et la libération des otages américains au Liban. La vente d'armes à l'Iran semblait fournir un moyen d'atteindre ces deux objectifs. (...) Quelle qu'il ait été l'intention, l'initiative est devenue en fait presque dès le début une série de marchandages des armes contre des otages. L'envoi d'armes de novembre 1985 était directement lié à la libération d'un otage. (...) Ces transactions ont créé un régime qui soutenait clairement le terrorisme et la prise d'otages. Cela a aggravé le risque pour les Etats-Unis d'être perçus, particulièrement dans le monde arabe, comme une créature d'Israël. Le rôle de M. Reagan. - La commission n'a pas pu parvenir à une conclusion définitive sur le point de savoir si la livraison d'armes de 1985 à l'Iran a été approuvée à l'avance par le président. La commission juge plausible qu'il l'ait approuvée à l'avance. Cependant (...), cette approbation n'a jamais été donnée par écrit. Elle semble avoir été communiquée à une personne seulement, et le président lui-même n'en a aucun souvenir. (...) M. Reagan a été profondément déterminé à assurer la libération des otages. C'est cette intense passion pour les otages qui apparaît avoir motivé son soutien résolu à l'initiative iranienne, malgré l'opposition de ses secrétaires d'Etat et à la légation. (...) Le président a semblé ignorer la façon dont l'opération était menée ainsi que les conséquences du rôle des Etats-Unis. (...) La manière de diriger du président est de faire porter à ses conseillers la principale responsabilité. (...) Dans une opération aussi complexe et à aussi hauts risques, il aurait néanmoins dû s'assurer que les milieux gouvernementaux et du Conseil national de sécurité ne manquaient pas à ce qu'elle lui doit (...), car c'est le président qui doit prendre la responsabilité [pour le Conseil] et faire face aux conséquences. (...) A propos du Nicaragua. - Le rapport indique : « Le président avait affirmé publiquement et solennellement son soutien à la résistance au Nicaragua. Cela avait mis sa politique en conflit direct avec celle du Congrès, au moins dans la période pendant laquelle le soutien direct ou indirect aux opérations militaires au Nicaragua était interdit. Bien que les preuves dont dispose la commission soient limitées, aucun effort sérieux ne semble avoir été fait pour répondre au risque qu'il y avait pour le président de soutenir directement les contras face à de sévères restrictions de la part du Congrès. (...) Parmi les autres conclusions du rapport figurant encore celles-ci : « Dans toute cette affaire, d'importantes questions de droit ne semblent pas avoir été traitées de manière adéquate ; le souci de maintenir le secret a servi d'excuse pour renoncer à une procédure saine. (...) Des informations d'une grande importance potentielle sur la guerre Iran-Irak ont été transmises aux Iraniens. (...) L'attitude de MM. Shultz et Weinberger. - Pour la commission, « MM. Shultz et Weinberger avaient pu obligation d'apporter au président tout leur appui et leurs conseils (...) ou, s'ils ne pouvaient pas le faire en conscience, de se contenter de l'informer. Au lieu d'agir ainsi, ils ont simplement pris leurs distances à l'égard du programme. Ils se sont attachés à se couvrir. Ils n'ont déployé aucune énergie pour protéger le président des conséquences de l'engagement personnel qu'il avait pris de libérer les otages. »

Une atteinte à la crédibilité du président Reagan

Le chef de la Maison Blanche a failli à ses responsabilités. Il a eu le tort de laisser la bride sur le cou à ses principaux conseillers, qui se sont conduits comme des amateurs.

Participent à ces discussions, côté iranien, un homme d'affaires vivant en France et un passé politique complexe, M. Mamouh Ghorbanifar, et, côté israélien, deux marchands d'armes ayant des liens étroits avec les milieux gouvernementaux et MM. Yacov Nimrodi et Adolph Schwimmer, ainsi que M. Nir, un conseiller du premier ministre de l'époque, M. Peres. M. Khashoggi, l'homme d'affaires saoudien aux incalculables relations internationales, n'est pas naturellement absent de ces préliminaires d'autant plus fébriles que, début mai, M. McFarlane a envoyé l'un de ses collaborateurs, M. Michael Ledeen, s'entretenir à Jérusalem avec M. Peres du souhait des Etats-Unis de partager tout ce dont les Israéliens pourraient disposer en matière de renseignements sur l'Iran. Le contact est rompu, mais M. Casey, le président en est si sûr qu'il propose, le 9 décembre, de rester à des livraisons à ce prix directes dont il veut l'organisation en charge au général Secord. Le 17 janvier, M. Reagan signe un décret autorisant les ventes d'armes à l'Iran et le lieutenant-colonel North produit alors plus d'un million de dollars de gains directs dont l'opération « Recovery » termine de laquelle l'imam Khomeini, sans qu'on sache en ce qui concerne le 11 février, mille milliards de dollars de gains directs de « Recovery » mais l'otage ne sera pour autant libéré plus de deux semaines dans les sales européennes en un arri voyage de M. McFarlane à Téhéran et il reviendra délesté d'un nouveau chargement de missiles toujours sans otages. Même le lieutenant-colonel menace à douter que les choses soient si bien, il ferme sa porte à Washington et fait part à M. McFarlane d'une proposition iranienne d'entrer en contact par l'intermédiaire de M. Ghorbanifar. Il indique que les Iraniens pourraient accepter de faciliter une libération des otages et auraient « probablement » besoin d'armes. Quelques jours avant de se faire opérer au cancer, M. Reagan est informé de la proposition. Le 13 juillet, arrive un nouveau message israélien : certains Iraniens pourraient obtenir la libération des sept otages américains contre la livraison, par Israël, de deux missiles TOW. Le 2 août, nouvelle discussion entre M. McFarlane et Kimche. Ce dernier demande si les Etats-Unis remplaceraient les armes que les Israéliens livraient aux Iraniens. « Ce qui a suivi est assez obscur », note alors le rapporteur. M. McFarlane sentit que le président a donné son feu vert. Le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, affirme le contraire et M. Reagan a donné raison au premier, puis un accord, avant d'écrire à la commission, la semaine dernière : « Je ne me souviens pas ». Toujours est-il que le 30 août, puis le 14 septembre, les Israéliens livrent des armes à l'Iran et qu'un otage, le pasteur Weir, est libéré le 15 septembre.

Des armes contre des otages

Deux mois plus tard, M. Kimche, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères israélien, est à Washington et fait part à M. McFarlane d'une proposition iranienne d'entrer en contact par l'intermédiaire de M. Ghorbanifar. Il indique que les Iraniens pourraient accepter de faciliter une libération des otages et auraient « probablement » besoin d'armes. Quelques jours avant de se faire opérer au cancer, M. Reagan est informé de la proposition. Le 13 juillet, arrive un nouveau message israélien : certains Iraniens pourraient obtenir la libération des sept otages américains contre la livraison, par Israël, de deux missiles TOW. Le 2 août, nouvelle discussion entre M. McFarlane et Kimche. Ce dernier demande si les Etats-Unis remplaceraient les armes que les Israéliens livraient aux Iraniens. « Ce qui a suivi est assez obscur », note alors le rapporteur. M. McFarlane sentit que le président a donné son feu vert. Le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, affirme le contraire et M. Reagan a donné raison au premier, puis un accord, avant d'écrire à la commission, la semaine dernière : « Je ne me souviens pas ». Toujours est-il que le 30 août, puis le 14 septembre, les Israéliens livrent des armes à l'Iran et qu'un otage, le pasteur Weir, est libéré le 15 septembre.

L'opération « Recovery »

Le sommet de Genève entre MM. Reagan et Gorbatchev est alors en préparation, le calendrier diplomatique est très chargé mais l'affaire suit son cours et, en plein sommet, McFarlane est à Gênes par le gouvernement israélien qu'un pays allié (le Portugal semble-t-il) bloque le transit d'armes sur son territoire. Oliver North, chargé de régler la situation, fait intervenir la CIA et son ami le général Secord, qui va jouer un grand rôle dans le soutien secret aux contras. Très complexe, l'épisode est un échec, mais, le 4 décembre, l'amiral

Pointdexter remplace M. McFu dont il était l'adjoint, et le cc North lui propose un nouvel élan à 3 800 missiles, toujours livrés à Jérusalem contre tous les canons, MM. Shultz et Weir qui bloquent l'opération, et décide d'envoyer M. McFarlane à Londres expliquer à M. Ghorbanifar qu'il n'était pas question de l'envoi d'armes mais d'améliorer des relations.

Le contact est rompu, mais M. Casey, le président en est si sûr qu'il propose, le 9 décembre, de rester à des livraisons à ce prix directes dont il veut l'organisation en charge au général Secord. Le 17 janvier, M. Reagan signe un décret autorisant les ventes d'armes à l'Iran et le lieutenant-colonel North produit alors plus d'un million de dollars de gains directs dont l'opération « Recovery » termine de laquelle l'imam Khomeini, sans qu'on sache en ce qui concerne le 11 février, mille milliards de dollars de gains directs de « Recovery » mais l'otage ne sera pour autant libéré plus de deux semaines dans les sales européennes en un arri voyage de M. McFarlane à Téhéran et il reviendra délesté d'un nouveau chargement de missiles toujours sans otages.

Même le lieutenant-colonel menace à douter que les choses soient si bien, il ferme sa porte à Washington et fait part à M. McFarlane d'une proposition iranienne d'entrer en contact par l'intermédiaire de M. Ghorbanifar. Il indique que les Iraniens pourraient accepter de faciliter une libération des otages et auraient « probablement » besoin d'armes. Quelques jours avant de se faire opérer au cancer, M. Reagan est informé de la proposition. Le 13 juillet, arrive un nouveau message israélien : certains Iraniens pourraient obtenir la libération des sept otages américains contre la livraison, par Israël, de deux missiles TOW. Le 2 août, nouvelle discussion entre M. McFarlane et Kimche. Ce dernier demande si les Etats-Unis remplaceraient les armes que les Israéliens livraient aux Iraniens. « Ce qui a suivi est assez obscur », note alors le rapporteur. M. McFarlane sentit que le président a donné son feu vert. Le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, affirme le contraire et M. Reagan a donné raison au premier, puis un accord, avant d'écrire à la commission, la semaine dernière : « Je ne me souviens pas ». Toujours est-il que le 30 août, puis le 14 septembre, les Israéliens livrent des armes à l'Iran et qu'un otage, le pasteur Weir, est libéré le 15 septembre.

L'opération « Recovery »

Le sommet de Genève entre MM. Reagan et Gorbatchev est alors en préparation, le calendrier diplomatique est très chargé mais l'affaire suit son cours et, en plein sommet, McFarlane est à Gênes par le gouvernement israélien qu'un pays allié (le Portugal semble-t-il) bloque le transit d'armes sur son territoire. Oliver North, chargé de régler la situation, fait intervenir la CIA et son ami le général Secord, qui va jouer un grand rôle dans le soutien secret aux contras. Très complexe, l'épisode est un échec, mais, le 4 décembre, l'amiral

BERNARD GUÉ

Europe

GRANDE-BRETAGNE : L'élection partielle de Greenwich

Le Parti travailliste cède l'un de ses bastions à l'Alliance des sociaux-démocrates et des libéraux

LONDRES
de notre correspondant

Les deux formations centristes de l'Alliance : le Parti social-démocrate (SDP) et le parti libéral, ont remporté le 26 février une surprise victorieuse dans une élection législative partielle à Greenwich, dans la banlieue est de Londres, solide fief travailliste depuis la dernière guerre mondiale. La bataille électorale, particulièrement rude, s'est résu-

sumée à une confrontation au sein de l'opposition car le candidat conservateur était donné largement battu depuis le début de la campagne. Il ne recueillit d'ailleurs que 11 % des voix, soit une perte de 24 % par rapport au précédent scrutin de 1983. Ce revers pour le parti de M^{me} Thatcher est toutefois tempéré par le phénomène de « vote tactique » de la part de nombreux électeurs conservateurs. Ceux-ci en effet ont préféré faire échec à la représentante du Labour, M^{me} Deirdre Wood, apparentée à la « gauche dure ». Il est vrai que sa désignation par la section locale travailliste avait été contestée par l'appareil national qui, sous la direction relativement médiocre de M. Neil Kinnock, redoutait une éventuelle défaite en raison de cette étiquette. A Greenwich, les querelles intestines entre travaillistes étaient telles qu'on

soupçonnait certains des adversaires de la candidature de M^{me} Wood d'être à l'origine d'indiscrétions qui ont donné lieu dans la presse à une série d'attaques personnelles extrêmement désobligeantes. On a ainsi accusé M^{me} Wood d'avoir « laissé mourir » son père dans la misère et on l'a contrainte à avouer, en larmes, que ce dernier était un alcoolique violent.

Briser le bipartisme

Malgré cela, le succès de la candidature de l'Alliance (SDP), M^{me} Rosie Barnes, est inattendu, car tous les sondages indiquaient que M^{me} Wood restait favorite, même si son avance s'était réduite. Or, M^{me} Barnes l'emporta finalement avec une marge très confortable de 19 %.

Depuis les élections générales de 1983, c'est la première fois que l'Alliance conquiert lors d'une partielle un siège détenu par le Parti travailliste; jusqu'à présent, c'était la majorité gouvernementale qui avait fait les frais des gains conservateurs. Cette victoire triomphale vient à point pour redonner confiance aux dirigeants de l'Alliance : M^{me} David Owen (SDP) et David Steel (libéral), qui espèrent plus que jamais parvenir à

leurs fins lors des prochaines élections générales, c'est-à-dire briser le système du bipartisme. Mais, quand bien même un scrutin anticipé serait proche (on parle de juin ou octobre), il est difficile d'extrapoler à partir d'un tel résultat car l'expérience montre que l'Alliance depuis sa création en 1982 a souvent réalisé lors des partielles de bonnes performances que l'on ne retrouve pas aux élections générales ou dans les sondages réalisés à l'échelle du pays tout entier.

Le parti de M^{me} Thatcher ne semble pas trop s'émouvoir à l'échec enregistré à Greenwich; les sondages nationaux accordent en moyenne aux conservateurs une avance de 2 ou 3 points sur les travaillistes. Pour la « dame de fer » c'est encore insuffisant pour envisager dès maintenant d'appeler les électeurs aux urnes. Mais le premier ministre compte sur la présentation du budget en mars et l'annonce à cette occasion d'une substantielle réduction de l'impôt sur le revenu, pour améliorer sa position. L'avertissement de Greenwich paraît plus inquiétant pour les travaillistes qui, après un spectaculaire redressement au début de 1986, semblent marquer le pas depuis la fin de l'automne.

FRANCIS CORNU.

ESPAGNE

M. José-António Ardanza réélu président du gouvernement basque

MADRID
de notre correspondant

Près de trois mois après les élections régionales du 30 novembre dernier, les Basques ont enfin un président de gouvernement. Comme prévu, M. José-António Ardanza a été reconduit, jeudi 26 février, par le Parlement autonome de Victoria, dans ses fonctions de lendakari (président du gouvernement autonome basque). M. Ardanza a obtenu 38 voix, sur un total de 75. Outre l'appui de son parti, le Parti nationaliste basque (PNV), M. Ardanza a obtenu celui du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), avec lequel les nationalistes sont parvenus à un accord de gouvernement (le Monde du 24 février). Les deux députés du Centre démocratique et social (CDS) ont également voté en faveur de M. Ardanza.

Cette session du Parlement régional était attendue avec un intérêt tout particulier: les formations proches de l'ETA militaire (17 % des voix) avaient en effet décidé de siéger au Parlement de Victoria (auquel elle refuse toute légitimité), afin de présenter son propre candidat au poste de lendakari. M. Juan Carlos Yoldi, député de la coalition, un jeune homme de vingt-quatre ans, en prison préventive depuis juin 1985, accusé d'avoir participé à plusieurs

attentats pour lesquels le procureur demande une peine de plus de soixante ans de prison.

On a donc vu, fait sans précédent, un adepte de la lutte armée défendre, du haut de la tribune du Parlement, la fameuse « alternative KAS », le programme nationaliste radical que défendent à la fois Herri Batasuna par les urnes et l'ETA par les armes. Lisant alternativement son discours en basque et en espagnol, M. Yoldi a notamment demandé la reconnaissance pour le Pays basque du droit à l'autodétermination, l'unité territoriale de l'Euskadi nord (c'est-à-dire française) et sud, ainsi que le rattachement de la Navarre au Pays basque. Il a affirmé que seule « une négociation politique sérieuse, profonde et honnête » pouvait ramener la paix, négociation à laquelle devraient participer obligatoirement l'ETA militaire et « en représentation de l'Etat oppresseur, l'armée espagnole ».

Transferts de responsabilités

Malgré son ton martial, l'allocation de M. Yoldi n'a provoqué aucune réaction dans la salle. Seul le secrétaire général des socialistes basques, M. José-Maria Benegas, s'est ostensiblement absenté durant tout le discours. A l'extérieur, en

revanche, deux mille à trois mille personnes ont manifesté au cri d'« Amnistie ! ».

Quant à M. Ardanza, il a expliqué la portée de l'accord obtenu, lundi dernier, entre son parti et les socialistes. Si celui-ci englobe tous les problèmes cruciaux de la région, l'ambiguïté reste de mise, toutefois, à propos des thèmes conflictuels. Ainsi, les socialistes acceptent que l'Erzantza, la police autonome, se voit attribuer toutes les compétences auxquelles elle peut prétendre (incluant donc la lutte contre le terrorisme). Mais il n'est pas précisé si ce déploiement s'accompagnera, comme le souhaitent les nationalistes, d'un retrait parallèle de la police nationale.

De même, le PSOE accepte de transférer au gouvernement basque d'importantes compétences en matière de sécurité sociale et de santé publique, l'une des principales revendications du PNV. Mais l'accord ne précise pas clairement si le principe d'une « caisse unique » de sécurité sociale à niveau national sera préservé, comme le souhaitent les socialistes.

En échange de ces engagements en matière de développement de l'autonomie, le PSOE a obtenu du PNV que ce dernier rejette explicitement « toutes négociations politiques » avec l'ETA.

THERRY MALINIAK.

Un an après l'assassinat d'Olof Palme

La Suède sans tensions ni passions

(Suite de la première page.)

On reprochait de temps à autre à Olof Palme de se déplacer trop souvent à l'étranger et de ne pas s'occuper suffisamment des problèmes purement suédois. Il est vrai que les dossiers économiques et industriels ne le passionnaient pas outre mesure. Les mêmes critiques ne peuvent pas être adressées à son successeur, M. Carlsson, allié à Moscou au printemps 1986 et doit se rendre prochainement à Pékin, mais il est avant tout un spécialiste de politiques intérieures, qui sillonne la Suède cent jours par an.

Pendant une quinzaine d'années, le débat politique suédois a été empoisonné par d'interminables querelles entre « bourgeois » et sociaux-démocrates sur l'énergie nucléaire, la défense nationale ou les relations avec l'URSS et les affaires de soussous. Ces batailles étaient dues souvent à des luttes personnelles et des incompatibilités de caractère. M. Palme était loin de faire l'unanimité dans son propre pays,

et beaucoup le rendaient en partie responsable de ce durcissement de la vie politique.

Mais après ce tragique 28 février 1986, qui fut un « choc » national, choses ont bien changé. L'un après l'autre, les partis social-démocrate, libéral, conservateur et centriste (quatre des cinq formations représentées au Parlement) ont changé de leader. La nouvelle génération est plus jeune et elle n'est pas marquée par les querelles passées. En quelques mois, un climat de consensus s'est installé. Une fois par semaine, M. Ingvar Carlsson rencontre les dirigeants de l'opposition. Le gouvernement minoritaire social-démocrate et les libéraux se sont entendus sur une majoration des crédits de la défense nationale. Il n'est pas impossible qu'ils parviennent à un accord, dans les mois qui viennent, sur le calendrier de démantèlement des centrales nucléaires (avant 2010, selon le verdict du référendum de

1980), ainsi que sur une réforme en profondeur du système fiscal.

Ces compromis entre la gauche et les libéraux isolent à droite les conservateurs (la plus grande formation de l'opposition), qui dénoncent régulièrement les trahisons de leurs frères bourgeois et le gouvernement d'union nationale qui gère actuellement la Suède.

M. Ingvar Carlsson semble vouloir renouer avec la social-démocratie des années 50 et 60. Il souligne régulièrement que son maître à penser politique est Tage Erlander, premier ministre de 1946 à 1969, qui, lui aussi, recherchait le consensus, sans pour autant renier ses idéaux. Dans les milieux industriels et financiers, il est considéré comme un homme solide, fin tacticien, mais sensible aux problèmes de l'entreprise.

Bref, il semble très proche de cette famille des « grasses », les « sociaux-démocrates gris », réformistes mais prudents et pragmatiques, qui savent que ce qui est bon pour l'industrie est bon aussi pour le peuple. Comme Tage Erlander, dont il a été un des secrétaires particuliers, il attache beaucoup d'importance à la recherche scientifique, dont le budget va d'ailleurs être fortement majoré au cours des trois prochaines années pour dépasser, proportionnellement, celui de la France ou de la Grande-Bretagne. Le style Carlsson n'a pas le brio du style Palme. Mais c'est une façon discrète et efficace de gouverner dans un pays de 8,4 millions d'habitants qui avait besoin d'une réforme de réconciliation après l'assassinat de son premier ministre.

ALAIN DEBOVE.

Un colloque Olof Palme à Paris. — Le club Olof Palme créé en juin 1985 organise le samedi 28 février à partir de 14 heures à l'UNESCO (salle n° 10, place Fontenoy, Paris 7^e) un colloque dont les deux thèmes principaux seront : « La social-démocratie, modèle tabou ? » et « La Suède et la France entre les Deux Grands ».

Mort de Knud Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères. — Knud Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, est décédé jeudi 26 février à Oslo, des suites d'une hémorragie cérébrale. Nommé ministre des affaires étrangères par le premier ministre travailliste, M. Trygve Bratteli, en 1973, Knud Frydenlund avait occupé ce poste jusqu'en 1981, puis de nouveau en 1985, lors du retour au pouvoir des travaillistes. Diplôme de carrière, cet ancien secrétaire particulier de M. Halvard Lange, architecte de la politique étrangère norvégienne de l'après-guerre, Knud Frydenlund était fort attaché à la politique atlantiste de la Norvège. Il avait été également partisan de l'adhésion de son pays au Marché commun, rejetée par référendum en 1972.

L'enquête revient à la case départ

STOCKHOLM
de notre correspondant

L'hypothèse du meurtre perpétré par un commando terroriste turc est à présent abandonnée. Le coup de fil opéré par la police suédoise, le 20 janvier, parmi les membres ou sympathisants du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK), à Stockholm, n'avait donné aucun résultat puisque, quelques jours plus tard, les vingt personnes interpellées étaient relâchées. La théorie privilégiée de la police s'effondrait comme un château de cartes, et ce fiasco total avait aussitôt ravivé les discussions qui existaient entre les responsables de l'enquête. Celle-ci tournait à la farce.

Dans cette situation, le gouvernement, qui avait respecté jusqu'ici l'indépendance de la justice (tout en ayant curieusement placé un observateur à l'état-major de la police), ne pouvait plus rester passif. Et le premier ministre, M. Carlsson, a imposé, début février, une réorganisation de l'enquête qui ne mobilise plus aujourd'hui que soixante-cinq policiers au lieu de cent quarante. M. Hans Holmér, le préfet de police, et deux anciens responsables des investigations ont été relégués au rang de « conseillers » de la nouvelle équipe, dont les travaux seront supervisés par le procureur général du royaume et le directeur de la police nationale. Par ailleurs, le gouvernement a désigné une commission parlementaire dont la tâche sera de voir si oui ou non des erreurs ont été commises.

A. D.

LES NOUVELLES TÉLÉS ARRIVENT

JEAN DRUCKER

PRÉSIDENT DE LA "6"

SERA DEMAIN SAMEDI A 13 H LE RÉDACTEUR EN CHEF DU "JOURNAL INATTENDU" DE

RIL

AVEC JEAN-CLAUDE LARRIVOIRE ET GILLES LECLERC

سكنا من الامم

سكنا من الاجل

Proche-Orient

La visite en Egypte de M. Pérès

Le Caire et Jérusalem préconisent la réunion d'une conférence internationale en 1987

L'Egypte et Israël ont lancé, vendredi 27 février, un appel à la convocation cette année d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, à l'issue de la visite au Caire du ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, et du dernier entretien que celui-ci a eu dans la matinée avec le président Hosni Moubarak.

Un communiqué commun, publié par M. Pérès et par son homologue égyptien, M. Essam Abdel Meguid, déclare que « les deux parties agissent activement en faveur de l'établis-

ssement de la paix au Proche-Orient (...) et prendront les mesures nécessaires pour la convocation en 1987 d'une conférence internationale consistant à des négociations directes » entre Israël et les pays arabes.

Ce communiqué est de nature à susciter une vive réaction du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. Ce dernier est opposé à la tenue d'une telle conférence et avait expressément interdit à M. Pérès d'engager Israël à ce sujet lors de sa visite au Caire. — (Reuters.)

LE CAIRE
de notre correspondant

Les responsables égyptiens ont réservé un accueil digne d'un chef de gouvernement à M. Pérès; le ministre israélien a non seulement été reçu pendant plus d'une heure par le président Moubarak, jeudi 26 février, mais a, de surcroît, été convié par le roi à un déjeuner de travail de quarante-cinq minutes. Mercredi, il avait visité, en plus de la classe musée du Caire, le projet de développement agricole de Saïda, un projet de bonification du désert qui fait la fierté de l'Egypte.

M. Essam Abdel Meguid, le chef de la diplomatie égyptienne, a affirmé, à l'issue de la réunion et du déjeuner de travail Moubarak-Pérès, que ces entretiens constituent « le prolongement de ce qui avait été agréé lors du sommet d'Alexandrie

en septembre sur la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient ». Une déclaration ignorait volontairement l'existence du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, et sa virulente opposition au principe d'une conférence où l'URSS et les Palestiniens seraient représentés — deux conditions sine qua non pour la relance du processus de paix selon l'Egypte.

Ce comportement des responsables égyptiens est dû au fait qu'ils considéraient que le gouvernement israélien s'est engagé en septembre quand M. Pérès, alors premier ministre, a accepté à Alexandrie le principe de la conférence internationale. M. Pérès reste pour Le Caire l'interlocuteur valable même si M. Shamir affirme que son allié au sein du cabinet de coalition n'était pas mandaté pour parler au nom du gouvernement israélien.

Selon l'hebdomadaire officieux *Al-Moussawer*, le président Moubarak a refusé une invitation américaine à se rendre à Washington au

moment de la visite de M. Shamir. L'hebdomadaire affirme que les Américains cherchaient à réunir un sommet tripartite Reagan-Moubarak-Shamir dont l'objectif serait surtout de prouver que « Washington garde sa crédibilité dans le monde arabe malgré le scandale de l'« Irangate » ». C'est donc pour prouver qu'il n'était pas opposé au dialogue avec les responsables israéliens, « si les entretiens avaient quelque espoir d'être fructueux », que Le Caire a accepté la demande de visite de M. Pérès.

Par leur comportement et leurs déclarations, les responsables du Caire cherchent à dire à l'homme de la rue en Israël et aux responsables américains qu'une amélioration des relations égypto-israéliennes est possible à condition que le dialogue de gouvernement à gouvernement s'établisse entre modérés. Un argument dont M. Pérès pourra faire usage en cas d'élections anticipées.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

La guerre du Golfe

L'Iran annonce la fin de l'offensive Kerbala-5

Un communiqué militaire iranien a annoncé, jeudi 26 février, la fin de l'offensive Kerbala-5, lancée dans la nuit du 8 janvier au sud-est du port irakien de Bassorah, et qui a permis aux forces de Téhéran de progresser de quelques kilomètres en territoire ennemi. L'état-major iranien a constaté d'annoncer ainsi le début et la fin des opérations menées sur le front.

Cependant, à Washington, le président Reagan a appelé jeudi à la fin des hostilités dans le conflit irakien-iranien. Téhéran a rejeté cet appel, tandis que Bagdad l'a accueilli favorablement. L'Iran a réaffirmé sa détermination à poursuivre les opérations militaires et son refus de négocier avec le régime irakien. Le

porte-parole du ministère des affaires étrangères a estimé que cet appel, « au sujet de la guerre imposable par l'Irak et des menaces qu'elle fait peser sur les prétendus intérêts des Etats-Unis dans la région, a pour but de détourner l'opinion publique internationale du flasco découvert à la Maison Blanche par la commission d'enquête Tower ».

En revanche, un porte-parole iranien a déclaré que « le président américain, en soulignant la responsabilité de l'Iran dans la poursuite de la guerre, ne fait que souligner une vérité que la société internationale est appelée à reconnaître pour amener l'Iran à mettre fin à ses agressions et à accepter la paix ».

LIBAN

Un membre du PC, le neuvième en onze jours assassiné à Beyrouth

Alors que les intégristes pro-iraniens du Hezbollah ont manifesté jeudi 26 février dans leur lieu de Bealbek en célébrant vingt-trois de leurs camarades tués mardi à Beyrouth par des soldats syriens, deux bataillons (à majorité chiite) de l'armée libanaise, soit près de sept cents soldats, ont pris position sur la ligne verte. Ils ont pris possession du port, au nord, jusqu'au passage du Musée plus au sud, traversant l'ancien centre-ville en ruine de la capitale. Ce tronçon de près de 3 kilomètres ne représente que la moitié de la ligne, qui se prolonge dans la banlieue sud, où les milices chiites font face aux unités chrétiennes de l'armée libanaise et aux miliciens des Forces libanaises (FL) milices chrétiennes unifiées.

Les troupes syriennes pour leur part campent aux portes de la banlieue sud, où elles ne doivent pas

plâtrer, selon le chef des services de renseignements syriens au Liban, le général Ghazi Kanaan. Il pourrait, toutefois, s'agir d'un « report temporaire » en attendant les conditions prévues à une « pacification » des fiefs d'Amal et du Hezbollah.

D'autre part, un chanteur-compositeur communiste paroliériste, Nour Toukan (trouze-deux ans), a été assassiné mardi soir, devant sa mère, dans la banlieue sud chiite de Beyrouth, contrôlée par Amal, a annoncé jeudi le Parti communiste libanais (PCL). Il s'agit du neuvième communiste assassiné au Liban en onze jours. Parmi les victimes, figurent l'écrivain septuagénaire Fawzi Mironé, également assassiné devant sa famille et trois médecins. En outre, dix-sept communistes ont été enlevés depuis lundi à Beyrouth et dans sa banlieue chiite. — (AFP.)

Le sort des otages

La solution « passe par Téhéran » réaffirme M. Raimond

La solution au problème des otages du Liban « passe par Téhéran », a réaffirmé, jeudi 26 février, M. Jean-Bernard Raimond, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, interrogé par M. Alain Peyrefitte (RPR), ancien garde des sceaux, le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il n'était pas satisfait de la situation actuelle, puisqu'il y avait toujours des Français retenus en otage, mais qu'il ne changeait pas son analyse, « à savoir qu'il [l'Iran] normaliser les relations avec l'Iran ».

Le vice-ministre iranien de l'économie, M. Mehdi Navab, devait quitter Paris ce vendredi matin, après deux jours d'entretiens sur le règlement du contentieux financier entre les deux pays — une des étapes essentielles sur la voie de cette normalisation.

Le chef de l'OLP M. Yasser Arafat, a assuré que quatre otages, dont trois professeurs américains, détenus au Liban se trouvaient actuellement « entre les mains des Syriens, qui les libéreront prochainement ».

Il a indiqué que les quatre otages étaient détenus par le mouvement chiite Amal, « qui les a remis récemment à ses alliés syriens, en l'occurrence à des responsables des services de renseignement de l'armée syrienne au Liban ». — (AFP.)

RECTIFICATE. — Dans notre information sur le grève d'étudiants iraniens à Paris (*Le Monde*, du 25 février), il fallait lire que « les grèves suivent un mouvement à titre individuel, tout en appartenant à certaines formations de l'opposition », et non le contraire comme indiqué par erreur.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie Participation de 87 % aux législatives selon les autorités


Le mauvais temps n'a pas rebattu les Algériens, qui se sont déplacés en masse pour les élections législatives du jeudi 26 février. Le taux officiel de participation est beaucoup plus élevé que lors des deux premières scrutins : 87,29 % contre 71,74 % en 1982 et 72,85 % en 1977. Il est en revanche inférieur à celui de l'élection présidentielle qui, en 1984 avait enregistré le record de participation à la tête de l'Etat : 92,27 %.

Les élections des grandes villes, couvertes à l'exception, ont été moins nombreuses à voter que les rures. Les lanternes rouges sont Oran (88,80 %) et Alger (76,81 %). Cependant, où de violents incidents s'étaient produits au mois de novembre dernier, il n'a pas manqué de rumeurs, puisque 83,30 % des électeurs se sont rendus aux urnes. Ils avaient le choix entre trois candidats par circonscription, tous membres du FLN depuis au moins trois ans. — (Corresp.)

Afrique du Sud

M. et M^{me} Albertini ont pu se rendre au Ciskei

Les citoyens de Pierre-André Albertini, ce jeune coopérant français détenu depuis le 23 octobre dernier au Ciskei, ont obtenu, jeudi 26 février, l'autorisation de se rendre, vendredi matin, dans le bandouzi sud-est de leur île et de leur accompagner (le 26 février). L'ambassadeur d'Afrique du Sud en France, M. de Plooy, a fait part de cette nouvelle, jeudi, au secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Claude Mallaret. M. et M^{me} Albertini devaient rencontrer, à Bisho, la capitale du Ciskei, l'attaché général et, selon M. de Plooy, ils recevront probablement l'autorisation de rendre visite à leur fils. Les parents de Pierre-André Albertini, qui étaient arrivés dimanche 22 février à Johannesburg, démunis de visa, attendaient depuis lors dans un hôtel de transit de l'aéroport.



du vendredi 27 février
au samedi 7 mars


FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V. PARIS 8^e

depuis le 27 février

-65%	MANTEAUX LONGS DU SOIR		
	Manteaux VISON blanc	45800 ^F -65%	15750 ^F
	Manteaux VISON fantaisie	52500 ^F -65%	18750 ^F
	Manteaux VISON dark	56800 ^F -65%	19250 ^F
	Manteaux VISON blanc et RENARD	68750 ^F -65%	24000 ^F
-50%	Manteaux LYNX canadien	95800 ^F -65%	33250 ^F
	Capes RENARD BLEU	81850 ^F -65%	28650 ^F
	Vestes ASTRAKAN noir	4880 ^F -50%	2450 ^F
	Vestes MOUTON	5380 ^F -50%	2650 ^F
	Vestes OPOSSUM	11680 ^F -50%	5800 ^F
	Vestes CHINCHILLA	18500 ^F -50%	9250 ^F
	Manteaux VISON pastel	29680 ^F -50%	14750 ^F
	Etoiles VISON blanc	53880 ^F -50%	26500 ^F
	Manteaux CASTOR et RENARD	58880 ^F -50%	29000 ^F
	Manteaux LYNX canadien	85880 ^F -50%	32500 ^F
Manteaux ZIBELINE blonde	90880 ^F -50%	45000 ^F	
Manteaux ZIBELINE	150880 ^F -50%	75000 ^F	
-40%	Vestes RENARD roux	14850 ^F -40%	8750 ^F
	Manteaux OPOSSUM	15750 ^F -40%	9450 ^F
	Vestes MARMOTTE	18750 ^F -40%	11250 ^F
	Manteaux COYOTE	21750 ^F -40%	13000 ^F
	Manteaux MARMOTTE	22850 ^F -40%	14750 ^F
	Boléros VISON dark	25880 ^F -40%	15000 ^F
	Vestes VISON blanc	38750 ^F -40%	23250 ^F
	Vestes VISON fantaisie	38750 ^F -40%	23250 ^F
	Manteaux VISON luninaire	28250 ^F -40%	16950 ^F
	Manteaux RENARD blue silver	42750 ^F -40%	25650 ^F
Manteaux VISON dark SAGA	45880 ^F -40%	27000 ^F	
Vestes VISON tourmaline	48850 ^F -40%	29100 ^F	
Manteaux VISON dark femelle	55880 ^F -40%	33000 ^F	
Manteaux RENARD argenté	76880 ^F -40%	45000 ^F	

FOURRURES GEORGE V



OUVERTURE EXCEPTIONNELLE

DIMANCHE 1^{er} MARS

40, avenue George V
Paris 8^e

سكزا من الاجل

Politique

Devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

M. Raimond crédite M. Gorbatchev d'une réelle volonté de changement

Il y a une réelle volonté de réforme en Union soviétique. M. Jean-Bernard Raimond est persuadé. Il l'a dit, le jeudi 26 février, aux membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, devant lesquels il a fait longuement le point de la situation internationale. Cela étant, M. Roland Dumas, président de la commission, qui rendait compte de cette réunion, a expliqué que le ministre reste prudent sur la portée, dans l'avenir, de ces réformes.

Se gardant, malgré le souhait de M. Jean Pierre Chevènement (PS, Territoire de Belfort), de porter un jugement aussi positif que le secrétaire d'Etat américain (le Monde du 25 février), M. Raimond, qui était ambassadeur de France à Moscou avant d'entrer au gouvernement, veut faire preuve devant la politique de M. Gorbatchev d'une « double vigilance » : surveiller de près ce qui se passe en URSS, mais aussi rester prudent sur la portée des réformes. En réponse à une question de M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne), qui se montrait sceptique sur la volonté de réforme, le ministre a fait remarquer que les « soviétologues » avaient toujours une réaction de « déjà vu » devant les changements annoncés dans les pays de l'Est ; mais il est persuadé qu'il y a, cette fois, « quelque chose de nouveau, une volonté de changer au fond, grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération au pouvoir ».

Connaisant bien l'Union soviétique, M. Raimond pense que M. Gorbatchev ne rencontre plus de résistances au niveau politique des organes de direction, mais qu'il en existe au niveau intermédiaire d'exécution. Il pense que cette expérience est sérieuse, qu'elle se poursuivra deux ou trois ans, et qu'alors les dirigeants soviétiques devront en dresser le bilan ; ils se rendront compte alors que le problème n'est pas dans

le fonctionnement du système mais dans sa nature même ; la question sera alors de savoir s'ils sauront et pourront tirer les conséquences de cette analyse. D'où la prudence du ministre sur la portée à long terme de la volonté actuelle de réforme.

M. Raimond est tout aussi prudent sur une évolution possible en Afghanistan, a aussi expliqué M. Dumas à la sortie de cette audition. S'il a confirmé que les Soviétiques cherchent une ouverture, il est « sceptique sur la proximité d'une solution comportant un retrait de leurs troupes et l'installation d'un régime qui ne leur soit pas hostile ».

Inquiétude pour le Tchad

A travers les propos du ministre des affaires étrangères, une réelle inquiétude sur la situation au Tchad est apparue ; il a expliqué que les Libyens procèdent à un renforce-

ment important de leur dispositif militaire dans le nord du Tchad, et qu'il est donc possible que la Libye « songe à effacer les défaites récentes qu'elle a subies ». Il a aussi déclaré qu'il n'y a qu'une « faible espoir » que puisse se tenir une conférence internationale sur le Proche-Orient. Enfin, il n'a pas écarté la suggestion de M. Maxime Gremetz (PC, Somme) d'envoyer un « médiateur » pour régler la situation de M. Albertini en Afrique du Sud.

La commission des affaires étrangères de l'Assemblée a encore un calendrier de travail avant l'ouverture de la session parlementaire. Le 4 mars, elle doit procéder à un large échange d'idées sur la situation européenne, auquel pourraient participer MM. Dumas et Giscard d'Estaing. Ce n'est que le 7 avril que les commissaires se réuniront pour élire le président de leur commission.

Th. B.

Légende du siècle, hebdomadaire de gauche

Castro, fils de Hugo

Roland Castro, quarante-six ans, architecte, a de l'ambition. Ancien rédacteur en chef de la Cause du peuple, émanation du mouvement trotskiste. La gauche trotskiste, puis animateur, au début des années 70, de Vive la révolution, qui édite le journal Tout, il tente de renouer avec ses premières amours. Non pas politiques - Roland Castro est devenu socialiste presque sage, mais journalistiques. Il prépare la sortie d'un hebdomadaire au titre aussi orageux que les précédents : la Légende du siècle. Le fils du peuple hérite du père Hugo.

L'idée de cette nouvelle publication est née, explique-t-il, d'une « fureur » devant l'absence, en

France, de « presse de gauche », face au « pouvoir du poign » dans les médias. Certes, « la presse fait son boulot », mais Roland Castro avait « la truelle que le discours objectif bouffe tout ». Il avait envie d'un « journal romantique », soit d'un « trou du côté de l'humour », et le « désir fou d'avoir un organe », comme disait son maître Lacan.

L'hebdomadaire devrait compter huit pages grand format (« le plus grand du monde », format affiche), sans publicité. En voici quelques échantillons : une page « criée » ou « hurlements », qui relèvera le fait « le plus répugnant de la semaine », ou le plus enthousiasmant ; une page

« projets » (un homme et son projet) ; une page « cul », dite « obscur objet du désir », la plus « gaie » (joyeuse) possible et pas du tout « sado-maso glauque » ; une page « vérité » (premier sujet) : « L'amour est-il, après la faim et la liberté, la question théorique fondamentale en Occident ? », etc.

La Légende du siècle sera vendue, par abonnements, non distribuée en kiosque, au prix de 10 francs le numéro. Première parution au mois de mai. Lancement définitif : septembre.

J.-Y. L.

* La Légende du siècle, 17, rue Jean-Beaure, 75004 Paris.

M^{me} Baroin candidate à Nogent-sur-Seine

M^{me} Michèle Baroin a annoncé, le mercredi 25 février, qu'elle sera candidate à l'élection cantonale partielle organisée dans le canton de Nogent-sur-Seine (Aube) à la suite du décès de son époux, Michel Baroin, conseiller général depuis 1983 et maire de Nogent-sur-Seine depuis 1983. « Présente dans ce sens par tous les maires du canton », M^{me} Baroin a déclaré : « Je serai candidate, car je le dois à mon mari », ajoutant qu'elle avait l'intention de poursuivre « l'application du programme et des grandes orientations » défendues par son mari, mort dans la nuit du 4 au 5 février, dans un accident d'avion, au Cameroun.

Le 13 février, M. Marcel Guillot (div. d.), adjoint au maire, chargé des affaires sociales, a été élu maire de la commune de Nogent-sur-Seine, en remplacement de l'ancien président de la FNAC.

Le 23 avril 1982, à Nogent-sur-Seine (Aube), M. Marcel Guillot, chirurgien-dentiste, est élu conseiller municipal de sa ville natale en 1984. Maire de cette commune en 1971, il laisse son siège à un adjoint en 1977, tout en restant membre du conseil municipal où il est réélu en 1983.]

Un adjoint communiste au maire de Bourges condamné pour fraude électorale

BOURGES de notre correspondant

La cour d'appel de Bourges (Cher) a condamné, le jeudi 26 février, M. Alain Gauvin, adjoint (PC) au maire communiste de Bourges, à quinze mois d'emprisonnement avec sursis, cinq ans de privation de droits civiques et 6000 F d'amende. M. Claude Lasnier, employé municipal, s'est vu infliger, pour sa part, une peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis, deux ans de privation de droits civiques et une amende de 2000 F. Pour motifs : fraude électorale dans le canton de Bourges-V, lors du renouvellement cantonal de 1985, les deux inculpés, qui ont décidé de se pourvoir devant la Cour de cassation, devront, en outre, verser conjointement 2000 F de dommages et intérêts à M. Camille Michel, candidat UDF dans ce canton en 1985, qui s'était constitué partie civile.

La cour d'appel n'a donc pas suivi le substitut du procureur général, qui avait requis, le 15 janvier dernier, la confirmation des peines contenues dans le jugement du tribunal correctionnel de cette ville, prononcé le 17 octobre dernier. Ce dernier avait condamné M. Gauvin à dix-huit mois d'emprisonnement, dont quinze avec sursis, et dix ans de privation de droits civiques, et M. Lasnier à huit mois d'emprisonnement, dont sept avec sursis, et cinq ans de privation de droits civiques (le Monde du 17 janvier). En outre, la cour d'appel a précisé qu'elle avait rejeté la demande d'audition de onze nouveaux témoins réclamés, le 15 janvier dernier, par M^{me} Cohen-Séat, défenseur de M. Gauvin et Lasnier, spécialiste parisien des conflits concernant le PCF.

Les faits reprochés aux inculpés remontent au soir du deuxième tour du scrutin de 1985 qui a vu la victoire, avec 109 voix d'avance, de M. Camille Michel (UDF) face à M. Gilbert Camuzat (PC) dans le canton de Bourges-V. Le candidat communiste avait déposé un recours

devant le tribunal administratif d'Orléans, qui a invalidé l'élection, le 21 mai 1985, des malversations ayant été découvertes dans le décompte des voix du trente-sixième bureau de vote présidé par M. Gauvin et Lasnier (le Monde daté 19-20 octobre 1986). M. Michel a alors porté plainte contre X... pour fraude et déposé un recours devant le Conseil d'Etat, qui a annulé, le 14 janvier dernier, la décision du tribunal administratif et validé l'élection du candidat UDF.

P.M.

« Un élu communiste du Rhône ne veut pas être « liquidé ». - Evincé, la semaine dernière de son siège de président du groupe des élus communistes de Saint-Priest (Rhône) par huit voix sur onze selon la félicitation, M. Gilbert Jacquemont, adjoint au maire PS de la ville, accuse la direction du PCF de vouloir le « liquider » pour cause de contestation de la ligne officielle. Selon M. Jacquemont, sobriquets quatre militants locaux attendant toujours le renouvellement de leur carte d'adhérents : « Nous ne sommes pas encas, mais nous n'existons plus pour le parti ».

« M. Baroin et le voyage de M. Miterrand en Italie. - Invité au micro de « Face à l'ouest-mer », sur RFO, jeudi 26 février, M. Franck Borotra, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a commenté ainsi le voyage du président de la République en Italie : « Je crois que M. Miterrand fait l'utile à l'agréable dans sa mission diplomatique en Italie. M. Miterrand est un homme de très grande culture et il sait bien choisir ses plaisirs en assistant au carnaval de Venise. Pour être pourvu d'un détour d'une route ou à l'occasion d'une intrigue, engage le dialogue avec le masque du Rostand Michiel, qui, en d'autres temps et dans de telles circonstances, avait lui aussi hanté ces lieux... »

11 VERSIONS: A VOUS DE CHOISIR. La Renault 21, c'est 11 versions avec différents niveaux d'équipements et de motorisations: de 1721 cm³ à 1995 cm³ essence, 2068 cm³ Diesel, Turbo Diesel. A vous de choisir, à vous la liberté. Modèle présenté Renault 21 TXE avec options. Millésime 87 Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement. RENAULT préconise elf. RENAULT 21: VOTRE LIBERTÉ. RENAULT DES VOITURES A VIVRE.

Le synode de l'Église anglicane vote pour l'ordination des femmes. Le synode de l'Église anglicane a voté, le 26 février, pour l'ordination des femmes. Le synode de l'Église anglicane a voté, le 26 février, pour l'ordination des femmes. Le synode de l'Église anglicane a voté, le 26 février, pour l'ordination des femmes.

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah
Deux rescapés à la barre

Le procès Abdallah est entré, le vendredi 27 février, dans sa partie finale. Tous les témoins présents ayant été entendus et les dépositions principales qu'ils avaient faites, au cours de l'enquête et de l'instruction, les absents à l'audience

ayant été lus, M^{rs} Georges Kiejman, partie civile, l'avocat général, M. Pierre Bachelin, et enfin M^{rs} Jacques Vergès, ont maintenu à tirer chacun le meilleur parti des quatre journées d'audience.

Après quoi, la cour d'assises entrera en délibération pour rendre, sous la présidence de M. Maurice Colomb, un arrêt prononçant, quel qu'il soit, aux commentaires internationaux.

Ce pourrait être samedi, en fin de matinée ou en début d'après-midi.

« Ne vous inquiétez pas, on va s'en sortir », disait M. Peyroles à son gardien, aussi inquiet que lui. Finalement, ils se retrouveront dans une permanence où l'on s'en fut quérir un responsable. M. Peyroles découvrit alors qu'il était aux mains du mouvement AMAL, et celui-ci le relâcha quelques heures plus tard.

Bluff et vantardise

Le diplomate tire de cet épisode cette conclusion : « Ils voulaient bien me libérer, mais cela ne se passait pas de la façon prévue. » Il précisa encore que Jacqueline Eber

M. Sidney Peyroles, diplomate français, pris en otage par les FARL pour obtenir la libération de Georges Ibrahim Abdallah, et M. Robert Homme, diplomate américain, qui a échappé par miracle à un attentat, ont témoigné devant la cour.

avait bien parlé d'un gros poisson... Il y est ainsi proclamations des assassinats de Robert-Charles Ray, de Yacov Barsimontov et aussi de la tentative contre Christian Chapman...

Graphologie

Les enquêteurs de la police judiciaire de Strasbourg qui eurent à connaître de cette affaire, ont paru moins indulgents que les policiers de la brigade criminelle de Paris à l'égard de la DST. Le commissaire Claude Chambefer l'a montré dans sa manière et son ton de faire savoir qu'il ne devait apprendre que le 24 décembre 1984 l'arrestation à Lyon, par la DST, de Georges Ibrahim Abdallah qui remonta à 25 octobre.

Ce qui compte donc dans ce dossier Homme, ce sont deux contestations principales.

1) Les enveloppes dans lesquelles furent postées à Paris les revendications de la tentative d'assassinat contre M. Homme portaient des adresses écrites de la main de Jacqueline Eber. Les experts graphologues ont été formels, et M. Chambefer a ajouté qu'il suffisait d'avoir un autre exemplaire de l'écriture de Jacqueline Eber pour voir que cela sautait aux yeux.

2) Le plan de Strasbourg annoté, selon les mêmes graphologues, par Georges Ibrahim Abdallah portait en outre deux points, dont l'un désignait la rue où demeurait le diplomate. Pour se défaire de cette charge, M. Vergès a déjà fait valoir ce qu'il entendait dire. Il admet, à la rigueur, que certaines annotations soient de la main d'Abdallah, mais, dit-il, les experts ne peuvent en tout cas dire que les points, eux, sont de sa main car rien ne leur permet, et ils l'ont reconnu, d'identifier un simple point. Et ces points, on ne peut pas plus être assuré qu'ils aient été posés le même jour que les annotations. Le plan de Strasbourg a pu se trouver un moment en possession d'Abdallah mais il a pu être aussi à la disposition de quelqu'un d'autre.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

EN BREF

Quatre Basques espagnols expulsés de France vers l'Espagne. — Quatre réfugiés basques espagnols ont été expulsés de France vers l'Espagne dans la soirée du jeudi 26 février. Il s'agit de Donato Gonzalez Marino, vingt-sept ans, José-Miguel Recolaza Urbina, trente-cinq ans, Enrique Errasti Villar, trente-neuf ans, et José-María Arriaga Inchausti, trente-quatre ans.

Les quatre réfugiés ont été expulsés selon la procédure d'urgence abolie. Depuis le 19 juillet 1986, trente-six réfugiés ont fait l'objet d'une mesure d'expulsion de France, dont trente-quatre selon cette même procédure d'urgence abolie.

« Brise de mer » : trois incarcérations à Bastia. — Trois membres de la bande dite de la « Brise de mer », ainsi appelée du nom d'un café de Bastia où elle se réunissait, viennent d'être inculpés de tentative d'assassinat et écroués dans cette ville. Il s'agit de Pierre Campana, trente-huit ans, Jacques-André Luciani, quarante-quatre ans, et Joseph Mattia, trente-quatre ans, accusés d'avoir tiré sur Jean Giovannetti alors qu'il circulait en voiture

Selon les aveux de Jean-Marc Rouillon
Les membres d'Action directe
auraient commis seize attentats
dans la région parisienne

D'après l'Agence France-Presse, Jean-Marc Rouillon a reconnu, durant sa garde à vue de quatre jours, que son « mouvement » avait commis seize attentats à l'explosif ou mitrailles à Paris et dans la banlieue parisienne. Il aurait cependant fait cette déclaration aux policiers « hors procès-verbal », sans évoquer son rôle personnel, ni mentionner les quatre assassinats ou tentatives d'assassinats revendiqués en 1985 et 1986 par Action directe.

Conformément à l'information judiciaire ouverte par M. Alain Marsaud, chef de la quatrième section - antiterroriste - du parquet de Paris, Jean-Marc Rouillon, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani ont été inculpés par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction, d'association de malfaiteurs, d'infraction à la législation sur les armes, munitions et explosifs, de falsification de documents administratifs et d'usage et recel de documents falsifiés ou volés. Ces inculpations découlent des constatations faites par les enquêteurs dans la ferme de Vitry-aux-Loges (Loiret) où Jean-Marc Rouillon et Nathalie Ménigon se cachaient depuis environ trois ans.

M. Jean-Marc Rouillon a été inculpé de « vol qualifié » pour un hold-up commis le 30 juillet 1983 à la bijouterie Aldebert, place de la Madeleine, à Paris.

Prime ?

Après avoir été présentés séparément à M. Bruguière, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron ont été écroués à la maison d'arrêt des femmes du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne). Jean-Marc Rouillon et Georges Cipriani ont été incarcérés, le premier à la Santé, le second à Fresnes. Les quatre inculpés ont choisi pour avocat M^{rs} Bernard Ripert, du barreau de Grenoble, qui défend déjà plusieurs membres d'Action directe emprisonnés.

Les enquêteurs recherchent notamment la deuxième « planque » du groupe, où résidaient Joëlle Aubron et Georges Cipriani. Un jeu de clés ne correspondant à aucune serrure de la ferme du Loiret, découvert sur place, devrait sans

doute les aider. Ils pensent, d'autre part, que l'intermédiaire qui a loué la ferme de Vitry-aux-Loges pourrait être Georges Cipriani, bien que le propriétaire ne le reconnaisse pas sur photos.

Commentant l'arrestation des membres d'Action directe, jeudi 26 février, lors de l'émission « Questions à domicile », M. Charles Pasqua a déclaré : « Nous avons probablement arrêté des terroristes directement liés à l'assassinat de M. Besse et du général Audran. » Contre eux pèsent des charges lourdes, très lourdes », a ajouté le ministre de l'intérieur qui assure que les affiches placardées dans les lieux publics sont à l'origine du succès policier. « S'il n'y avait pas eu l'affichage des portraits des terroristes et l'offre des primes, les quatre terroristes d'Action directe courraient encore. » M. Pasqua a indiqué que des informateurs touchent une prime, d'un maximum de 1 million de francs : « Je le sais », a-t-il déclaré, sans autre précision.

M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, dans une interview au quotidien la Montagne du 27 février, déclare pour sa part : « Les affiches ont été à tous égards très importantes. J'en attendais trois effets : d'abord, une meilleure sensibilisation des personnels de police et de la population. Ensuite, une gêne pour les terroristes, et cette situation a été, je crois, très sensible dans le cas des frères Abdallah. Enfin, il y avait la prime, et tous les numéros de téléphone où l'on pouvait s'adresser. Tout cela a été très positif et, pour Action directe, a joué son rôle. » M. Pandraud a précisé que « l'argent sera versé » et que, « par rapport au nombre de fonctionnaires et à la quantité d'heures qu'ils ont passées à localiser et essayer d'arrêter ces quatre terroristes, c'est une économie considérable ».

Cependant, de source policière, on assure que si les affiches ont joué un rôle de « sensibilisation », elles n'ont pas été déterminantes dans l'obtention du « renseignement opérationnel » ayant permis les arrestations. Les déclarations des ministres seraient-elles alors pour objectif de protéger les indicateurs patiemment recrutés par les renseignements généraux, indicateurs qui, comme cela a toujours été, sont rémunérés en échange de leurs services ?

E. P.

Les « planques » de l'Orléanais

ORLÉANS de notre correspondant

L'Orléanais et, en particulier, les abords de la forêt d'Orléans, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, semblent servir de gîte aux membres d'Action directe. Dans le cours d'une série d'interpellations contre le mouvement qui venait de se créer, les policiers, alors commandés par le commissaire Broussard, avaient investi il y a sept ans, le 29 mars 1980, une ferme de Fay-aux-Loges, commune voisine de Vitry-aux-Loges, et arrêté deux membres d'Action directe, Serge Fassi et Martine Moulin.

Cette proximité a-t-elle un lien avec l'installation, quatre ans plus tard, en 1984, des chefs historiques de l'organisation ? Dimanche dernier à l'aube, quelques heures après leur coup de filet, les policiers du RAID ont perquisitionné à la ferme de Fay-aux-Loges.

Des indications laissaient entendre que Georges Cipriani, qui semblait se faire appeler « M. Antoine » à Vitry-aux-

Loges, aurait pu y être domicile et y établir une « planque ». Les policiers n'ont révéillé qu'un modeste et honorable retraité...

Le dispositif policier autour de la ferme du Gué Girault, où les quatre dirigeants d'Action directe ont été arrêtés, s'est allégé, mais il n'est pas question d'approcher à moins de 500 mètres du bâtiment, et encore moins d'y pénétrer. Les fenêtres et les portes-fenêtres sont closes et à l'intérieur, seule subsiste, appuyée contre le mur près de la porte d'entrée, la bicyclette verte avec laquelle Nathalie Ménigon se rendait au village.

Quelques canards barbotent dans les flaques d'eau... et la Société protectrice des animaux, qui s'est émue du sort de la ménagerie de Nathalie Ménigon, a téléphoné à la brigade de gendarmerie de Châteauneuf-sur-Loire afin de pouvoir recueillir les précieux bêtes, en particulier les hamsters, au nombre d'une dizaine selon les gendarmes, qui se morfondent dans une pièce de la maison.

RÉGIS GUYOTAT.

« L'incident est clos »

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a déclaré au cours de son « point de presse » du jeudi 26 février, à propos des polémiques survenues après l'arrestation des terroristes d'Action directe : « L'incident est clos », ajoutant : « M. Chirac souhaite qu'il n'y ait autour de cette affaire ni triomphalisme ni polémique. C'est la raison pour laquelle, s'il y a eu et avoir des mois échangés, qui peuvent se comprendre dans une sensibilité exacerbée par tous ces drames, il faut que les gens se

représentent et retrouvent leur calme.

« Les entretiens du président de la République et du premier ministre, (mercredi) avant le Conseil des ministres » se sont passés dans une atmosphère très détendue. L'un et l'autre sont d'accord pour que la lutte se poursuive avec ce cela déclenche le maximum de consensus. En ce qui concerne la cohabitation, sur ce plan, elle se poursuit tout à fait normalement. »

Le Monde
LES INFOS
Les derniers faits.
L'actualité en direct.
3615 TAPEZ LEMONDE

RELIGIONS

Le synode de l'Eglise anglicane vote pour l'ordination des femmes

Le synode de l'Eglise anglicane d'Angleterre a décidé, le jeudi 26 février, lors d'un vote acquis à une majorité des trois quarts, de poursuivre la mise en place d'une législation permettant l'ordination des femmes, en dépit des menaces de scission proférées par les opposants au projet (Le Monde du 14 février).

L'archevêque de Cantorbéry, Mgr Robert Runcie, est intervenu avant le scrutin pour souligner qu'une réflexion de plusieurs années était encore nécessaire pour entretenir le projet, et qu'une décision définitive ne saurait intervenir avant 1991. Il a invité les adversaires de l'ordination des femmes à ne pas céder à « une panique prématurée ». Le rapport envisagé, en effet, une application progressive de la décision. Il prévoit aussi des mesures d'indemnisation en faveur de ceux qui choisiraient de quitter leur fonction en sein de l'Eglise.

L'archevêque de Londres, Mgr Graham Leonard, chef de file des traditionalistes, s'est déclaré prêt à prendre la tête d'une croisade contre « ce désastre accablant » qu'est, selon lui, la pénalisation dans l'Eglise des idées féministes. Les lobbies de la mixité ont, quant à eux, clairement indiqué qu'ils n'accepteraient plus que « la position des femmes dans l'Eglise soit celle de femmes de ménage, de visiteuses de malades et de collectrices de fonds ». L'ordination des femmes est déjà admise dans l'Eglise anglicane de plusieurs pays : Amérique du Nord, Nouvelle-Zélande, Hongkong, Kenya et Ouganda. — (AFP)

A Metz
La révocation de quatre gardiens de prison

M. Chalandon, garde des sceaux, a décidé de révoquer quatre surveillants de prison en poste à Metz. La CFDT, dont les quatre gardiens sont membres, proteste et parle de « coup monté ». Les quatre surveillants, MM. Jacques Caranus, Christian Jurker, Jean-Pierre Moreau et Janvier Moreno, avaient été accusés par un surveillant-chef de la maison d'arrêt de Metz-Barré d'avoir quitté leurs postes au cours de la nuit du 6 janvier, et d'avoir, en particulier, déserté un mirador. Les intéressés nient et avaient organisé une grève de la faim de protestation dans les locaux de la prison. De son côté, le surveillant-chef affirmait avoir été l'objet d'intimidations de la part des surveillants. A la suite de ces incidents, les quatre gardiens ont été suspendus. Leur cas a ensuite été examiné par un conseil de discipline où les syndicats sont représentés mais par la CFDT (c'est FO qui est majoritaire chez les gardiens de prison). Ce conseil a décidé, à l'unanimité, de révoquer les quatre surveillants. M. Chalandon n'était pas tenu d'antérieurement cette décision mais l'a fait, considérant, explique-t-on à la chancellerie, qu'il ne pouvait aller à l'encontre de l'avis unanime des syndicalistes et des fonctionnaires siégeant dans cette commission.

La Fédération « Justice » affiliée à la CFDT proteste contre ce « coup monté » de la part de la hiérarchie de la maison d'arrêt et s'insurge contre une procédure destinée, selon elle, à faire payer à des surveillants leur appartenance à un syndicat minoritaire.

NS: TOISIR
RENAULT VOTRE LIBERTÉ
RENAULT

سكننا من الامم

pour protéger sa virginité

La femme... des pharmacies

des pharmacies

La femme... des pharmacies

La femme... des pharmacies

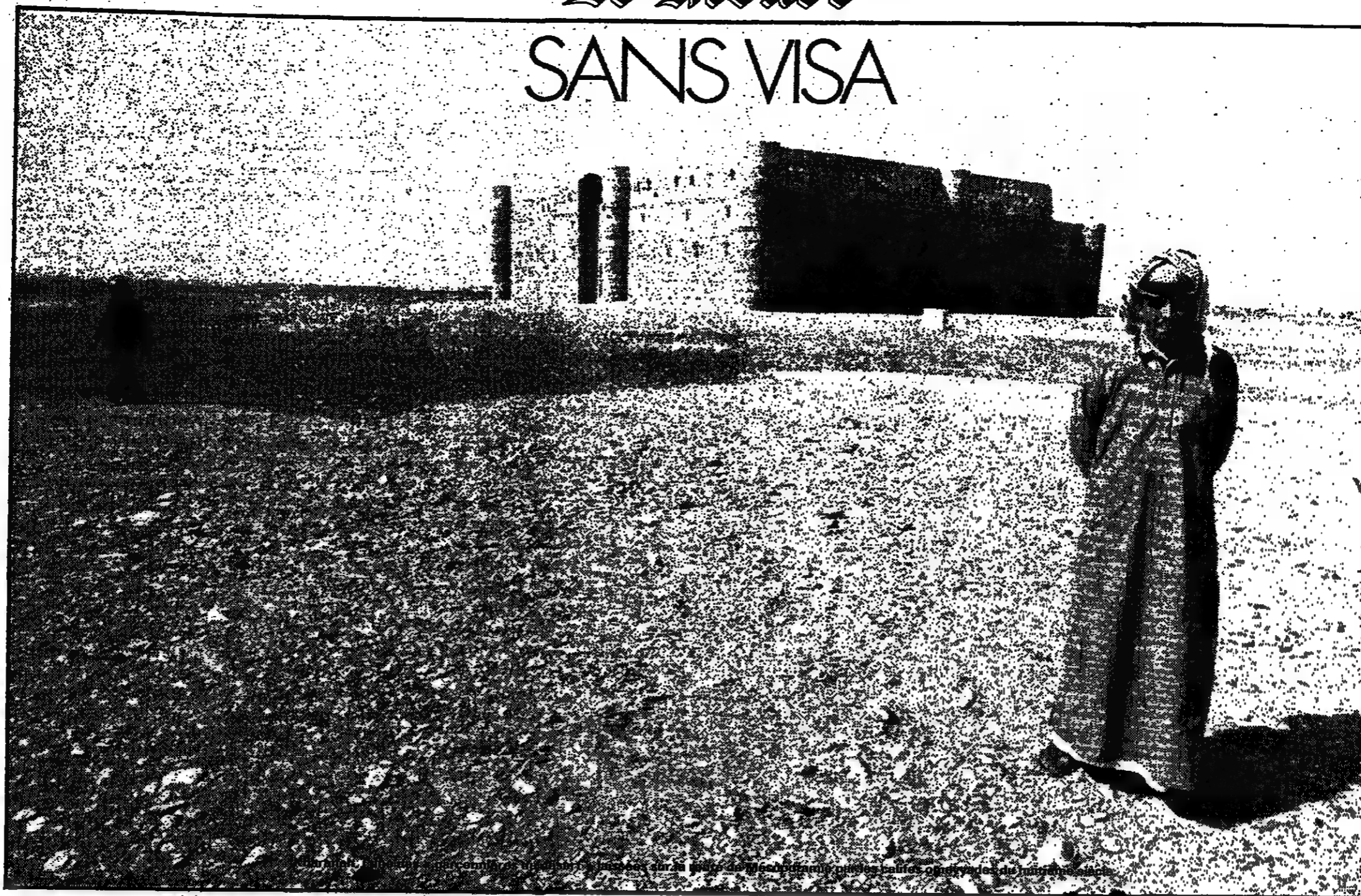
La femme... des pharmacies

La femme... des pharmacies

La femme... des pharmacies

Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa ■ Samedi 28 février 1987 ■ 11



La Jordanie, patrie bédouine

Fidèles sujets d'un descendant de Mahomet, les Bédouins de Jordanie ne font qu'honorer leurs plus anciennes coutumes en vivant leur islam d'une manière décontractée.

Par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Sur le tapis roulant de l'aéroport Reine-Alia à Amman tournent interminablement, parmi les valises, des cartons d'endives belges destinés aux cuisines du Palais. Il suffirait d'une seringue criminelle pour illustrer cette boutade d'Hussein de Jordanie: « J'ai parfois l'impression d'être un personnage d'Agatha Christie! »

Mais c'était il y a déjà longtemps, quand le propre chauffeur du roi était surpris en train de tiner sur les fenêtres de son maître ou qu'une main familière parvenait jusqu'à la salle de bains royale pour remplacer le collyre par de l'asclé.

Depuis lors, le Royaume hachémite a bien changé, échappant enfin à ce Shakespeare méfiant de



Grand-Guignol. Trêve précaire ou longue phase heureuse après trente ans de drames et d'alertes? Qui pourrait bien s'aventurer à trancher? C'est en tout cas le moment de découvrir ce petit pays paisible quoique toujours penché sur le grand dossier tumultueux de la moderne « question d'Orient ».

Le grand nomadisme

L'expression nous amène d'emblée à Lawrence d'Arabie, qui, sans doute, aime plus que son Pays de Galles natal ces rocailleries tantôt grandioses, tantôt angossantes au carrefour Syrie-Palestine-Soudie. Mais pas plus que l'autre Lawrence (Durrell) n'est prophète en « son » Alexandre les Sept Piliers de la sagesse ne sont en scène de sainteté à Jourdain.

Pourtant, ce moment de passion politique et de pudeur personnelle illustre également « l'aptitude parfaite de tout ce que les Arabes signifient pour le monde », ainsi que le vit bien Winston Churchill, qui ne s'embarrassait pas de compliments de courtoisie.

La Jordanie fut et reste le théâtre par excellence de la geste bédouine, de l'arabité exaltée par une solitude qui, là-bas aussi, s'appelle Sahara. De Jérash à Kérak, les Romains, les Byzantins, les Francs, les Turcs, ont modifié le paysage et incurvé l'histoire. Seuls les Arabes ont attrapé l'âme du pays et ont su la garder. Peu importe que le grand nomadisme se meure, que la tente en poil de chèvre devienne cube de maçonnerie!

La poésie des sables, l'appel du vent, l'errance dans un territoire ouvert à l'infini et où le seul abri est sa propre généalogie (le roi Hussein est sur ce point bien paré, lui dont la sienne remonte à Adam via Mahomet...), bref tout ce qui fait la *badia* a résisté à l'installation en ville, resté bien ancré sous les keffiyehs rouges - à ne pas confondre avec le voile de préférence blanc des Palestiniens, ces frères qu'on ne quitte pas, mais c'est du coin de l'œil...

La vigilance des bédouins ne date pas des conflits contemporains. Ils ont toujours observé avec méfiance ces citadins palestiniens, libanais, syriens, qui préfèrent se défendre avec des codes qu'avec des lames et sont donc plus redoutables que tout un bédouin; pour lui, être pauvre est un état d'esprit, méprisable naturellement, et les usuriers n'ont donc pas été inventés pour les chiens...

La Soudie, comme on l'appelle au Proche-Orient car il n'y a pas de raison qu'elle accapare « Arabie » pour elle seule, ne fascine pas plus que le Croissant fertile le petit monde bédouin de Jordanie, malgré sa Mecque, son naphte et tout le saint-frusquin.

Le bédouin est néanmoins dévot tant de Dieu que de son Prophète et de ses descendants, c'est-à-dire qu'il ne doute jamais ni de l'un ni des autres. Mahomet lui-même ne fut-il pas caravanier sur les routes où ses fidèles jordaniens, keffiyehs déployés, roulaient aujourd'hui en japonais?

Mais pour le reste, le précepte coranique « pas de contraintes en religion! » est pour une fois mis en pratique. Peu de musulmans se montrent aussi décontractés tant vis-à-vis des pratiques de leur propre foi que des croyances des autres.

Le Coran, pourtant, a limité depuis belle lurette ce « laxisme nomade » par un verset sévère de la sourate de l'Immunité, dont on peut sager qu'il n'est pas le plus récité dans les modestes mosquées du désert jordanien...

Les bédouins sont les plus violents au fait d'incrédulité et d'hypocrisie et les plus enclins à méconnaître les lois existantes dans le Livre (1).

Que Dieu a fait descendre sur son Prophète.

Les moustaches d'Astérix

Cette irrévérence qui, avec les moustaches en friche, donne aux hommes de Kérak ou de Ouadi-Sir quelque parenté avec Astérix, n'est sans doute pas étrangère à la bénignité ou au phénomène intégriste dans l'Etat hachémite, bénignité contrastant avec la situation en la matière dans le reste de la région.

Bien sûr, les bédouins, même au sens très large du terme, sont minoritaires dans la population jordanienne où l'emportent en nombre les Palestiniens; mais les fils des dunes, rempart de la dynastie et noyau dur de la nation, donnent le ton général, surtout en politique.

Amman, hier bourgade égarée parmi les pierres de l'antique Phi-

ladelphie, draine aujourd'hui un sur trois des quelque trois millions et demi de Jordaniens. Ses maisons blanches recouvrent maintenant dix-sept collines, « dix de plus qu'à Rome », claironne un édile. Mais à 21 heures, tous feux éteints, la capitale dort sans barbiturique. « Ici, pas de cabarets, pas de casinos, pas de poules! » déclara sans ambages un proche des Hachémites.

Pâtisserie « Jérusalem »

En plein centre, au-dessus de la pâtisserie « Jérusalem », un panneau parmi d'autres sur un balcon fatigué: « *Al-Haram* des *Frères musulmans* ». Pourchassée par la Syrie voisine, la fameuse *mezzetta* a ici ses aînés et même ses députés. En dédramatisant, le pouvoir a désamorcé; de même en refusant l'érotisme à l'occidentale placardé à tous les coins de rue, il a privé les intégristes du chiffon rouge qui, ailleurs, les rend méchants. Résultat des courses: peu de pays arabes-islamiques offrent actuellement cette atmosphère à la fois détendue et sage.

Cela ne préjuge évidemment pas de ce qui se passe dans l'intimité, qui, ici, est sacrée. Cette vertu ne date pas, en cette contrée, d'aujourd'hui, et on en vaudra notamment pour preuve les « garçonniers du Sahara », que les califes omeyyades, avant d'aller illuminer l'Andalousie, semèrent dans l'immensité jordanienne, au huitième siècle. Finalement d'entre elles existent toujours, comme momifiées par la houle brûlante de désert et le respect des passants: Mouchatta, Kharanch, Hammam-Sarah, Kar-Hamra, etc.

Le « Château rouge » - Kar-Hamra - a miraculeusement conservé ses fresques, sous des voûtes miniatures, que les califes Walid I^{er} et Walid II, en délicatesse avec La Mecque, mais attachés sans cesse rendre compte à l'immense partition de l'art isla-

mique, bâtirent sur la route de Mésopotamie. A la barbe des interdits et des prédicateurs gambadant là, depuis près de treize siècles, Vénus callipygès et athlètes en petite tenue. Après la chasse à l'ongare, le maître de céans trouvait là bain chaud, bonne chèbre et le resta.

A l'évocation de ces mœurs, le berger ammitoullé qui, sous sa tente, garde de nos jours la clé de la maison peinte a une réponse toute prête. « Chez soi, chacun est libre. Dieu seul est juge! » Sur sa télévision portative apparaîtront bientôt les chants et les danses orientaux diffusés quotidiennement *ad libitum* depuis Amman, et qui nous parissent l'un des signes de la joyeuse santé jordanienne.

(Lire la suite page 14.)

(1) C'est-à-dire le Coran. Extraits d'Émile D'Interpation ou Coran admirable, le « Livre » étant réputé « intraduisible ». Édition bilingue arabe-français, seule admise par l'Islam orthodoxe. Dar el-Khbab el-Loubnan, BP 3176, Beyrouth.

CROISIÈRES A VOILE

LES COTES SAUVAGES DE LA TURQUIE

▲ 3 heures de PARIS
3000 jours de soleil
9000 ans d'histoire
Une convivialité traditionnelle

Formez votre groupe
12 personnes maximum

Louez un calque de 24 mètres avec équipage pour 4200 F par jour.

Tél. : (1) 43-23-44-42

سكننا من الامم

سكنا من الاجل

ESCALES

Une goélette autour de la Corse

Le tour de Corse : ce n'est pas un rallye automobile, mais une aventure maritime, à bord de la goélette Alliance, sous le commandement de Ferrytour (27, rue de Mézenod, 13008 Marseille, tél. : 91-56-35-16). Il s'agit d'un mini-tour, en quatre étapes, du choix de six ou sept jours de voyage : Bastia - Ile-Rousse - Saint-Florent - Ajaccio (27 juillet-1^{er} août) et retour : Ajaccio - Ile-Rousse (2-7 août), Bastia - Bastia (8-14 août).

Prix, selon la durée du voyage : 2 500 F (2^e et 3^e classes) ou 4 000 F (1^{re} et 4^e). Ce tarif comprend : la traversée continent - Ile-Rousse en car-ferry (2^e classe-fauteuil), la pension

complète à bord du voilier en cabine à deux, la location de planche à voile, utilisables au mouillage ou lors des escales (notamment à l'île d'Elbe, 1^{er} et 2^e parcours).

Reservations et inscriptions à Ferrytour et dans les agences de voyages.

Etats-Unis

Canada

Greyhound

Comment ne pas faire confiance à une compagnie qui depuis plus de dix ans lui patrouille sur le réseau routier nord-américain ? Greyhound, réseau de Danson Creek, l'haut dans le grand Nord, à Kansas-City ou à Miami.

Greyhound (vente des billets) : 42-61-52-01 qui propose un circuit de quinze jours en itinéraire climatisé pour visiter les États-Unis et le Canada. On part de New-York - Boston, Montréal, Ottawa, Toronto, Niagara Falls, Washington D.C., Philadelphie.

Le prix, 9 800 francs par personne, chambre double, comprend les vols aller-retour Paris-New-York, les services d'un accompagnateur parlant français, trois nuits d'hôtel et bien sûr le transport et les visas dans l'itinéraire.



Bonne affaire sur le Nil

Le Nil est un territoire fréquenté, mais à ce prix-là, moins. Vous (141, rue de Charenton, 75012 Paris, tél. : 46-28-33-15) a réuni à l'occasion un voyage de onze jours à bord d'un bateau estamptillé « Luxe hôtel 1^{er} catégorie ». Le Caire, Louxor, Karnak, Thèbes, Assouan, Assouada. Pour les enfants de moins de douze ans, une réduction de 1 000 francs est consentie. Départs : 27 juin, 11 juillet, 1^{er} août, en période, temps de forte chaleur.

Corée du Nord

La République populaire démocratique de Corée vue par Loinis et vacances de la jeunesse (4-8, rue du Château-Landon, 75010 Paris, tél. : 42-03-20-50). Cette association, spécialisée des pays socialistes, propose un circuit de dix jours pour 13 490 F, déplacements en train à l'intérieur de la Corée du Nord et hébergement en hôtels de première catégorie. Principales étapes : Pyongyang, la capitale, Weusan, le montagne de Kaumgang, Myohyang, le montagne aux parfums, et Nampo. Départs les 7 juin, 5 juillet et 2 août.

Horizons d'Argentine

L'Argentine des grands voyageurs, c'est la spécialité de Guliver (79, bd de Courcelles, 75008 Paris, tél. : 46-22-86-58) qui se consacre exclusivement à ce pays (3 700 km du nord au sud, 1 400 km d'est en ouest). Guliver propose des itinéraires par régions. Le Nord-Est, c'est le désert, le cordillère andina, la vallée de la Lune. Région austère à laquelle on accède par la route mythique des Incas. 15 jours : 21 000 F ; 22 jours : 25 000 F. Départs les 28 avril et 1^{er} mai.

Au nord-ouest, le parc national et les chutes d'Iguazu (où fut tourné le film Mission). 15 jours dans cette forêt subtropicale aux 2 000 espèces de plantes et aux 400 espèces d'oiseaux : 21 400 F. Saison du 16 février au 30 mai (été austral) et du 1^{er} août au 30 décembre (printemps, été).

Guliver propose aussi le pêche en Terre de Feu (14 jours, dont 10 de pêche : 22 500 F), la chasse au petit gibier dans la province de Buenos-Aires (11 jours dont 7 de chasse : 19 500 F pour plus de 3 chasseurs) et une randonnée à cheval en Terre de Feu (15 jours, 27 600 F.)

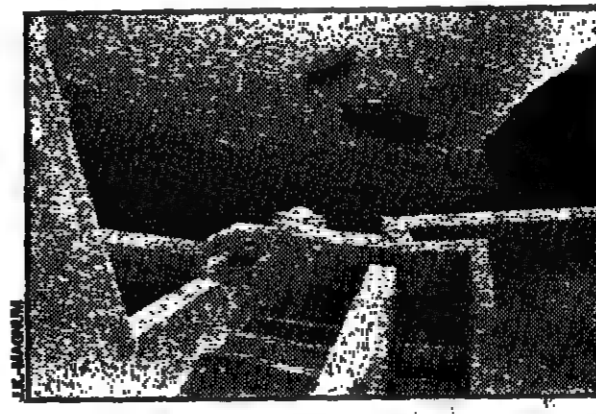
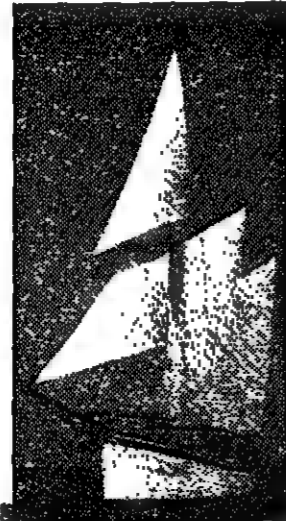
A Santorin dans la falaise

En Grèce, l'île de Santorin, avec, sur la côte ouest, sa falaise qui vient plonger dans la mer. Sur les flancs de l'île, Air Sud (106, rue Monge, 75006 Paris, tél. : 43-37-85-90) et ses agents de voyage louent des appartements troglodytiques au lieu-dit Oia village. Toutes les chambres donnent sur une terrasse privée. Neptune est le meilleur hôtel de l'île plus bas. On peut le fréquenter mais le sentier est un peu abrupt. Nombreuses autres plages à proximité. Prix : de 860 francs (logement deux pièces, basse saison), à 1 440 francs, haute saison. Ces tarifs s'entendent pour le samedi. Location du dimanche au dimanche.

Chemins de Compostelle

Faire ses Pâques sur les pas des pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle. L'OCCAJ-He de France (85, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél. : 42-81-40-08) organise pour découvrir le mystère de Notre-Dame-la-Grande à Poitiers, les églises romanes de Saint-tonge, l'île d'Oléron, et prévu un retour par Niort et le val de Loire. Du samedi 18 au lundi 20 avril prochain : 1 520 F par personne, comprenant le transport en autocar au départ de Paris, l'hébergement en chambre double, la pension complète.

Ceux qui, plus entrepreneurs, auraient décidé de consacrer plusieurs semaines l'été prochain à un pèlerinage pédestre jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle (en Espagne), mais qui ne voudraient pas se lancer seuls, peuvent prendre avec itinéraire Découverte : 72, rue Bergson, 42000 Sains-Etienne. Tél. : 77-74-33-59. Depuis 1982, ses responsables assurent le ravitaillement et organisent l'hébergement (maisons, fermes, ou tentes) en groupes d'une dizaine de personnes (4 800 francs par personne pour un mois). Départs du Puy, l'une des quatre routes traditionnelles, le 1^{er} juin (1 500 km) ; ou de Saint-Jacques-de-Compostelle le 2 juillet ou le 2 août, 780 km) ; ou de Burgos le 11 juillet ou le 11 août, 480 km. Arrivée à Saint-Jacques-de-Compostelle le 20 juillet ou le 30 août.



RENCONTRE

Voyages en politique

QUARANTE ans, quelques années d'expérience dans les coulisses de la politique (au PR puis à l'état-major de l'UDF), Guy Lardeyret s'est tourné après mai 1981 vers d'anciennes relations du patronat qui l'ont amené à lancer l'Institut du citoyen, organisme de formation politique. En 1986, fort de ce premier succès, il a créé sa Fondation pour la démocratie, qui organise les activités de conseil politique, les conférences ou séminaires et... l'organisation de week-ends ou de séjours thématiques dans la politique.

Un week-end en Irlande du Nord... renseignements sur les itinéraires.

GOLFEURS ! week-end compétition au ROYAL GOLF CLUB de PAU-ARTIGUELOUVE

Le vendredi soir au Club-House de PAU-ARTIGUELOUVE
Fortait par personne : **1 580 F**

du 20-22 et 27-29 MARS

comprend :

- vols ORLY-PAU-ORLY
- 2 nuits en chambre double avec petit déjeuner
- 2 déjeuners au Club-House
- tous les transferts aéroport-Club-House
- 2 green-tees et l'inscription à la compétition
- (prix à l'adhésion)
- remise des prix au soir

Infos et réservations : Tél. 59.63.09.29

à l'adresse : Club-House de GOLF A VOLANTE du lundi au vendredi

Fortait par personne : 2 755 F

* Organisé par le Club Golf de Pau

et les drames de ce pays ; un périple en Syrie, en Jordanie et en Israël prend comme fil conducteur le problème palestinien, etc.

On connaît le tourisme organisé, gastronomique, artistique, historique. Votre intention est-elle de promouvoir un tourisme « politique » ?

« Aucun doute. Je crois qu'il y a une dizaine d'années les voyages avaient essentiellement un but de détente ou de dépaysement. Aujourd'hui, les personnes qui voyagent veulent joindre l'utile à l'agréable. Elles cherchent à l'occasion de leurs déplacements à approfondir leurs connaissances d'intérêt. On a ainsi vu se développer les services de voyages que vous avez créés. J'ai pu me rendre compte, à l'expérience, qu'il y avait une demande de la part de personnes qui s'intéressent aux affaires internationales.

J'ai donc eu l'idée de proposer à des gens qui s'intéressent un peu plus que la moyenne aux activités politiques la possibilité de voyager comme peuvent le faire les députés, les sénateurs ou les ministres. C'est-à-dire de rencontrer à l'occasion de leurs voyages des personnalités de haut niveau, donc de pouvoir s'informer directement sur le terrain et donner d'une situation politique.

Croyez-vous qu'il y a une « pédagogie politique » dans ces voyages ?

L'intérêt pédagogique est évident. Le meilleur exemple que je puisse vous donner est la Suisse. En soi, ce pays n'est pas nécessairement attractif pour les Français, d'un point de vue touristique. Eh bien, le voyage que nous proposons en Suisse est un exemple type d'expérience d'une nature extrême du point de vue des enseignements qu'on peut en tirer sur le plan politique. Car c'est le pays qui réalise le mieux l'application des principes de la démocratie.

Une Fondation pour la démocratie qui s'assigne comme but (entre autres) de promouvoir l'organ-



Guy Lardeyret

« Je ne suis pas une agence de voyages spécialisée ?

« Nous ne sommes pas une agence de voyages. Pour proposer des voyages thématiques, nous nous appuyons sur des agences de voyages. Nous apportons l'élément supplémentaire : le point de vue intellectuel et culturel, mais les agences s'occupent de l'organisation, de la logistique.

« Je procède de la manière suivante : je m'adresse d'abord au programme du séjour. Je m'adresse ensuite, généralement, à deux agences de voyages présélectionnées en fonction de la destination. Elles retransmettent la proposition qui nous paraît la plus intéressante. Bien sûr, guides, interprètes et intervenants sont choisis par nous.

« Comment sont sélectionnés, préparés, conduits ces voyages ?

« En règle générale, les voyages combinent la visite des

touristiques et des rencontres avec des personnalités qui appartiennent à différents milieux politiques, économiques, universitaires et à la presse. Pour les voyages, il y a généralement un lien direct avec l'actualité. Nous nous intéressons dans les points chauds. Le dernier voyage, par exemple, a eu lieu en Amérique centrale. Lorsque nous arrivons dans un pays, nous commençons le plus souvent par visiter l'Assemblée nationale et éventuellement la Cour suprême. Nous pensons qu'il est bon de placer de ce point de vue central pour mieux comprendre le fonctionnement d'un pays. C'est aussi à cette occasion que les gens peuvent rencontrer les représentants des différents milieux politiques.

« Ensuite, le programme des rencontres est adapté au pays ou au thème. Bien entendu, les week-ends ont des objectifs plus limités. Ils sont aussi centrés sur l'Europe, qui occupe une grande place dans les préoccupations de la Fondation.

« Quel genre de public attendez-vous ? Et quel encadrement choisissez-vous pour ces voyages ?

« Le public ! Je vous l'ai dit, nous nous adressons aux citoyens qui s'intéressent aux questions politiques. J'observe que nous avons une forte représentation d'élus, en général la moitié des participants. Avec une dominante de conseillers régionaux ou géné-

raux et de maires. Nous avons aussi beaucoup d'universitaires, pas mal de hauts fonctionnaires et des cadres ou membres de professions libérales. Le moyenne d'âge est souvent relativement jeune. L'encadrement ! Ou bien l'accompagnement, moi-même le groupe, ou bien je désigne un habitué de la Fondation. Ce responsable, bien sûr, ne se confond pas avec le guide et les divers accompagnateurs.

« Vos prix : imaginez qu'ils sont calculés pour préserver à la fois vos intérêts et ceux des agences, dont vous payez. Votre expérience se voit-elle abondamment équilibrée ou rentable ?

« Nous n'avons pas de vocation commerciale, vous vous en doutez. Les prix sont calculés de façon que les voyages ne soient pas déficitaires mais aussi pour couvrir les frais de préparation par la Fondation. Cela couvre donc une partie de ses frais de fonctionnement, en raison du lien qui peut exister entre certains voyages et certains thèmes de recherche de la Fondation.

Propos recueillis par MICHEL KAMMAN

« Fondation pour la démocratie, 106, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. 47-63-04-04.

PROCHAINS VOYAGES

- L'avenir du Maghreb, du 11 au 27 avril (coût : 12 000 F).
- Espagne-Portugal : les chemins de la démocratie, du 28 mai au 8 juin (8 000 F).
- L'Irlande du Nord, un problème insoluble ?, du 11 au 14 juillet (4 500 F).

Le Monde
sur minitel

10 ABONNEMENTS GRATUITS AU MONDE

Jouez avec le Monde et gagnez votre abonnement.

3615 TAPEZ LEMONDE

ENQUETE

Des bouées pour Venise



On la croyait sauvée mais on était encore loin du compte. Les engagements qui viennent d'être pris mettront-ils la Sérénissime à l'abri de la noyade ?

JUSQU'AU tournant de Mardi gras et du mercredi des Cendres, c'est-à-dire jusqu'au 3 mars à minuit, le carnaval de Venise déploie ses fastes. Pourquoi cette manifestation spectaculairement relancée en 1980, après deux siècles, on peut s'en frotter, de léthargie, connaît-elle un tel succès d'affluence ? L'abolition momentanée des barrières sociales qui avait été sa raison d'être historique pèse sans doute moins aujourd'hui, où les haïmes de classe sont en récession. L'annulation des différences d'âge et le travestissement des sexes permis par les déguisements sont en revanche au moins aussi recherchés qu'à l'époque de la Sérénissime déclinante.

Outre la beauté objective du décor, gagnons qu'il est une raison supplémentaire à cette fascination exercée par la cité lagunaire : l'impression qu'on y vient danser sur un lieu menacé, voué à l'engloutissement. La préfiguration de la mort à Venise, entrevue par les romantiques bien avant Thomas Mann, ne vient-elle pas en écho de « la mort de Venise » présentée par Montesquieu et Goethe, longtemps avant Barrès ?

L'époque est ainsi propice pour faire le point sur le sauvetage de la lagune. Serpent de mer, en vérité : un doge, Ziani, n'avait-il pas crié, dès la fin du douzième siècle, que la position ne devenait intenable en raison des mouvements apparemment incontrôlables des eaux ? Mais thème toujours d'actualité, un peu plus de vingt ans après la fameuse auge alta du 4 novembre 1966, qui avait inondé la place Saint-Marc sous plus de un mètre d'eau et recouvert plus de 90 % de la ville. Lorsque la marée se fut retirée vingt heures après son déferlement, on crut-on pas que se vérifiait la célèbre prédiction de Byron : « O Venise, quand les marées de tes palais seront menacées par les eaux on entendra un cri de les nations » ? Du Conseil de l'Europe l'UNESCO, ce fut lui qui, en effet, se préoccupait du « de la perte de l'Adriatique ». L'Italie elle-même, pourtant en pleine crise, se mobilisa : son Parlement n'était-il pas parvenu à voter en avril 1975 une loi spéciale annonçant des masses d'argent pour sauver Venise des eaux ?

Les 1^{er} et 2 février 1986 pourtant, une nouvelle auge alta, le troisième en importance de ce siècle, est encore venue recouvrir la quasi-totalité de la ville, à l'exception de ses deux extrémités, l'île de Santa-Elena au sud-est et le Tronchetto, l'immense parking à voitures situé à l'entrée nord-ouest. Rien n'avait donc été fait en deux décennies ?

Fait au palais Grassi

La simple observation des lieux montre, au contraire, que Venise se débat pour s'en sortir. Le Grand Canal, en particulier, redonne un peu à peu cette « plus belle rue que je crois qui soit en ce monde », tout comme il était apparu à la fin du seizième siècle au chroniqueur Commynes. Tout au long de ses quelques cinq kilomètres sont en cours des travaux des eaux par capillarité. Le fait que ce travail de titan ait été accompli avec les moyens gigantesques de la Fiat pourrait faire croire que seul le mécénat d'entreprises est à l'œuvre à Venise — ce qui ferait craindre pour l'avenir de cette majorité d'édifices appartenant soit à la commune elle-même soit à des familles de plus ou moins ancienne souche locale.

Or une nouvelle loi, le 20 novembre 1984, est venue relancer « l'assainissement immobilier », comme on dit à Venise. Elle prévoit des aides très substantielles de la puissance publique, allant jusqu'à 80 % du coût des travaux. La première tranche de 4 milliards de lires (20 millions de francs) a déjà été totalement attribuée pour une quarantaine d'interventions. Une vingtaine d'autres projets sont sur le point d'être approuvés et financés. Si l'on sait que dans le seul Grand Canal deux cents palais environ se situent, et qu'il y a à Venise cent cinquante-dix-sept canaux (certains moins importants et beaucoup moins bien « mis en eau »), on perçoit l'ampleur de la tâche.

Mais le fait est que tout au long des rizi, des calli et des campi (dénomination vénitienne des canaux, rues et places), le visiteur le moins attentif perçoit le travail en cours. De même, M. Francesco Valcanover, surintendant pour les Bienes artistiques et historiques (pour la peinture et la sculpture), peut-il, sans accent triomphaliste mais tout de même bien satisfait, annoncer, catalogue à l'appui, la restauration, depuis le cataclysme de 1966, de six mille cent vingt œuvres. Parmi elles figurent des sculptures aussi importantes que celles de Sansovino, et la loggia de la compagnie de Saint-Marc, ou des tableaux comme le *Retour des ambassadeurs anglais* de Carpaccio, la *Conversion sacrée* de Bellini, et les *Noies de Camo* du Tintoret. Travaux qui ne vont pas sans susciter des critiques, mais nul ne conteste que ce rien fait est la pire des solutions.

Tout cela n'appartient-il pas cependant à l'économie des choses, pour demeurer dans les métaphores aquatiques ? Restaurer une ville qui se noie, ne serait-ce pas en effet opérer sur elle une thanatopraxie, comme on dénomme ces manipulations que l'on fait subir aux morts pour les rendre plus présentables aux vivants dans les heures précédant leurs obsèques ? Or, là aussi, les choses bougent un peu. Le 6 octobre dernier (comme pour dire : moins de vingt ans après la catastrophe de 1966), les premiers chantiers en vue du sauvetage de la lagune ont démarré. Modestement, à vrai dire, puisqu'il ne s'agit encore que de draguer des canaux secondaires en vue de permettre aux marées de s'épancher régulièrement sur des espaces qu'elles n'atteignaient plus que lors des périodes de hautes eaux.

Le canal des pétroliers

L'objectif est double : il s'agit tout d'abord de revivifier des zones à demi tuées par les pollutions d'origine industrielle ou humaine, mais également de « diluer » sur l'essentiel des 550 kilomètres carrés de la lagune le volume aquatique entrant par les trois ports maritimes, et notamment des plus hautes, en soit créées. Les travaux ont commencé autour de la petite île de Mazzorbo, bien connue des touristes puisque c'est elle qui est

reliée à l'arrière de la pittoresque Burano, l'île des dentellières, par un grand pont de bois. En même temps, on a consolidé les rives afin que la circulation renouvelée des eaux ne grignote pas un espace traditionnel de vie des hommes.

Ailleurs, à Poveglia, une île située en arrière du lido de Malamocco, on a expérimenté une technique visant à relever le niveau des *inundae*, ces zones habitées dont la côte est sensiblement plus basse que celle des autres. Et encore, le long du canal des pétroliers, reliant depuis quelques décennies la bouche centrale de Malamocco au port industriel de Marghera, sur la terre ferme, en arrière de Venise, on s'apprête à réédifier, selon les indications des cartes anciennes, les *barriere*, ces digues qui ont été littéralement aspirées par le creusement de la nouvelle voie d'eau : l'objectif est cette fois de freiner l'élan des marées.

3 000 milliards de lires

Il s'agit là d'une multitude de interventions à mener un peu partout sur ce bassin de cinquante kilomètres de long et de dix à quinze de profondeur, dont le nom prestigieux est : lagune de Venise. Les experts sont aujourd'hui convaincus : le sauvetage de la ville est au prix de la revivification de son forum aquatique. *Venezia Nuova* : Venise nouvelle, ou, si l'on veut, Venise neuve. Un consortium de vingt-six firmes de travaux publics, allant de la géante Impresit (du groupe Fiat) à des PME de dimensions modestes mais travaillant de longue date dans la lagune, a été constitué en 1984 pour mener à bien l'entreprise.

3 000 milliards de lires (15 milliards de francs) ont été votés pour ces travaux. Et le président du conseil, M. Bettino Craxi, est venu le 8 novembre dernier jurer que « après tant de faux départs » celui-ci était le bon. Nul en Italie n'en jurerait, tant l'Etat lui-même ne peut de continuer dans son vouloir. Deux éléments pourtant plaident cette fois en faveur du sérieux de l'affaire : l'implication très en amont du secteur privé, et le pragmatisme de l'approche. « Tout a été expérimenté sur un modèle réduit de la lagune que nous avons construit

près de Padoue. Nous entreprenons l'une des plus grosses opérations d'ingénierie hydraulique au monde avec des pincettes de bijoutier », assure un ingénieur de Venezia nostra, M. Redi. Et pour démontrer le sérieux de ses propos, il ne nous parle qu'en tout dernier lieu de ce qui normalement ferait les gros titres : le projet de construction d'« encoisements » à l'entrée des trois « ports » de dizaines de mètres métalliques au mille à deux mille mètres cubes chacun, susceptibles de se relever par injection comprimée en cas de menace d'auge alta, afin de fermer pour

quelques heures la lagune. Après des lustres de palabres et d'hypothèses, toutes plus ou moins futuristes, c'est là la solution qui, aux approches de l'an 2000, devrait parachever l'intervention.

Pour le reste, des informations tantôt optimistes et tantôt pessimistes parviennent du front du sauvetage de Venise. Une bonne nouvelle : le subsaïement de la ville a, depuis une quinzaine d'années, cessé de s'enfoncer. Mieux : il a un peu remonté. C'est que, au lieu de continuer à pomper l'eau à des fins industrielles ou domestiques dans la nappe phréatique locale, on l'amène désormais par aqueduc. L'élasticité du terrain jouant, le fond portait, après s'être effondré, est remonté de deux centimètres.

Mauvaise nouvelle en revanche : en raison du réchauffement de la température terrestre, le niveau général des mers du globe monte comme fondent les glaces polaires. A Venise, où l'on ne vit qu'à quelques dizaines de centimètres au-dessus de l'eau, ce gros millimètre annuel supplémentaire est bien plus préoccupant qu'ailleurs. Tous comptes faits en refaits, Venise a perdu vingt-trois centimètres par rapport à la lagune depuis 1900, ce qui explique ce notable parité l'augmentation de la fréquence des hautes eaux ces dernières décennies.

S'il est un lieu au monde où rien n'est jamais acquis, c'est donc bien ici où les hommes ont, de la boue, fait surgir le marbre dentelé, mais où leur action, par leur simple présence, tend aussi chaque jour à rendre au néant de si grandes merveilles. Ici où le Mardi gras a plus qu'ailleurs un avant-goût de Cendres.

JEAN-PIERRE CLERC.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

<p>Alsace</p> <p>68890 THANNENKIRCH TOURING HOTEL *** Tel. 89-73-10-01 Logis de France - Envoi dépliant.</p>	<p>Province</p> <p>EN PÉROUARD - 24570 LE LARDIN HOTEL SAUTET **** Proximité 1/2 station de 165 F à 225 F. Piscine - Tennis - Golf part. Tel. 83-80-27-23.</p>
<p>Côte d'Azur</p> <p>NICE LA MALMAISON et VICTORIA 2 étages de 4*+ - MAPOTEL Restaurant à LA MALMAISON Grand confort, chambre TV couleur. Tel. direct. Mini bar. Quartier résidentiel plein centre ville. 48 ou 53, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tel. 93-87-82-86 ou 93-88-39-81.</p>	<p>Suisse</p> <p>LEYSIN (Alpes vaudoises) 1300-2200 m. à 4 h 30 de Genève Paris par TGV. Station banlieue et sportive. Climat vivifiant réputé. Maxi soleil. Ski 18 inst. Patis. gastr. Promenades. Qualité + accueil suisses à prix avant malgré change : forfait ski 3 j. dès 420 FF (env. 1500 FF).</p> <p>Renseignements et offres : OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN. Tel. 19-41/25/34-22-44.</p>
<p>Italie</p> <p>VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.</p> <p>Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Tél. : 41150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonio.</p>	<p>LEYSIN HOTEL LE RELAIS *** Confort. Sûreté. Centre. Excellente cuisine. Demi-pension dès 280 FF par jour. Tel. 19-41/25/34-24-24, CH-1854 LEYSIN.</p> <p>HOTEL CENTRAL-RÉSIDENTE **** Situé plein sud, vue incomparable sur les Alpes. 100 ch. dans conf. bar, restaurant, cuisine, disco, piscine couv., sauna, fitness. Séjour. Forf. sport d'hiver. Famille 1610 FF. 2 adultes / enfant en 1/2 pension. Tel. 19-41/25/34-12-11, CH-1854 LEYSIN.</p>
<p>Montagne</p> <p>GRAND SAINT-VÉLAN (Hautes-Alpes, Queyras) Pays rég. Site charm. Stat. village. Plage. Séjour. Fines lacs comm. d'Europe. 3040 m.</p> <p>LE VILLARD Chambre et duplex + cuisinière, dep. 450 F/sem. (env. Tel. 92-45-82-88.</p> <p>REUREGARD 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tel. 92-45-82-82.</p>	<p>LEYSIN HOTEL MONT-RIANT ** Vacances séduisantes. 40 lits. Confort. accueillant. Accueil chaleureux. Soins per- sonnalisés. Cuis. haute qualité. Pens. compl. 62 à 76 FF, selon chambre et période (240 à 300 FF). Tel. 19-41/25/34-12-35, CH-1854 LEYSIN.</p>
<p>Jura</p> <p>JOLI JURA VIKI - 84-85-30-89 Situé en pleine nature, il comprend, 999 F/sem. 1/2 pension. 116 F/jour. Poêle cuisine. Animaux accept. Hôtelier L'HORLOGE EN 76, 39130 FONT-DE-POUILLY.</p>	<p>3920 ZERMATT-VALAIS HOTEL HOLIDAY *** Appart-hôtel avec service d'hôtel, 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funi- culaire Saanenegg. Tous les studios avec bal- con, cabine, réfrigérateur, bain, w.c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée grand dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux et du 22 mars au 12 avril 70 FF (env. 290 FF). Demi-pens. Tel. 1941/25/67-12-83. Yvan. R. Perren.</p>

AVENTURES...
Sahara, Yémen, Maroc, Kenya,
Mali, Eolithes, Rouillon, la
Crète, Spitzberg, le Népal, Tibet
Documentation à
NOMADE-AVENTURE
50, rue des Saussaies, 75017 PARIS
Tél. 87-29-82-86

LES MALDIVES
12 îles, des croisières,
des excursions de séjour
à Caylene, Singapour et
en Inde du Sud.
1 semaine à partir de 2.415 F
MALDIVES : 100, rue Malherbe, 93000 Combourg
Tél. 033 (1) 42 52 38 32 - Tél. 918 800
et chez les agences de voyages agréées.

ISLANDE
geysers
et volcans
avec votre voiture
à 2070 F
"Norróna"
Smyril Line

RÉSIDENCES CAMPAGNE
MER MONTAGNE

Particulier lone
GUADALOUPE
Superbe villa pour 2 à 4 personnes,
près mer, dans grands jardins, 4 km
golf. Grand séjour, cuis., chambre cli-
matisée, s. de b. grandes terrasses.
Fr. 2800 à 4500 F/semaine suivant
période.

A LOUER
LAREDO (Espagne)
App. 2 chambres, salle de séjour, cui-
sine, salle de bain, balcon, vue mer,
accès direct à la plage. Disponible :
JUN, JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE.
Tel. : 39-85-25-32.

EN PISTE!

SAHARA • MAROC • NIGER
MALI • MAURITANIE • BENIN
TOGO • KENYA • TANZANIE
ZAIRE

A PIED EN 4 x 4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122, rue de Valenciennes, 75013 PARIS
Tel. 33-1-36-34-22-80

Chemins de Compostelle

Le Monde
10 ABONNEMENTS GRATUITS
AU MONDE
LE MONDE

صحة من الاعمال

سكننا من الاجل

DECOUVERTE

Le « Kungfuland » de Shaolin

Le temple Shaolin : nom mythique pour les cinéphiles amateurs du genre kung-fu et les pratiquants d'arts martiaux. Un véritable panthéon, qui a fait de la légende, et les incendies pour devenir l'enfant chéri du gouvernement local de la province du Henan. Situé sur le mont Song - l'une des cinq montagnes sacrées de la Chine - il est un des centres bouddhiques les plus importants du pays et le pilier d'un futur « kungfuland ».

À proximité du monastère, le paysage est large et la « forêt de stupas » impressionnante. Dans cette nécropole de deux mille six cents monuments ont été enterrés les supérieurs du couvent. Quand le vénérable Shi Xiang Zhen parle, le monde de l'histoire souffle. A soixante-douze ans, crâne rasé et petite barbe blanche, l'actuel supérieur est presque aveugle.

Soutenu affectueusement par deux jeunes moines, il est, dans sa cellule sombre aux murs couverts de calligraphies, la tradition incarnée. Et puis, brusque retour à la réalité chinoise d'aujourd'hui. Il fouille dans les poches de sa vaste robe safran et sort une carte de visite. L'échange en est devenu dans l'Empire du Milieu un rite incontournable. « Je suis bouddhiste, dit-il, mais démocrate. J'aime la Chine, alors, j'aime le communisme ! » Il faut dire que le Parti le lui rend bien puisque, le 13 décembre dernier, il lui a accordé le titre de « grand maître » qu'aucun supérieur du couvent n'avait pu obtenir des empereurs depuis trois cents ans.

Le monastère est né en 527, quand un moine indien (d'origine iranienne), Bodhidharma - Damo en chinois, - y fonda l'école de méditation chan, plus connue sous le nom de son prolongement japonais, le bouddhisme zen. Pour compenser l'immobilité totale de la méditation, au septième siècle, des moines mirent au point les mouvements qui allaient aboutir à l'un des plus fameux arts martiaux chinois, le kung-fu !

Sous la dynastie Tang (618-907), la redoutable puissance de ce moine était célèbre dans tout le pays. « Treize d'entre eux bondirent au ciel », dit l'empereur Taizong assiégé de Luoyang, mettant en fuite les envahisseurs », explique le vénérable supérieur. Combat illustré par deux peintures murales monumentales dans un des pavillons. Sur le sol d'un autre, on peut encore voir les traces laissées par les moines pendant leurs exercices au cours des siècles. Sur les murs, lances et sabres.

Détruit à plusieurs reprises (en particulier en 1726 par les troupes mandchoues et en 1948 par un seigneur de guerre), le temple, toujours reconstruit, a failli disparaître pendant la révolution culturelle. Bien qu'il ait été rénové en 1948, les communistes défrôquèrent les moines « exploitateurs du peuple », les renvoyant aux champs. En 1966, quand les gardes rouges se mirent à débrayer les derniers religieux - bien que maîtres de kung-fu - ils préférèrent s'enfuir. « Les stupas ne leur servent qu'à l'intervention des autorités locales », raconte le vénérable Shi qui, un jour de sa vie passée ici, n'a rien oublié de ces événements.

Depuis 1978, l'assouplissement de la politique à l'égard des

Rescapé de la révolution culturelle, le temple de Shaolin (province du Henan) est le centre le plus populaire de l'enseignement du kung-fu, l'un des grands arts martiaux chinois.



Le 13 décembre 1986, le Parti accordait au vénérable Shi Xiang Zhen le titre de « grand maître ».



religions, les moines sont de retour. Soixante-dix aujourd'hui, dont la moitié pratique toujours le kung-fu, à raison de plusieurs heures par jour, entre la lecture des sutras et les activités manuelles. Les candidatures sont nombreuses, mais la sélection sévère. Les deux moines qui assistent le supérieur ont dû se munir d'une lettre de recommandation de la section bouddhique de leur village. Sont-ils religieux ? « Bien sûr, affirment-ils, nous voulons participer au développement du bouddhisme, mais nous ne sommes pas des adeptes du kung-fu qui mène à la méditation. »

Il faut les voir bondir sous l'œil averti de leur supérieur. Le supérieur, sur le sol, les plus vieux préfèrent tracer au pinceau, trempé dans de l'eau, des mots éphémères de bienvenue aux visiteurs. Avant 1978, un seul étranger s'était perdu jusqu'à Shaolin. L'année d'après, deux cent cinquante-sept

en 1986, treize mille ! Sans compter les deux millions de touristes chinois, pèlerins ou curieux. Les paysans de la région ont vite saisi l'aubaine. En pleine campagne, le village, pauvre et efflanqué, est maquillé par deux rangées de gigantesques panneaux publicitaires vantant les mérites de la société de consommation.

Sur la route qui mène aux pagodes, grâce à une vingtaine de télescopes artisanaux, on peut toujours essayer de voir pour 10 centimes une grotte cachée dans la montagne ; celle où le sage Damo s'est réfugié, neuf ans durant, dans la méditation. Partout, de petits étalages avec médailles, broches, épées en fer-blanc, boîtes de baguettes et t-shirts à l'effigie d'un moine volant. Parmi les stupas, il est possible pour 5 francs d'endosser un costume de moine - qui est loin de plaire aux religieux du temple - et de se faire prendre au polaroid. A moins que l'on ne préfère passer un jour dans la honnête en bois, grandeur nature, d'un guerrier à cheval !

Le gouvernement sait aujourd'hui qu'il ne lésine dans aucun domaine. Après avoir racheté aux paysans quelques statues en plâ-

tre, il en a fait construire une bonne centaine d'autres pour installer une sorte de musée Grévin du kung-fu tout près du temple. A quelques pas des stèles offertes par des clubs américains et japonais d'arts martiaux. Depuis le 1^{er} janvier, un immense centre commercial s'est ouvert, construit en six mois au beau milieu du silence. Dans un style chinois approximatif, des boutiques et des restaurants calaminés de peintures. En octobre prochain, un hôtel sera inauguré, cent cinquante lits pour les Chinois, cinquante pour les étrangers, tous attirés par le nom de Shaolin. Des maîtres du temple viendront dispenser des cours dans des salles conçues spécialement. Pour les fous de kung-fu, films et démonstrations complèteront ce voyage à La Mecque.

Un adversaire invisible
En Chine, le syndrome de Shaolin sévit surtout depuis 1982, année de sortie du Temple de Shaolin (avec la star Li Lianjie) : premier film coproduit par la Chine populaire et Hongkong. Depuis, des milliers d'adolescents affinent de tout le pays, au point qu'en cas de fugue un dicton conseille : « Va voir là-bas s'il y est ! » Dès 1980, les premières écoles de kung-fu ont ouvert leurs portes sous l'impulsion de paysans ou de moines reconvertis. Cinq ans plus tard, les cinquantaines d'établissements éparpillés de-ci de-là, n'arrivaient pas à répondre à la demande. « Les jeunes arrivent de partout. Les parents étaient affolés, explique Guo Mengzhu, le directeur des affaires étrangères locales. Nous étions obligés d'en renvoyer la plupart chez eux - parfois des gamins de moins de deux ans. Ces écoles - en majorité « bidons » - offraient de vagues cours de kung-fu et des conditions d'hébergement rudimentaires, contre des tarifs élevés.

À la fin de mars 1986, le quotidien de la jeunesse chinoise a tiré la sonnette d'alarme, obligeant le gouvernement à mettre de l'ordre. Résultat ? La presque totalité des établissements sont aujourd'hui fermés. Des cinq qui restent, celui de Liu Baozhan est le plus important. Ce paysan de soixante ans, qui compte des moines de Shaolin dans sa famille, a laissé sa femme aux champs pour gérer son école. Deux de ses fils y sont instructeurs. Dans la cour en terre, deux cents élèves évoluent au rythme des ordres rauques lancés par leurs maîtres. L'air siffle, battu

des poings et des pieds, comme un vent invisible. Ici, pour 15 yuans par heure (30 francs environ), on pratique tous les jours six heures de kung-fu.

« Plus deux heures de culture générale, insiste le directeur. C'est important, car tous ne deviendront pas professeurs. Il faudra bien qu'ils se reconvertisent. » « Je ferai ce que la société me dira de faire, dit un élève. Avec un corps et un esprit sains, je servirai le pays ! » C'est aussi le leitmotiv de tous les autres garçons et filles - une petite poignée - qui dissimulent ainsi leur rêve enfoui : devenir maître ou professionnel de kung-fu !

A quelques sauts de là, le vénérable Shi rappelle doucement que si le monastère préte - involontairement - son nom à ces écoles et à cette agitation il en reste très éloigné.

En matière de tourisme, la Chine est pragmatique. Elle a laissé s'installer un hôtel du Club Méditerranée dans le parc du Palais d'Été près de Pékin, blâmé un golf sans tracé sur le site des tombes des Ming et un terrain de tir pour touristes sans ouvert à quelques kilomètres de la Cité interdite. La tradition est bonne fille, elle a décidé de composer avec le modernisme. Dans le monastère, l'heure de la méditation approche, le lieu s'est vidé, le fleuve doit laisser la place à la ferveur. « Grâce au gouvernement, concède un philosophe le supérieur Shi, Shaolin appartient de nouveau à l'histoire. »

M.-F. COLOMBANI
Repères
Le temple se trouve dans la province du Henan, à 600 km au sud de Pékin et à 800 km à l'ouest de Nankin. Si on voyage seul, les deux gares les plus proches sont Luoyang et Zheng Zhou. Rejoindre ensuite, en autobus ou en taxi, Shaolin (90 km environ). Si l'hôtel n'est pas ouvert, possibilité de logement à Deng Feng situé à une dizaine de kilomètres du temple. Toute la région est riche en pagodes et tombes.

Shaolin est au programme dans un des circuits de l'agence Carrefour de la Chine (45, rue de la République, 75001 Paris, Tél. : 42-61-08-28). A signaler dans cette agence un billet valable un an Paris-Pékin (A. R.) au prix exceptionnel de 5 500 F. A partir du 3 mai.

La Jordanie, patrie bédouine

(Suite de la page 11.)
Aucune télévision d'un Etat musulman ne consacre aussi peu de temps aux sourates et homélies. Saine réflexion d'un autre pasteur aux clés d'or : « Puisque Dieu est présent partout et toujours, à quoi bon le mettre à la télé comme les chanteuses ou les sportifs ? »

An septentrion, sur la route de Syrie, Ajloun est une autre affaire que le « Château rouge ». Là, point de fresques coquines, point de traces d'hédonistes parties au désert entre émiris. C'est la fierté d'être arabe qui se dresse toute entière, souffrante mais jamais découragée, avec la formidable masse minérale de la forteresse d'Ajloun. Elle a un air criant de cousinage avec le Crac des Chevaliers, là-bas, au-delà du Mont-Liban ; pourtant, elle ne fut jamais bâtie : ni édifiée ni prise par les Francs des royaumes latins.

Promontoire musulman indéfectible, Ajloun est, depuis le sultan Saladin, comme le signe robotique de l'emplacement arabe en cette terre, dès la conquête du

septième siècle : « Vous pouvez toujours prendre la côte, mais vous n'irez pas plus loin ! » En arabe, sahel désigne à la fois le littoral et la facilité.

Comme à l'aube du temps des Croisades, les bédouins de Jordanie montent aujourd'hui volontiers au donjon d'Ajloun, se désignant à l'horizon embué d'une légère brume de la Morte, le Jourdain, Jéricho, Bethléem, Jérusalem et autres hauts lieux où sont maintenant établis les Israéliens.

C'est vendredi, le dimanche islamique. Après l'en-cas vite avalé sous les oliviers entourant la citadelle, on ne se fera pas prier pour rentrer à Irbid, Zarka ou Amman. Pensez, c'est le jour du mélo égyptien, que pas un Jordanien sensé ne manquerait ! La télévision de l'Etat juif peut s'enorgueillir de ce programme hebdomadaire : sans doute le plus grand israélien jamais remporté sur territoire arabe. Décidément, les bédouins n'ont pas de complexes !

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Carnet de route

Le voyage. — Par avion, la Compagnie royale jordanienne, Aile (12, rue de la Paix, 75002 Paris, Tél. : (1) 42-61-80-80), Paris à Amman trois fois par semaine, dont une avec escale à Bruxelles. Air France effectue également cette liaison deux fois par semaine en Airbus, en 6 h 45, avec escale à Damas. Renseignements et réservations au 45-35-61-61.

Les agences. — Nombreux voyagistes et associations proposent aux adeptes du voyage organisé des circuits en Jordanie, y compris de découvrir dans la toute dernière partie de la tournée. Citons Alkou (42-96-15-59), Assintra (45-44-45-87), Clio/Le Monde de l'histoire (47-34-38-63), Découvrir (45-44-48-80), Destination Egypte-Jordanie (47-42-47-04), Explorator (42-68-66-24), FRAM (47-23-54-45), Horizon (45-33-71-78), Go voyages (45-22-08-50), Horizons lointains (42-80-67-80), K. (42-95-26-26), Kuciri (42-95-26-26), Nouvelles Frontières (45-68-70-00), Loisirs et Vacances (43-20-90-46), SP Voyages (43-29-56-70), Terre Entière (43-29-57-10), Voyages (42-22-48-60). On peut bien sûr se renseigner auprès de l'agence de voyages.

L'accueil. — Le climat de plateau, sec et très ensoleillé, avec des nuits fraîches, sans oublier le tédéur de la mer Rouge à Akaba, enchantement, le pays verdissant et fleurissant à vue d'œil. Presque partout, des hôtels ou de simples relais attendent le voyageur qui se réglera de mouton grillé à point, servi avec du riz humecté de yoghourt crémeux. La plupart des agglomérations sont reliées entre elles par des routes entretenues. La Jordanie ignore le tourisme de masse d'ailleurs, ce qui souhaite pas.

Formalités. — Un passeport valide (ne portant aucun cachet israélien), et un visa d'entrée délivré

par les chancelleries consulaires de Jordanie. En France, 90, boulevard Neuvilles-Berthe, 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél. : 46-24-51-38. A noter que, pour franchir le Jourdain, entre la Transjordanie et la Cisjordanie, un laissez-passer est nécessaire.

Vaccinations. — Se renseigner un mois à l'avance pour la vaccination d'Air France, 25, boulevard de Vaugrand, 75015 Paris - Tél. : 43-20-13-60.

À lire. — Outre les guides classiques, la récente réédition de « Bleu » sur la Jordanie (140 F), on trouvera d'amples renseignements, notamment d'ordre historique, politique ou religieux, dans les deux tomes toujours valables de feu Anne-Marie Goichon (Jordanie réelle, Maisonneuve et Larose, 1972). Pour approcher l'âme arabe du pays, la meilleure lecture reste de loin, en français, les fameux Sept Filles de la sagesse de Thomas Edward Lawrence, que Puyot a réédité en 1986 dans la traduction intégrale et en tous points remarquable de Charles Mauron (825 p., 99 F.). Dans la même perspective on peut lire Soldat aux Arabes de Glubb-Pacha, ancien patron de la

Légion arabe (Pion, 1968). Le 25 mars 1987, Hachette mettra en vente la biographie monumentale de Lawrence, le Léviator fatal, préparée depuis plusieurs années par l'orientaliste arabisant Vincent-Manoel Morhail, et qui promet d'être un événement à la fois historique et littéraire.

Le roi Hussein de Jordanie a, quant à lui, rapporté sa vision des choses dans Ma guerre avec Israël (Albin Michel, 1986) et Mon métier de roi (Laffont 1978). La revue française Monde arabe Maghreb-Machrek a donné, en octobre 1986, une étude fouillée de Linda Layna, (traduite de l'anglais) sur « Tribu et citoyenneté en Jordanie rurale ». Les richesses artistiques et archéologiques du Royaume hachémite ont été notamment explorées par des numéros spéciaux de l'GEI (janvier-février 1981) et du Monde de la Bible n° 46, (La Jordanie biblique) et, plus récemment, par l'impressionnant catalogue de « La voie royale : 9 000 ans d'art au royaume de Jordanie », (300 p., 200 F.), exposition tenue au musée de Luxembourg à Paris de novembre 1986 à janvier 1987.



LA TABLE

Soufflés salés, soufflés sucrés

Le soufflé ? Du vent ! Le néant parfumé...
J'entends les gourmands terre à terre s'en indigner : « Parfumes-mot le vent et sa caresse me sera sans doute plus agréable, mais sans modifier pour cela son fugitif passage. Et son parfum lui-même s'effuira avec lui ! »

Les voilà d'accord avec le dictionnaire de l'Académie des gastronomes : « Satisfaction particulièrement fugace et un peu creuse ».

Sans doute. Et il est à remarquer que l'on ne sait même pas qui l'inventa, quand on l'inventa. Le soufflé n'était pas, et puis, un soir, il fut. C'est tout. Et même étonnant, il continue à ne pas être car il ne sera plus demain. Que dire demain ? Dans cinq minutes ! Le

chef l'apporte, il en est soufflé lui-même, d'orgueil et de vanité satisfaite. Il le pose sur la table. Il s'en va. Le soufflé est parti avec lui, écroulé dans l'assiette, un morceau de néant qui s'effondre...

Voilà l'opinion du gourmand quelque peu béotien.

Le gourmet, lui, sera moins sévère. Zéphir gustatif, soit, mais n'est-ce pas ce qui fait son charme le plus précieux ? Les mots les plus délicats s'y subliment.

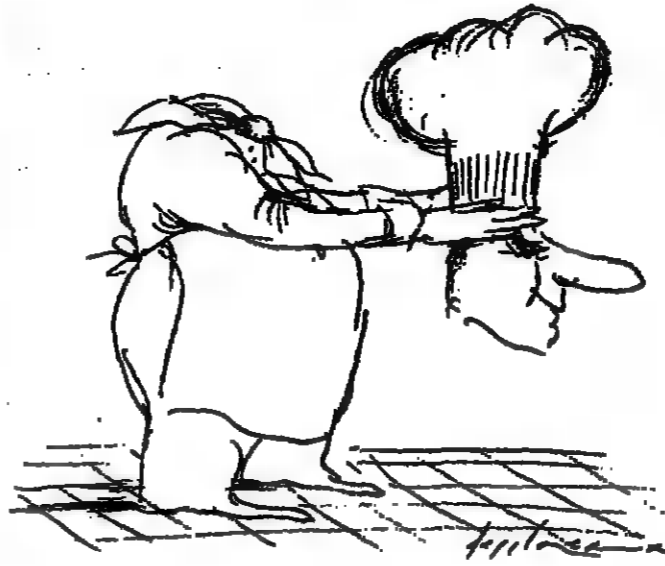
Notons que les soufflés se divisent en deux catégories (et même trois si l'on compte les soufflés glacés, mais, à mon sens, ceux-ci ne sont déjà plus des soufflés). Les soufflés de cuisine, donc, et les soufflés d'entremets. Ou, si vous préférez, les soufflés salés et les soufflés sucrés.

On me permettra de préférer les premiers, mieux imprégnés de l'essence des choses, fût celle-ci infiniment volatile.

Le soufflé aux truffes, par exemple, peut devenir le fin du fin à la table d'Epicure.

J'entends une fois de plus le gourmet : « Peut-être Epicure se serait contenté de sucer le noyau de l'olive qui était dans l'olouette qui était dans la coque qui était dans la perdrix qui était dans le faisceau qui fut cuit dans le chou. Soit ! Je préfère et l'olive et l'olouette, et la truffe entière à son ombre olfactive ! »

Seulement le gourmet répondra qu'une truffe entière peut être incorporée au soufflé d'un seul couvive ! Qu'un soufflé d'oursins peut... Mais là il me faut arrêter, un instant... Ici chez Gauthier-Millau que M. Lenôtre vient de créer le soufflé aux oursins. Alors que, depuis des décennies, le cher Pointaire, à Levallois, en avait fait sa gloire. Il est vrai que, par couvive, il entrait dans ce petit soufflé servi dans une coque d'oursin truffé de ceux-ci, 125 grammes de chair de homard,



un œuf... Ce qui en augmente à la fois et le goût et, hélas ! le prix ! Je doute qu'au Pavillon Élysée il soit si somptueux, de même que ceux inscrits à la carte de Pointaire (où M^{me} Debonne a succédé au maître) et à celle des *Châ-*

brités (Hôtel Nikko), qui ne prétendent pas, eux, l'avoir inventé !

Dans ce domaine des soufflés j'ai rencontré quelques soufflés au foie gras, au roquefort (ceux de Rougier, indi-

viduels et que l'on trouve dans le commerce, sont bien pratiques !).

Et je me souviens que, dans le menu du film *Touchez pas au grisbi*, un dîner de gala chez Lasserre comportait « les petits français de Figalle et leurs dames en soufflé » (lisez : maqueron au vin blanc et soufflé de morue).

Dans le rayon des innombrables soufflés-desserts, le seul tranche sur le lot (avec celui au chocolat ou au café), c'est le soufflé Rothschild. On le rencontre moins que rarement sur les cartes, et encore est-il alors faux : on utilise, pour aromatiser le soufflé aux fruits confits, n'importe quelle liqueur, alors qu'il y a de la liqueur de Dantzig dont les bouteilles, avec, au fond, de la poudre véritable, pièces de collection.

Mais, pour néant, ce néant d'apparat le nec plus ultra de la fantaisie, roquant, en kaléidoscope, les parcelles multicolores des fruits confits le mystère précieux de la liqueur d'Or !

LA REYNÈRE.

SEMAINE GOURMANDE

Alain Morel

Alain Morel, que nous avons connu au Chardenoux (cadre obsolète récemment mais quartier difficile), s'est donc installé plus grandement à l'ancien Saint-Jean-Pied-de-Port. Cadre tout neuf et d'élégance pour sa cuisine délicate et avec, pour cet été, la promesse de l'une des plus jolies et des plus calmes terrasses-parisiennes.

Pour aujourd'hui, saluons ses entrées avec le fameux pudding à la moutarde de bœuf, les raviolis de pétoncles, le foie gras à la crème rouge et la salade de cresson en trois façons (cuisse confite, filet chaud poêlé et magret fumé) ; parmi les poissons, le tin de lotte rôtie ; dans les viandes, le pot-au-feu de magret d'oie, le pigeon rôti en deux services, les noisettes d'agneau Champagnon, etc. Très beaux desserts (mille-feuilles notamment) et sorbets (vanille, cannelle, thé à la menthe et chocolat). Compter 400 F.

Alain Morel
123, avenue de Wagram (17^e).
Tél. : 42-27-81-80.
Fermé samedi et dimanche.
Carte bleue.

Lasserre

Après le nouveau, un ancien (mais toujours d'un bel alliant et qui, désormais, ouvre aussi le lundi soir pour les dîners d'élégance que l'on sait).

Je me répéterais en disant que le cresson à l'orange est, ici, le meilleur qui se puisse être, ce qui ne doit pas faire oublier vingt autres réussites, du foie gras au homard Newburg, de la truffe au feuilletage au turbot au fumet de cerfeuil. Et, à l'instant des desserts, la poire sur fram-

pane, sucre râé brûlé au pur miel (une trouvaille !). Très belle carte des vins. Service incomparable. Compter 500/700 F.

Lasserre,
17, avenue Franklin-Roosevelt (9^e).
Tél. : 49-59-53-43.
Fermé dimanche et lundi midi.
Votivier.

La Bouche riche

L'Ane rouge, maison historique où débute Ariette Régnier, devenu trait d'union plus rien du tout, revêt au haut de la rue des Minimes. C'est, pour Daniel et Anne Philippon, la Bouche... riche d'une carte où les entrées (de 12 F à 28 F) vous préparent au saumon « miron » (62 F), à la sole au fenouil (62 F), au magret aux plouffottes (79 F), au carré d'agneau (48 F), voire au Roisni (86 F) et au lièvre à la royale, le vrai, celui sans truffes ni foie gras et se dégustant à la cuiller (75 F). Tarte Tatin et Irish coffee au dessert. Vins en pichet. Un menu à 180 F. Fromage-ET dessert. Carte : compter 200/250 F.

La Bouche riche,
28, avenue Trudaine (9^e).
Tél. : 48-74-91-33.
Fermé dimanche.
Carte bleue.

La Petite Auberge

Comme on se sent loin de la ville bruyante, comme on se sent bien ! Léo Harbonnier est de ceux dont on parle peu mais restant fidèle à une traditionnelle cuisine de qualité, dans son cadre clair ponctué de toiles amicales. Car, en ancien de chez Camille Renault, Harbonnier aime le peintre autant que la cuisine : régalons-nous de son boudin aux pommes, de son chou chaud à la purée d'échalotes, de l'andouillette en pot-au-feu, du mignon de bœuf aux olives, des délices de Maryvonne (edit gras), et ainsi jusqu'aux éblouissants mille (et une) feuilles de dessert. Très bons pains spéciaux du boulanger voisin. Belle cave. Compter 350 F.

La Petite Auberge,
38, rue Laugier (17^e).
Tél. : 47-53-85-51.
Parking : 43, rue Bayen.
Salon : 14 couverts.

Rive gauche

Auberge des Deux Sèvres
UN CHEF PATISSIER plein de talent
Menu à 150 F, service compris.
Prix moyen à la carte 300 F inc.
A 2 ou à 20, tout, même ambiance sympathique.
Milkshake classique au jus.
Salon jusqu'à 50 personnes.
48, rue Solenne (14^e), fermé dim.
Tél. 43-25-46-58 et 43-25-00-46
Parking rue Lagrange et Notre-Dame

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUR 51200 ÉPERNAY. T. 28-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

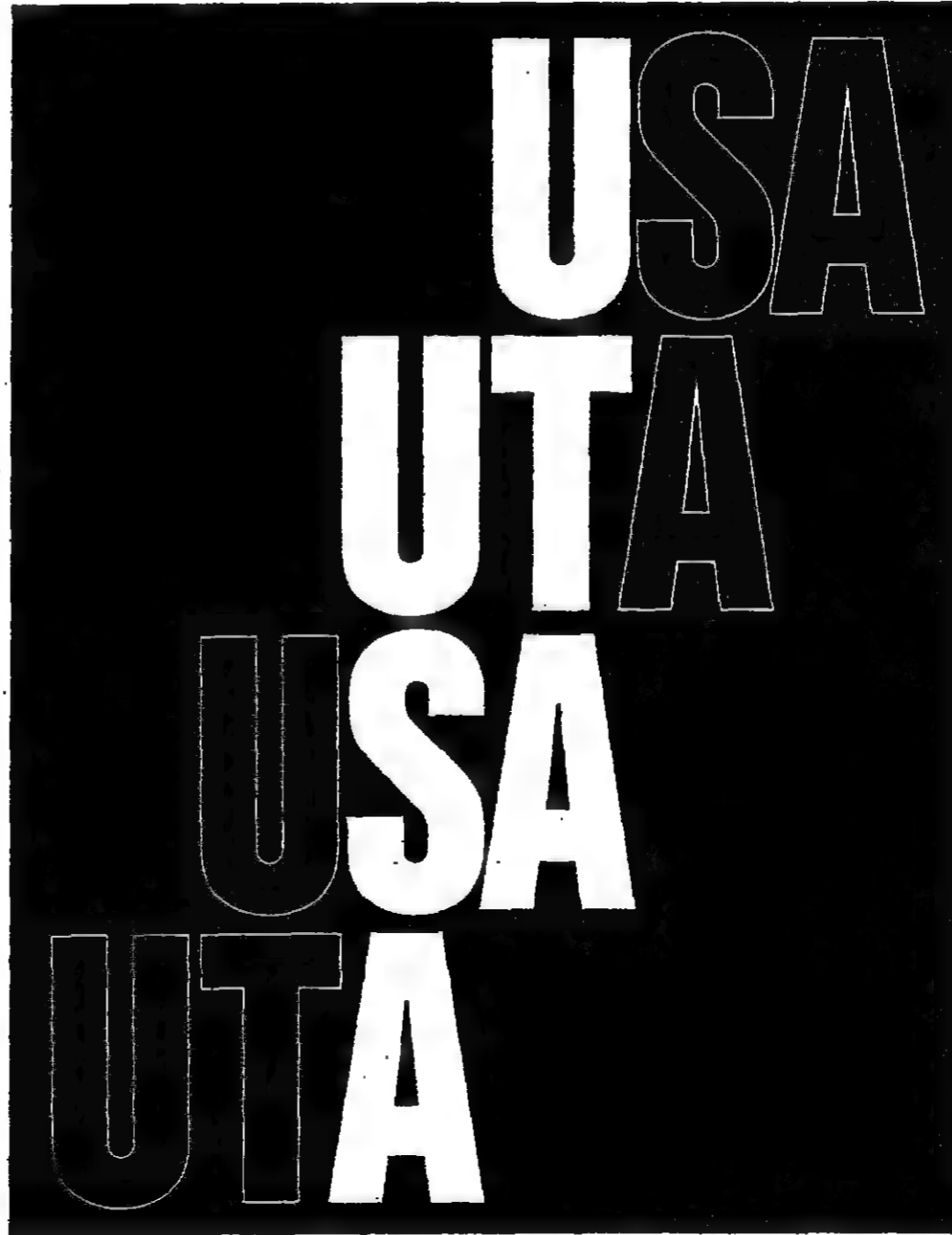
CHATEAU PETRUS 1964
Mis en bouteille au château.
3 x 12 bouteilles.
Tarif sur demande.
Tél. Belgique : 0633-51 260 525.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »

Ecole de Viticulture
BOMMES 33210 LANGON
Tél. : 56-63-61-55

Tarif sur demande Vente directe
Présent au Salon de l'Agriculture
STAND N° 888 - ALLÉE N. BAT. 3

IL ETAIT ECRIT QUE NOS ROUTES FINIRAIENT PAR SE CROISER.



San Francisco a désormais quelque chose de plus que toutes les autres villes américaines : UTA, la seule compagnie à desservir San Francisco 8 fois par semaine, en direct de Paris. Assurés par DC 10, ces vols vous permettent de retrouver le service trois classes d'UTA - Première de Luxe, Galaxy et Classé Economique - à destination des États-Unis. Welcome UTA, welcome to the USA.

UTA FOR USA

سكزا من الاصل

سكزاد من الالعاب

JEU

échecs

N° 1217

LE ROI EST NU

(Tournoi des Hauts-Fourneaux Groupe B, de Wijk aan Zee, 1987)

Noirs : KURP, Gambit D, Défense chess, Système Botvinnik.

1. 34... 22. Cc1(0) Fd2... 2. e4... 3. Cc3... 4. Cc3... 5. Fb4... 6. Fb4... 7. 25... 8. Cc3... 9. Cc3... 10. Fc2... 11. Fc2... 12. Fc2... 13. Fc2... 14. Fc2... 15. Fc2... 16. Fc2... 17. Fc2... 18. Fc2... 19. Fc2... 20. Fc2...

NOTES

a) A considérer est aussi 6. a4. Fb4; 7. e4, g5 avec retour à la « variante de Vienne » (plus avancée du pion a) : 8. Fc4, gxd4; 9. Cxd4, Da5; 10. Fxf6, Fxc3; 11. bxc3, Dxc3+; 12. Rf1, Dxc4+; 13. Rg1, Cg7; 14. Tg1, Da6; 15. Fxg7, Tg8; 16. Cb5 (Smyagov-Wada, Havanna, 1965). Une autre idée consiste en 6. f3, b5; 7. a4, Fb4; 8. Cd2, Fxc3; 9. bxc3, Cb3; 10. Fd2, b6; 11. Fb4, g5; 12. Fg3, Cd3; 13.

Dc2, Da5; 14. Cb4, f5; 15. 0-0, Dc6; 16. Dc4, Cb7; 17. Fb5+ et les Blancs ont une forte attaque. (Planina-Cvetkovic, 1968). b) 7. a4, ici encore, est jouable : 7... b4; 8. Cb1, b6; 9. Fxf6, Dd5; 10. Fxc4, Dg6; 11. Cb-c2, Dxc2; 12. Tg1, Dd3; 13. Dd2 et l'avance de développement des Blancs compense largement le pion sacrifié. c) L'alternative à la suite 8. Fxf6, gxf6; 9. a4 est 9. a3, dangereuse pour les Noirs; par exemple, 9... a6; 10. axb5, cxb5; 11. Cxb5, axb5; 12. Txc8, Fb4+; 13. Ff7; 14. Tg1, Cc6; 15. Dc2, Cd3. d) Les Blancs peuvent choisir entre plusieurs suites : 11. f3, Dc3; 11. Df3 et 11. g3. e) On pourrait généralement par 11... Fb7. Le dégageant 11... Cx65, n'est pas à conseiller : 12. Dxc5, Dxd1+; 13. Txd1, Cb5; 14. Fg2, Fg7; 15. Fxg7, Rxc7; 16. 0-0, Fg7; 17. Cb4! (Stabo-Trifunovic, Olympiade de 1962). La suite 11... Da5 est la mode : 12. f3, b4; 13. Cb4, Fd4; 14. Dc3, 0-0-0; 15. Fg2, g3; (Timman-Pinter, Tassco, 1985) ou 14. Fd2, 0-0-0; 15. 0-0, Df5; 16. f3, Cc3; (Vlaj-Nemeth, 1984). f) On a aussi 12. b4, Tg5; 13. bxc3, Cd3; 14. g4, Dg6; 15. Dg4, Dd7; 16.

Dxc3, Dd7; 17. Dxf7+, Rxf7; 18. Fg2, Fb4; 19. 0-0-0-1, Fxc3; 20. bxc3, Cb7; 21. Dd5 (Knaak-Kallai, 1984). g) Après 11... Cxc3, 0-0-0! les Noirs ont un jeu actif. h) Une réponse légèrement présumptueuse, 15... b4 est plus saine : 16. Cc4, Df5; 17. Dd2, 0-0-0; 18. Dxc4, Fg7; 19. Dxb4 (en 19. Td1, Dd5; 20. Dxc5, Txc5; 21. Cc3, Txd4; 22. Cxb7, Rxc7); 23. Txd4, Fxd4; 24. Cxb7, Rxc7 (et non 19... Txd4); 20. Dxd4 et 21. Cc6+; 20. 0-0, Dc5 (Smyagov-Bronstein, tournoi des Candidats de 1990). i) 16... Txd4 n'est pas... 17. Dd4, Dd5+; 18. Rf1. j) Ser 19. Rf1, Fg5 est jouable. k) Si 20. Da4, Dd5+; 21. Rf1, Dg5. l) Visant le pion g4. m) Si 24... Fxh3; 25. Dd5+1, Rxf3; 26. Txc7+, Rxc7; 27. Dd1 mat. Ou 25... Rg7; 26. Txc7+, Ou 25... Rg7; 26. Txc7+. Le passage de la D sur f4 - D est maintenant fermé. n) Une magnifique sacrifice de C, de dévotion (après la prise 25... Txc7), la D peut entrer sur f4 - D via f7 (ce que les Noirs ne peuvent l'arrêter par f7) et à longue portée puisque les Blancs imaginent la difficulté de R avancer sous les assauts conjugués de la D et d'e4e5. o) Que fête d'entre? p) Ou 26... Rg6; 27. Txc7, Dd5; 28. Ta6+ etc. q) 28... Da8+, Dxc8; 29. Txc8, Rg7; 31. Txc8, Rxc8; 32. Txc2+. r) Si 28... Td4; 29. Td1+, Fxc7; 30. Txc1+, Tg4; 30. Dd6+. s) Cherchant refuge sur f4e5-R. t) La chose continue. u) Le retour sur l'antre n'a pas manqué pas le R poursuivi maintenant par D+doux T. v) A cause du mat 39. Td7+, Rg5; 40. Dd6+, Rg4; 41. Td1+ ou Da6+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1216 A. STUBENENT 1984 Blancs : Ra1, Td5, Fg2, Cf1, Fd4, Cf4, Rb4, Cd4, Fg3, h5, h3. 1... Txd4+ 2... Rxd4; 3... Cc2+, Rxc4+; 4... Fxh3, Rd3!; 5... Cf4+, Rg3; 6... Cxc2, Rf2! mat. 1. Fd3+1, Rg3; et maintenant 2. Txd4, Rxd4 (à 2... Rf4, Td4+; 3. Rd2+; 4. Rd2, g1=D; 5. Td5+, Rd1; 6. Fd2 mat); 3. Fh5, g2! 4. Cc3+, Rxc4; 5. Rd4 la partie et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1217 V. IAKIMTCHIK (1954) Diagramme d'échecs et solutions.

bridge

N° 1215

TROIS RENTRÉES POUR UN GRAND

Savoir dévaluer la valeur d'une main quand on détient une chaise dans le couloir... AD 10763... AR 109842... Quest ayant entamé le 8 de Carreau, comment Rocafort, en Sud, a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense? Réponse: L'entame montre qu'Est a l'As de Carreau, et il faut...

affranchir les Coeurs afin de faire quatre levés... L'oscar de la défense Jean-Pierre Rocafort, l'un des grands joueurs du monde... L'oscar 85 L'Association des Journalistes Internationaux, réunie à Miami en...

septembre dernier, a donné le premier prix de « La course la mieux jouée de l'année » à un champion français Henri Svare, au cours d'un match de division nationale joué en octobre 1985.

Problème A. VERY (1989) Diagramme d'échecs et solutions.

Un instrument indispensable pour progresser rapidement : l'organe officiel de la FFJD. Onze numéros par an de vingt-quatre à vingt-six pages, comportant des analyses de parties de grands maîtres...

dames

N° 296

LE BALDAQUIN DE BALJAKIN

Championnat du monde

novembre, décembre 1986 (Groningen)

Blancs : A. Baljakin (URS); Noirs : V. Galperin (Israël); Échecs : Rapinat

1. 32-28 19-23... 12. 28-17 (11-22), etc [Arts-Klein, Utrecht, octobre 1985]. b) Lors du tournoi de Minsk d'août 1986, le grand maître néerlandais Scholtes, face au maître grand maître soviétique Baljakin, joue 3... (17-21) suivi de 4. 35-30 (11-17); 5. 40-35 (6-11); 6. 41-37 (10-14); 7. 30-25 (21-27); 8. 32-21 (16-27); 9. 31-22 (18-27); 10. 46-41 (12-18); 11. 44-40 (7-12); 12. 50-44 (14-19), etc. c) Le tournoi de Minsk, le docteur Goodt (Pays-Bas), contre le grand maître soviétique Korzenovskij, joue 4... (5-10) et le débat peut un développement alerte : 5. 34-29, c1 (23-34); 6. 39-30 (20-25); 7. 44-39 (25-34); 8. 39-30 (18-23); 9. 50-44 (12-18); 10. 44-31 (7-12); 11. 46-41 (17-21); 12. 32-28 (23-32); 13. Rf1 (13-19); 14. 30-21 (19-30); 15. 35-34 (10-23); 16. Rf1 (14-23); 17. 41-37 (9-13); 18. 40-34 (13-19); 19. 24-13 (11-17). d) Un report des hostilités actrices en jouant 5. 46-41 (17-21); 6. 35-30 (21-26); 7. 33-29 (20-25); 8. 30-24 (12-17); 9. 38-33 (17-21); 10. 43-38 (7-12); 11. 35-29 (12-17); 12. 28-19 (14-23); 13. 38-33 (17-21); 14. 40-43 (7-12), etc. [docteur E. Tser-Koolj, Den Bosch, octobre 1985]. C'était un exemple de traitement homéopathique d'un débat par ces deux maîtres, classés maîtres du niveau national. e) Rien ne nous pour développer, dans cette position, Fd6 gauche.

par 32-28 (23-32); 37-30 (26-37); 41-37. f) Une combinaison au sept temps, à variantes. Cette combinaison repose sur l'absence de formation des Blancs en précaution comme un baldaquin; ouvrage (les trois pions à 23, 24 et 25) soutenu par des colonnes (pions à 33, 38 et 39 et pions à 34 et 40) et couramment l'ensemble de l'échiquier compréhensible, par son enchevêtrement imposant, à un trépas. g) Cet échec définitivement nullement l'intention d'un proche et prudent repli. h) Pour perdre des temps donc. i) Baljakin imprime un puissant rythme en jouant un pion taquin à 24. j) Un jeu en deux coups encore, où le maître soviétique s'exécute à merveille les mouvements de repli. k) En voici une nouvelle illustration. l) Très calmement, le GMI Baljakin. m) Baljakin commence une belle intention offensive, car si : 34. 37-31 (21-27); 35. 32-21 (16-27); 36. 31-22 (18-27), plus facile qui rendraient la situation des Blancs. n) Cet enchevêtrement par la formation du trépas (pions à 15, 20, 25) fragilisent, à ce stade avancé de la partie, la position des Blancs, soumis à une rude pression sur leur aile droite. o) Cette avancée constitue le meilleur remède. p) Les Noirs rompent d'eux-mêmes l'équilibre. q) Dès lors, les Blancs, revenant à la charge, dominent imperméablement le centre.

mots croisés

N° 446

Grille de mots croisés avec les lettres déjà placées.

I. Vous, forcément vous. - II. Présent vous temps. Ni brillant ni solide. - III. La poste soit d'elles, dit-il. - IV. Campagnarde il une autre époque. - V. On à la porte, ou dans la poche. Lems moteurs phénotypé le fécologisme. - VI. Pour une liaison. Fit des zérocenta. En un sens, c'est un sensu gloune. - VII. Finissant par un fatigant. Tressaie Paris. - VIII. Commencent une éducation. En route. - IX. Conjonction. On y suez concelle. Fait avancer la machine. - X. Ils sont parfois très douloureux.

1. Outre-Rhin. - 2. Tout à fait inacceptable. - 3. Se fait. Nois. - 4. Domez du brillant. Dème. - 5. C'est la bonne voie. - 6. Il est un sens, de d'elles de la fin. - 7. Dans le temps. S'écolent par un rien de temps. - 8. Enlevait tout relief. Direction. - 9. Participe des deux. L'oublié-à pour Paris? - 10. Un peu de précédent. Le début de la question. - 11. Sevait. Réservé à l'animal. - 12. N'importe quelle. Chaleur animale. - 13. Besoigne trop fortes.

anacrosés

N° 446

1. AAEILNY. - 2. AAEILNY. - 3. AEMNPT. - 4. ADEIOR (+1). - 5. EEOFRSTU (+1). - 6. ABBGFRS (+2). - 7. ACBOINT. - 8. AAEILORV. - 9. BCEGIR. - 10. ACEILOV (+2). - 11. AEGNPT. - 12. ADEGNOS (+1). - 13. BIELRTZ. - 14. BEGIRRSU. - 15. ACERINT (+6). - 16. ABBRS (+1). 17. AACFIN. - 18. AACGR (+1). - 19. CHINOOV. - 20. DEEILPU. - 21. AEDINS (+1). - 22. EEDNPNFS. - 23. ADOOET. - 24. BEEILNS. - 25. AEESS (+2). - 26. AEINRUV (+1). - 27. ADEILR (+1). - 28. AAD-TRUS. - 29. ABERPT (+2). - 30. ABEELIL. - 31. ABEFRS (+1). - 32. BEGIRS (+3).

SOLUTION DU N° 446 Diagramme de mots croisés et solutions.

1. INCISIVE. - 2. DOUITAT. - 3. RESSAIE. - 4. CASUISTE (ECUISSAT CUITASSE). - 5. MATRICE (CREMAIT). - 6. ARDILLON. - 7. TRIAGE (REAGIT, ETC.). - 8. MIBLLEUX. - 9. GIBLET, fort pour percer les barrières. - 10. BOUTOIRS. - 11. ENNEADES, ensemble de neuf. - 12. TEMPETA. - 13. DIVALENT (VALIDENT). - 14. AUTARCIE (ACTUAIRE). - 15. MOUFLET. - 16. THAIS (ATTISE TESTAI). - 17. CALAMINA. - 18. ORIFICE. - 19. CUSPIDE (CUPIDES). - 20. DESAVEU. - 21. SPIRILLE, bactérie allongée en spirale. - 22. BOULOT. - 23. ZOSTERE, microcystidées sous-marine. - 24. TELGOUOU (DESERTAS ESTADDES). - 25. ANKITE (ENTIER NITRE RETINE TERNE). - 26. REMUAT (NATURE MUTERA). - 27. USU-RAIRE. - 28. SAPERA (SEPARA). - 29. TANIJAIS (SATINAI). - 30. CRETOIS (COTIERS COTTIER). - 31. TELEKERA.

omni

Commencez une vie bien rangée avec 450^F seulement.



450^F

ROSSEL
Armoire penderie avec portes coulissantes, aggloméré revêtu décor blanc, des panneaux de particules, L.80 - P.60 - H.180.

On en connaît des qui tassent, qui entassent, qui rament dans le pagailleux. Qui n'ont plus rien à en dire parce qu'elles ne savent plus où elles l'ont mis... Ça vous amuse? On voit bien que vous n'avez jamais passé quelques heures étroitement enlacé à un aspirateur dans un placard de 0,40 m de côté...

Ah, avec IKEA c'est autre chose! Avec IKEA, on a des rangements hauts, larges, profonds, confortables. Avec des tas d'étagères réglables pour faciliter la vie des petits et des grands. Avec des penderies qui sont des vraies surfaces habitables, où tout tient à l'aise, pas serré, pas plié, pas chiffonné. Et tout ça à des prix où on se sent à l'aise dans chaque élément. D'autant plus qu'on peut faire ce qu'on veut: choisir des matériaux laqués ou bois, choisir les compositions d'angles ou droites possibles, imaginer, en haut comme en bas, incorporer des tiroirs là où il faut, des glaces là où c'est beau, des accessoires furtifs là où on en a besoin. Et touche finale, choisir les poignées de la forme et de la couleur de son choix.

En plus, les rangements avec IKEA, c'est tellement facile à monter qu'on trouve toujours un ou deux fiancés pour les installer dans la journée. Après tout, eux aussi apprécieront peut-être un jour d'avoir une vie bien rangée...



Ils sont fous ces Suédois

Prix valable jusqu'au 8 mars inclus, dans la limite des stocks disponibles.

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOBOUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48 63 20 25 - MAR. 11-20 H - MER. JEU. VEN. 11-22 H - SAM. ET DIM. 10-30 H - FERME LE LUNDI RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA EVERY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOBOUTE DU SUD SORTIE EVERY LISSES MENECY TEL. (1) 47 55 55 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-30 H. DIM. 10-19 H RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA LYON: CTR. CIAL DU GRAND VIRE VAUX EN VELIN TEL. 78 79 25 25 - **IKEA VITROLLES:** RN 10 QUARTIER I VITROLLES TEL. 42 83 96 16 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

حسبنا من الاصل

سكنا من الاجل

Culture

EXPOSITIONS

Matisse à l'Ecole supérieure des beaux-arts de Paris

(Suite de la première page.)
Disons tout de suite que si l'on veut saisir les étapes du tableau que Matisse avait pris soin de photographier lui-même, mieux vaut se reporter au livre de Lydia Delectorskaya récemment publié (1), où ils figurent au moins dans l'ordre de leur création et où l'on voit admirablement le processus créateur et simplificateur, les repentirs et les reprises jusqu'à ce que l'équilibre soit trouvé.

Mais revenons à notre premier agrément de regard, en carton-pâte ou quelque chose d'équivalent, d'un accompagnement sommaire, pot-pourri d'ET. On y trouve quelques œuvres de maîtres hollywoodiens, de papier argent, d'un puits de lumière, d'un point de vue sur la Seine, et qui finit tout de même, après maints détours, par déboucher sur l'exposition, où cette fois les cimaises gris clair et beige, réparties sur deux niveaux, sont de coupe assez sobre.

Une qualité de Jacqueline et Maurice Guillaud, déjà remarquée, quitte à faire hurler les gens du musée, c'est de savoir décrocher les prêts. On l'avait déjà vu avec les expositions Hokusai ou Goya, au centre du Marais. Sans ce rapport à la ville, pas failli non plus : plus de quatre cents numéros, soit la moitié de tout l'œuvre gravé (huit cent vingt-neuf au catalogue raisonné établi par M. G. Duthuit, en 1983), dont les trois quarts viennent de la Bibliothèque nationale et le reste du fonds Doucet, du Victoria and Albert Museum, et même du musée de Baltimore qui, avec la collection Cone, possède un des plus grands ensembles d'œuvres de Matisse.

La concision de la ligne

Cette abondance ou bien elle n'est suffisante pour créer un grand événement ? Matisse disait : « Ce n'est pas la quantité qui compte, mais le choix, l'organisation. » Cela veut aussi pour une exposition. Et il faut bien admettre que celle-ci n'est pas tout à fait satisfaisante : on s'y perd faute de repères objectifs.

Tant et tant d'œuvres remarquables n'auraient certainement rien perdu de leur pouvoir en étant assemblées avec plus de rigueur et de modestie. Car enfin, Matisse n'a pas besoin d'être entouré de tout ce bazar pour que ses blancs et ses noirs vibrent, pour qu'on apprécie la formidable concision de sa ligne encore plus épurée dans les gravures que dans les dessins. Technique oblige, et c'est bien pour cela qu'il y a recours, comme pour réaccorder, comme son trait, comme le fait le musicien qu'il est avec lui-même, à son violon, pour en tirer des sons justes et un maximum d'expressivité en un minimum de gestes. Les contours jamais repris, ni effacés ni dédoublés, pour définir en quelques traits un visage éclatant, la feuille, ou un corps féminin, son terrain privilégié : nu, assis, allongé, détendu, assoupi, dormant, torse, recroquevillé, de face, de dos, de trois quarts, renversé, accoudé, bras par-dessus la tête, jambes croisées...

Habillé parfois, dans les lithographies des années 20, quand Matisse poursuit une double approche du modèle : par le trait qu'il pousse parfois sans complaisance presque jusqu'à la caricature ou jusqu'au signe calligraphique (les *Danseuses*) ; par le modelé dans la *Grande Odalisque à la culotte bayadère* (1925) ou des sommets de son œuvre graphique, de son œuvre tout court.

C'est à partir de 1930 que Matisse s'est intéressé au livre illustré, au plus précisément, comme il l'a expliqué, à la recherche d'équivalents plastiques. L'exposition n'écarte pas cet aspect de l'œuvre gravé, qui peut-être celui de l'artiste est le plus radicalement inventif, réussissant ce que d'autres n'ont pu que regarder sur la page blanche qui reste blanche malgré le trait, en contrepoint de la page de texte. Un échantillonnage d'exemples tirés pour accompagner les poésies de Mallarmé, l'*Ulysse* de Joyce,

Visages, de Reverdy, les *Fleurs du mal*, de Rouveyre, les *Œuvres de la religieuse portugaise*, de Ronsard ou Charles d'Orléans, conclut le parcours supérieur. Il faut ensuite que l'on reprenne la route qui descend à la « mine noire » où sont rassemblés monotypes et linogravures, ultime étape avant le bouquet final : les célèbres planches de Jazz, leur grande joie.

Un grand livre-catalogue accompagne l'exposition. C'est un super-album d'images qui réunit peintures et gravures, où l'on sera là où l'on n'est pas, de quelques parts pris aberrants de mise en page, et de la typographie variable des citations de Matisse qui l'accompagne. On y trouve aussi la carte de Susan Lambert et Brenda Richardson à propos de la collection Cone. Il est à 470 F dans l'exposition et 950 F chez les libraires dans une version de luxe reliée en toile. Il n'est pas bien bon, et pas plus que l'exposition, n'apporte une contribution nouvelle à la lecture de Matisse, comme on serait en droit de l'attendre. Pour cela mieux vaudrait offrir les petits catalogues soignés du musée Matisse de Nice et Xavier Girard, à l'occasion d'expositions, ou des aspects particuliers de l'œuvre ou bien le livre de Jean Guichard-Melli qui vient de paraître chez Somogy (120 F). Ou encore, si on ne peut aller, se procurer le catalogue de l'exposition que la National Gallery de Washington consacre à sa période nippone (1916-1930). C'est une exposition remarquablement faite, qui comporte quantité de tableaux venus des collections américaines et qu'on n'a jamais vus en France. D'où il ressort que l'artiste, alors, n'a rien de l'image qu'on lui prête habituellement, coïlant des jours heureux en poi-



« Grande Odalisque à la culotte bayadère », 1925.

gnant ses odalisques. Celles-ci d'ailleurs ne sont pas l'essentiel de ses sujets. On voit le peintre en crise, instable, remettant en question ses conquêtes d'avant-guerre, identifiant à son tour son chaos de couleurs à son corps le souffle, et de lumière, dans des chambres d'ami et d'ateliers surchargés de tentures, de tapis, de coussins, de nappes chamarrées. On les portes, les fenêtres et le miroir ovale dans un espace d'une complexité folle, dans une atmosphère lourde de sensualité et de désirs insaisissables (2).

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Matisse, le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, quai Malaquais, jusqu'au 10 mai.

(1) *L'Apprentissage Facilité*, Henri Matisse, peintures de 1935-1939. Présentation d'Isabelle Monod-Fontaine. Adrien Maugé éditeur.

(2) *Henri Matisse : The Early Years in Nice, National Gallery of Art, Washington, jusqu'au 29 mars. Présentation de Dominique Fourcade.*

Jean Nouvel à l'IFA

Vidéo ou cinéma ?

Inviter cinquante personnalités à banqueter pour baptiser une exposition, elle est l'initiative légèrement égoïste - mais efficace - de Jean Nouvel.

Jean Nouvel est partout. Dans les journaux (d'architecture), les revues (de mode), les réceptions, les conversations et quelquefois même dans les télévisions. La dernière réception, un déjeuner-débat à l'Institut français d'architecture, nourri mais sobre sur le mode indien, conversation légèrement safranée, résumait justement cinquante personnalités de l'architecture et quelques observateurs à l'occasion de l'ouverture de l'exposition qui lui est consacrée. Un déjeuner-débat, essentiellement animé par le « fan-club de Jean Nouvel », groupuscule composé d'intellectuels tour à tour chics et benêts, sympathiques comme tout ce qui est contemporain.

Jean Nouvel ne faisait des cheveux à l'idée que tout un chacun, architectes ou homme du peuple, puisse ne pas comprendre son œuvre construite dans toute sa richesse, son mouvement, son expressivité. Aussi, pour cette exposition, a-t-il décidé d'avoir recours non à de vulgaires images fixes, ces photographies assorties de dessins, de plans, coupes et axonométries, qui souvent, il est vrai, nous cassent la tête, mais à la vidéo. L'exposition consiste donc en une longue série de vingt-quatre moniteurs de petit format, peu habituels, reliés en batterie et placés comme des grilles, sur de hautes pieds tubulaires. L'ensemble baigne dans une lumière blanche. C'est ainsi que le rayon télé-vidéo d'un magasin FNAC.

Les films sont plutôt de bonne qualité et d'heureuses formes. Seulement voilà : si l'avantage du film est peut-être une mobilité qui donne l'illusion de la troisième dimension, son inconvénient est sa durée et sa mobilité même. Nous avions pris en effet l'habitude de croire qu'une exposition se visite au rythme de chaque découverte et que l'on peut ainsi se procurer deux ou trois pièces expressives. Ils ont été très peu, à partir des années 70, et c'est avec trop de précautions, si bien que leurs travaux ne respirent pas, ou pas encore, la liberté.

Il faut encore à Lewitt toute une algèbre pour qu'il s'excuse de couvrir un mur - car ce n'est point de la peinture qu'il fait mais la démonstration d'une combinatoire fondée sur quatre tons qu'il mélange tour à tour. Il faut encore à Skoda se passer de socle, se passer de bronze, se passer de la figure ; sinon, il manquerait au devoir de pureté. Serait-ce si grave ? Ce serait en tout cas le moyen d'égarer davantage le visiteur, car il faut convenir que ni les pseudo-frises de Lewitt ni les masses de Skoda ne peuvent le retenir longuement.

Le cas de Dan Graham serait plutôt celui d'un romancier rencontré ; rentré parce qu'il n'écrit pas, ne filme pas autant qu'on le souhaite et invente des dispositifs de voyeurisme qui feraient merveille sur le théâtre. Dans une chambre, il place une télévision ; sur l'écran, les spectateurs se regardent et regardent. Ils prennent des poses, ils jouent les indifférents, les coquets, les pâtres ou les intellectuels, ils jouent - on peut assister au spectacle, à l'abri d'une glace. On imagine qu'un tel piège à comédiens improvisés aurait ravi ce psychologue de Proust qui ne sait dire que : « J'observe ». Graham observe aussi, à travers ses cubes transparents, et songe, insouciant à l'appât, à remplacer par des vitres les murs dans les banlieues américaines.

Le spectacle serait réjouissant - photographique. Le rêve ayant peu de chances de s'accomplir, il faudrait à Graham des acteurs pour peupler son zoo humain. Et un autre espace pour s'ébattre que celui d'une galerie ou d'un musée : l'espace d'un studio de cinéma. Reste à trouver un producteur pour permettre à ce délicieux sadique de donner toute sa mesure.

PHILIPPE DAGEN.

* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 19 avril.




présentent

L'AMOUR DE LA MUSIQUE ENREGISTRÉE

Deux journées "d'auditions commentées",
Avec un programme musical de disques compact classiques et Jazz, sur les enceintes de vos rêves :
ALLISON, B & W, CABASSE, DITTON-CELESTION, ELIPSON, JBL, JM LAB, KEF, LUXMAN, MAGNAT, YAMAHA.
présenté par le Monde de la Musique.

**Le Lundi 2 Mars de 15 h à 17 h
et Mardi 3 Mars de 11 h à 19 h**

Un grand débat / Rencontre
avec les plus grands fabricants d'enceintes.

Le Lundi 2 Mars à 17 h 30

Auditorium de Fnac Forum - 1 à 7, rue Pierre Lescot - Paris 1^{er} niveau

Lewitt, Graham et Skoda à l'Arc

Comment en finir avec le modernisme ?

L'un peint, le second sculpte, le troisième bricole. Ils sortent du minimal et du conceptuel, mais leur libération est difficile.

Drôle de trio : un minimaliste américain éprouvé de peinture murale, un sculpteur pragois forgeron en force des boules d'acier et un second américain, vidéaste et à demi metteur en scène ayant une horreur visible de tout matériau. Le premier, le star Sol Lewitt, a fait exister par deux équipes d'assistants une immense frise de pyramides tronquées. Le second a posé par terre par ordre de taille croissante une série de sphères brunes : c'est Vladimir Skoda. Le troisième, Dan Graham, rempli de vitres, des miroirs sans tain, une caméra et une télévision. Rien ne les rapproche. Peut-être aurait-il mieux valu, quitte à se passer des commodités de l'exposition personnelle, les rassembler et les marier, fût-ce contre nature.

Ce rapprochement contre nature, car il n'est pas dit qu'avec ses défauts, son ascétisme un peu lassant et ses partis pris de froileur, cette exposition de l'Arc ne soit pas une des plus révélatrices que l'on ait vues dans ces lieux voués aux modes et à leur enregistrement le plus prompt. La logique du modernisme abstrait, cette belle logique qui doit mener le raisonnement de l'abstraction au minimalisme puis au conceptuel, cette orthodoxie apparaît clairement pour ce qu'elle vaut : une contrainte tyrannique, une règle pénible dont les premiers zélés cherchent désormais à se débarrasser. Mais la loi se défend et leur colle à la peau.

Le peintre et le sculpteur, Lewitt et Skoda, ont comme, qu'on le sçait les singularités de l'un et de l'autre, un destin presque semblable. Ils ont tous deux, dans un grand mouvement de sacrifice, professé que l'art devait se réduire à ses fondamentaux, au cube original, sinon au diagramme de ce cube. Lewitt le dessinait ou le matérialisait en maquettes peintes de blanc ; Skoda lui donnait plus de poids, mais guère plus de qualité. La mode aidant, et l'air du temps, l'air minimal, ils s'en sont longtemps tenus à ces déclinaisons d'éléments premiers.

Le spectacle serait réjouissant - photographique. Le rêve ayant peu de chances de s'accomplir, il faudrait à Graham des acteurs pour peupler son zoo humain. Et un autre espace pour s'ébattre que celui d'une galerie ou d'un musée : l'espace d'un studio de cinéma. Reste à trouver un producteur pour permettre à ce délicieux sadique de donner toute sa mesure.

PHILIPPE DAGEN.

* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 19 avril.

Culture

CINÉMA

« Grand Guignol », de Jean Marbeuf

De l'ennui des gens sympathiques

Les coulisses du Grand Guignol, les tracages de l'épouvante. Les difficultés privées des artistes ça pourrait être drôle si c'était moins complaisant.

Baptiste (Guy Marchand) est un metteur en scène de théâtre qui ne peut écrire ses dialogues qu'en faisant l'amour...

Il traîne sa déprime de crocoïdisme en écartèlement, la petite troupe de comédiens fuchés qui vivent et travaillent dans un bizarre hôtel...

THÉÂTRE

« Vera Baxter », de Marguerite Duras

Les souvenirs parallèles

Dans le monde de Marguerite Duras ou rien n'est jamais tout à fait certain, deux femmes et l'incandescence de la vérité.

D'abord, c'est un nom : Vera Baxter, nom d'une absente, qui court une convention pleine de mystères entre un jeune homme (Jean-Loup Wolf) et une femme (Laurence Roy)...

Peut-être en devient-il amoureux. Dans le monde de Marguerite Duras, rien n'est jamais tout à fait certain. Dans les décors sobres et nécessaires de Nathalie Holt...

peut que parler du passé. Elle rassemble des souvenirs et les offre à l'inconnu, appelle les siens, comme si elle voulait, en l'intégrant à son passé, modifier le présent...

Incroyable, la tension qui s'installe entre Laurence Roy et Martine Pascal, au mois de mai, des années d'attente, de souffrances, d'attente au malheur se succèdent dans un silence qu'elles passent ensemble...

COLETTE GODARD. Au Théâtre 14.

La CNCL publie les autorisations des cinquième et sixième chaînes

La charte des télévisions privées

Obligations générales, engagements volontaires et particuliers : les textes des décisions d'autorisation des cinquième et sixième chaînes sont longs et détaillés. Pas moins de 36 articles pour la cinquième et 43 pour la sixième.

Le texte précise également quelques règles concernant la diffusion des enregistrements d'émissions, le langage et la francophonie.

La Cinq

Diffusion : 19 heures de programmes par jour au minimum. Programmes : 300 heures de fiction et de documentaires originaux français.

Diffusion : 6 minutes par heure en moyenne la première année. Production audiovisuelle : 15% minimum du chiffre d'affaires annuel.

Production de dessins animés français : 10% minimum des dépenses de production (5 millions de francs la première année).

A la rédaction en chef de FR 3 Corse

M. Rambeau remplace M. Sanguinetti

La direction de FR 3 vient de désigner un successeur à M. Sanguinetti, « malade » à la fin de la semaine dernière. Il s'agit de M. Yves Rambeau, actuellement journaliste au magazine hebdomadaire de Radio-France outre-mer...

Malgré la pression des syndicats, la direction de FR 3 a refusé de surseoir à la mutation de M. Sanguinetti, justifiée, selon elle, par une nécessaire « mobilité des personnels ».

Communication

Pour apaiser les défenseurs de la télévision musicale

M. François Léotard envisage une septième chaîne

« Il y a plus en France pour une septième chaîne musicale. C'est ce que déclare M. François Léotard en tant que ministre de la Culture le mercredi 23 février, devant les représentants du Syndicat de liaison interprofessionnel de la musique (BLIM).

Le ministre de la culture et de la communication n'est pas le seul membre de la majorité à avoir implicitement le choix de la Commission nationale de la communication et des libertés.

Antenne 2 renouvelle sa grille du matin

« Écoutez Antenne 2 le matin, c'est encore mieux que la radio parce qu'il y a de l'image ! » Le slogan choisi pour lancer la nouvelle formule de Télématin (la tranche matinale de 6 h 45 à 9 h sur A 2) dit bien sûr que le terrain de la chaîne publique « référence » est celui de la bataille.

La nouvelle grille, qui sera mise en œuvre à partir du lundi 2 mars, sera à partir du lundi 2 mars.

républicain, a écrit à la CNCL pour lui demander « favoriser les septième chaînes musicales ». C'est ce qu'a déclaré M. François Léotard en tant que ministre de la Culture le mercredi 23 février.

« Annonce d'une manifestation spontanée de jeunes télespectateurs, samedi 28 février, à 18 heures, contre le siège de la 6 et celui de la CNCL - à laquelle se rallieront les membres de soutien de Radio 7 ainsi que le mouvement Allongé Idées et celui de la majorité BLIM et à laquelle M. Léotard s'en est ouvert aux responsables du BLIM et à ceux qui ont l'objet d'une récupération politique ».

La reprise de TF 1

« Hachette précise son projet devant une délégation du comité d'entreprise ». Hachette, qui avait éprouvé des difficultés à boucler son dossier de la date limite de dépôt des candidatures, s'efforce actuellement de préciser son tour de table financier.

La presse écrite entre bien à hauteur de 3 % dans le capital (le Monde du 23 février). Les participations sont « effectives » avec la SET-Press (trente-cinq titres), la Monnaie, le Paris-Midi et Nice-Matin.

« Ce qui est de la stratégie que compte adopter Hachette en matière de publicité, ses représentants ont indiqué que le groupe était « très peu favorable » au parrainage.

« La délégation du comité d'entreprise a pris bonne note des promesses qui lui ont été faites au sujet du maintien de l'emploi et de la volonté de continuité exprimée par Hachette.

« Le système de gestion prévu par le groupe est « très peu favorable » économiquement ».

ANITA RIND.

Théâtre TRISTAN BERNARD. DOMINIQUE BLANCHAR, JEAN-PIERRE BACRI, ROLAND BLANCHE. L'anniversaire. Mise en scène JEAN MICHEL RIBES.

SALLE PLEYEL VENDREDI 6 MARS 20H30. DANIEL BARENBOÏM, direction. LEON FLEISHER, piano. BRITTEN : DIVERSIONS POUR PIANO (MAIN GAUCHE) ET ORCHESTRE. RAVEL : CONCERTO POUR LA MAIN GAUCHE SCHUMANN : SYMPHONIE N°4.

Handwritten signature or text in a box.

هكذا من الاصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX VERA BAXTER, Théâtre Jou-Mario-Sarrazin (45-45-97-77), 20 h 45.

LES SALLES SUBVENTIONNÉES CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre, 20 h 15: Montage de Figaro; Glézier, 20 h 30: Les Danaïdes.

LES AUTRES SALLES AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 30: L'opéra.

ANTOINE (42-09-77-71), 20 h 30: Héroïde et Hélios; 21 h: Les Danaïdes.

ARTISTE-ATREVAINS (43-55-27-10), 21 h: Cécilia et le roi; 22 h: Les Danaïdes.

ARTS-HERBERTOT (43-87-23-23), 21 h: Adorable Julia.

ASTELLE THÉÂTRE (43-38-35-53), 21 h: Mon loup.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h: Les Danaïdes.

BOUFFES PARISIENS (43-96-40-04), 20 h 30: Les Danaïdes.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

Vendredi 27 février MAGNETIC TERRACE (43-36-36-44), 21 h: L. Corryell, M. Viana, J. Van Thof.

LES CONCERTS Grand Halle de la Ville, 20 h 30: Orchestre national de France.

CINÉMA Les films proposés (C) sont interdits aux moins de 16 ans.

LA CINÉMATHEQUE CHAILLOT (47-44-34-34) 16 h: L'Occident, de H. Frenay; 17 h: L'Affaire Mattel.

LES EXCLUSIVITÉS LES ADOULEUX MATIÈRES (Sor. v.a.): Épis de Bois, 5 (43-37-37-47); Cannes, 6 (45-44-28-80).

LA DANSE (Voir théâtre subventionnés) BASTILLE (43-37-42-14), 21 h: Châli Sain.

DERNIERE SAMEDI 28 La Tempête CARTOUCHERIE LDC 43 23 36 36 ET FNAC

LES MAINS SALES de Jean-Paul Sartre Mise en scène: Pierre-Edouard Blyzmann

MAQUETS (Fr.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-43-93); Cinq-Banbourg, 3 (42-71-52-36); 14-Juillet Odéon, 4 (43-25-59-83); Paganini, 5 (47-05-12-13); Ambassade, 6 (43-59-19-08); Biarritz, 7 (45-63-20-40); Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-47-35-43); François, 9 (47-70-33-87); 14-Juillet Bastille, 10 (43-57-90-45); Nation, 11 (43-43-04-67); Fauriel, 12 (43-31-56-86); Miramar, 13 (43-71-89-52); Gannont-Alain, 14 (43-27-84-50); Gannont-Parnasse, 15 (43-35-86-40); Gannont-Convention, 16 (43-28-42-27); 14-Juillet Boulogne, 17 (45-75-79-79); Maillot, 18 (47-48-05-05); Puch-Clichy, 19 (45-22-46-01).

LA MESSIE EST VINE (L. v.a.): Racine Odéon, 4 (43-26-15-88); Gannont Parnasse, 15 (43-35-86-40); LE MIRAUCLE (Fr.): Forum 1 (43-25-52-74); 14-Juillet, 2 (43-25-52-74); UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94); Miramar, 13 (45-74-94-94); Clichy, 19 (45-22-46-01); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-04-67); Galaxie, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelins, 15 (45-22-46-01); P.M. St-Jacques, 15 (45-89-68-42); 7-Parsons, 16 (43-20-32-20); Miramar, 13 (45-74-94-94); 14-Juillet Boulogne, 17 (45-75-79-79); Gannont-Alain, 14 (43-27-84-50); Puch-Clichy, 19 (45-22-46-01).

LA MOULIN (L. v.a.): Forum Horizon, 1 (43-25-52-74); 14-Juillet, 2 (43-25-52-74); UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94); Miramar, 13 (45-74-94-94); Clichy, 19 (45-22-46-01); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-04-67); Galaxie, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelins, 15 (45-22-46-01); P.M. St-Jacques, 15 (45-89-68-42); 7-Parsons, 16 (43-20-32-20); Miramar, 13 (45-74-94-94); 14-Juillet Boulogne, 17 (45-75-79-79); Gannont-Alain, 14 (43-27-84-50); Puch-Clichy, 19 (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX. Film polémique d'A. Wajda. V.a.: Gannont-Halles, 11 (42-97-49-70); Gannont-Opéra, 12 (43-25-59-83); Champ-Palace, 13 (43-25-59-83); 14-Juillet-Odéon, 14 (43-25-59-83); 14-Juillet-Parsons, 15 (43-25-59-83); Gannont-Parnasse, 16 (43-25-59-83); 14-Juillet-Bastille, 17 (43-25-59-83); Gannont-Convention, 18 (43-25-59-83); 14-Juillet-Boulogne, 19 (43-25-59-83).

PARIS EN VISITES DIMANCHE 1 MARS «Une heure au Père-Lachaise», 10 heures - 11 h 30, entrée boulevard de la Chapelle, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

«L'art grec à travers les sculptures du Louvre», porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Ch. Merle).

«La Comtesse», 14 h 45, 1, quai de Tiliage et «L'Inferno», à l'Élysée, 15 h 15, 23, quai Conti (A.N.C.).

«L'Opéra et ses souterrains», 14 heures, hall d'entrée, ou 15 heures, devant l'Opéra.

LE MARCHÉ AUX AFFAIRES

Samartia

SENE CHAINE

SENE CHAINE

SENE CHAINE

SENE CHAINE

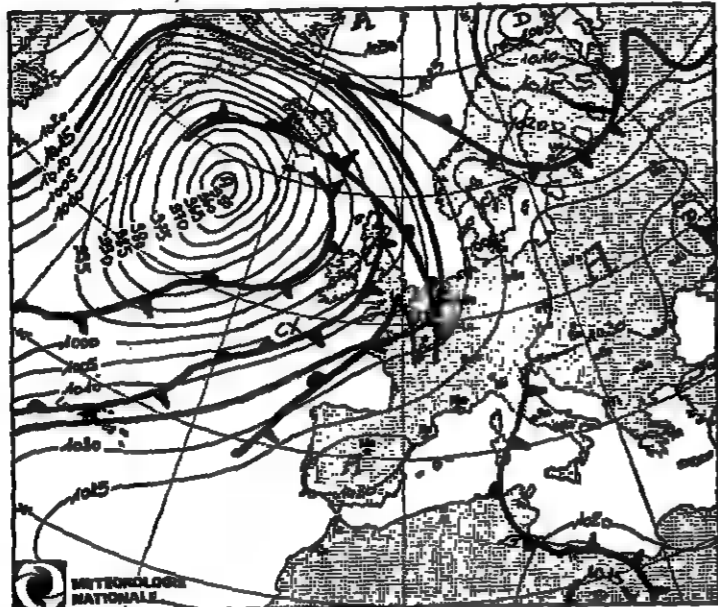
صكنا من الاجل

Informations « services »

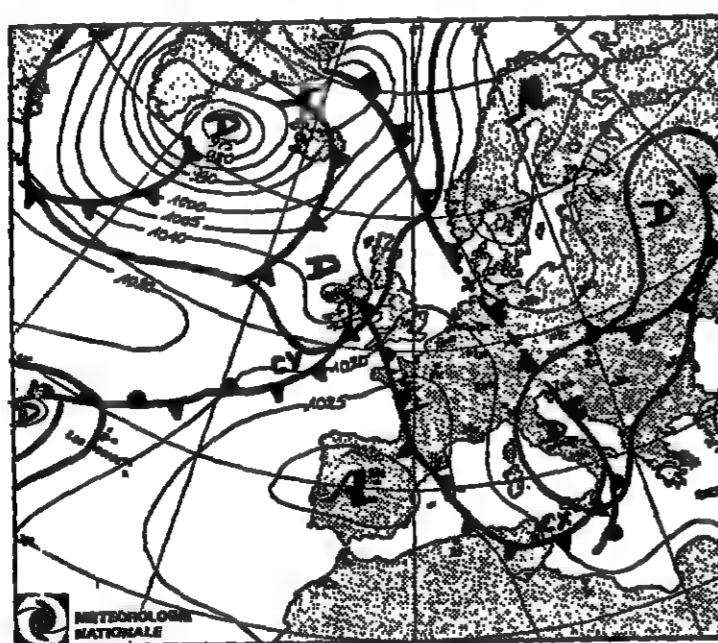
MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 27 février à 6 heures et le dimanche 1er mars à 24 heures. La circulation zonale qui s'est établie apporte sur le pays des masses d'air humides et doux avec le passage de perturbations pluvieuses.

SITUATION LE 27 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1er MARS A 0 HEURE TU



Map of France with weather symbols and a legend (LEGENDE) for various weather conditions like snow, rain, and sun.

Table with columns for regions (FRANCE, ÉTRANGER) and rows for cities (PARIS, LYON, etc.) showing temperature ranges and observed values for Feb 28-29, 1987.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement aux 25 et 26 février 1987. Elles sont mesurées par l'Association des météorologues amateurs de France (AMAF)...

ALPES DU SUD: Allos-Sceignes: 60-110; Annon: 80-130; Beuil: 60-70; La Colombe-Val-de-Breil: 40-80; Font-Audoubert: 140-180; Montgenèvre: 80-120; Orcières-Merlette: 30-50; Les Orres: 40-100; Pra-Loup: 50-80; Risoul: 80-150; Valberg: 70-80; Vars: 50-65.

ALPES DU NORD: Grand-Serre: 65-110; Aurois-Genève: 80-95; Annon: 80-120; Chantonnay: 90-100; L'Isère-Viviers: 60-80; Le Collet-Aubert: 110-150; La Ferrière: 80-120; Les Sept-Laux: 50-110; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 25-100; Villard-de-Lans-Corrençon: 70-120.

MASSIF CENTRAL: Le Mont-Dore: 30-70; Super-Besse: 20-70; Super-Lioran: 20-30. JURA: Métabief: 40-110; Les Rousses: 70-100. VOSGES: Le Bonhomme: 30-50; La Besse: 40-60; Gérardmer: 35-70; Ventron: 30-50.

Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION logo and contact information.

PHILATÉLIE

Trois « premiers jours » provinciaux

Le lundi 9 mars, trois timbres vont être mis en service: d'une part, deux commémoratifs, Redon et Thiers; d'autre part, le timbre-annonce de l'exposition Philéfrance 89. Tous trois ont un point commun, leur « premier jour » sera lieu en province.

REDON. - En 832, le moine Convoyon fonda un ermitage au sommet d'une modeste colline dominant le confluent de la Vilaine et de l'Oust. Peu après, les Vikings attaquèrent le bâtiment, qui fut détruit.

THIERS. - C'est à Thiers que naquit en 1799 le héros de la guerre de 1870, le général Louis Desaix. Le 18 mars, à 18 heures, un bureau de poste temporaire ouvert en collège Saint-Sauveur, ville municipale n° 4; le 7 mars, à 12 heures, un bureau de poste de Redon.

PHILÉFRANCE 89. - L'exposition philatélique internationale Philéfrance 89, qui se tiendra à la porte de Versailles à Paris du 7 au 17 juillet 1989, sera annoncée par un tirage spécial du timbre d'usage courant à 2,20 F rouge en type Liberté gravé par Gandon, jumelé à une vignette sans valeur représentant le logotype de l'exposition.

LIBERTÉ. - Des compagnons thiersois du Bernard l'Hérault rapportèrent des croisées en Terre Sainte les secrets de la fabrication qui permettent d'être transformés en fer en acier. Thiers acquit ainsi une solide réputation dans l'art de la coutellerie. Le timbre représente une étape essentielle de la fabrication d'un couteau, l'émouillage, dans lequel l'ouvrier coutelier doit faire preuve de tout son talent afin que le tranchant ne montre ni trop ni trop peu de fil.

Le timbre, d'une valeur faciale de 1,90 F, au format vertical de 26 x 40 mm, est dessiné et gravé en taille-douce par Jacques Gauthier (n° PTT 1987-10). Il est tiré en feuilles de cinquante.

Le timbre, d'une valeur faciale de 2,20 F, au format horizontal de 40 x 26 mm, est dessiné et gravé en taille-douce par Jacques Gauthier (n° PTT 1987-10). Il est tiré en feuilles de cinquante.

Liberté réalisée par la réduction de la valeur faciale des timbres. 24, rue Chanchaux, 75009 Paris. Tél.: (1) 47-97-99-88.



taille-douce par Patrick Labint (n° PTT 1987-11). Il est tiré en feuilles de cinquante.

Liberté gravé par Gandon, jumelé à une vignette sans valeur représentant le logotype de l'exposition.



Timbre et vignette de même format seront émis en feuilles de cinquante (n° PTT 1987-12).

Liberté réalisée par la réduction de la valeur faciale des timbres. 24, rue Chanchaux, 75009 Paris. Tél.: (1) 47-97-99-88.

En filigrane

Paris-Dakar. - L'Amicale philatélique dakaroise propose des souvenirs philatéliques sous forme de cartes-maximum représentant le même sujet que le timbre, émis à l'occasion du nouveau Rallye Paris-Dakar. On reconnaît en particulier le visage de Thierry Sabine sur deux des quatre timbres émis par le Sénégal en hommage au créateur du célèbre rallye, utilisé pour la confection des cartes. (Renseignements auprès de l'Amicale philatélique dakaroise, BP 1209, Dakar, Sénégal.)

Uckange, ses Deux Heures de tarot. - Une semaine d'observation sera mise en service à Uckange, le 2 mars, annonçant les deux heures de tarot organisées le 11 avril dans cette même ville. Des souvenirs philatéliques sont disponibles sous forme d'enveloppe et d'entier postal repiqué à premier jour. (Renseignements auprès de M. Mathieu, 3, rue Victor-Hugo, 57270 Uckange.)

Administrations postales étrangères. - Voici la suite de la liste des adresses des administrations postales étrangères: Oman: Ministry of Posts, Telegraphs and Telephones, Directorate General of Posts, P.O. Box 3338, Sultanat d'Oman. Chypre: Philatelic Service, General Post Office, Nicosia, République de Chypre. Danemark: Postog, Postens Frimærkecenter, Vesterbrogade 67, DK-1820, Copenhagen V, Danemark.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 28 février: Héliot Drouot; tapis (salle 4); faïences de porcelaine (salle 8); vins (salle 9). Dimanche 1er mars: Versailles (Palais des Congrès); sièges et meubles des dix-septième et dix-huitième et dix-neuvième siècles.

FOIRES ET SALONS: Arras, Cognac, Lambrville, Ivry-sur-Seine, Chartres.

CIRCULATION

Moins de victimes de la route en janvier. - Malgré une hausse du trafic routier de 4 %, le bilan des accidents de la route a été meilleur au mois de janvier 1987 qu'au mois de janvier 1986, soit 641 tués (- 22,4 %), 15 258 blessés (- 23,8 %) pour 11 022 accidents (- 22,8 %). La direction de la sécurité et de la circulation routière attribue ce bon résultat à la campagne menée à la fin de l'année 1986 en faveur du port de la ceinture de sécurité qui a été, effectivement, mieux respectée en ville comme en zone campagne.

Sciences

L'observation d'une supernova exceptionnelle

La mort fastueuse d'une étoile. Une supernova, gigantesque explosion d'étoile, a été observée, le 23 février, à l'observatoire interaméricain du Cerro Tololo, au nord du Chili. L'événement serait exceptionnel - on observe plusieurs supernovae par an - à cette époque de l'année dans notre galaxie. Elle s'est produite dans le grand nuage de Magellan, une petite galaxie satellite de la nôtre (la Voie lactée) qui n'est qu'à 170 000 années-lumière.

Les supernovae habituellement observées se font dans des galaxies lointaines, à des distances souvent mille fois plus grandes. Il y a eu des supernovae dans notre galaxie, mais la dernière a été observée par Kepler, en 1604, avant l'invention de la lunette astronomique. D'où l'intérêt de cet événement sur lequel vont être dirigés tous les télescopes de l'hémisphère sud, ainsi que des satellites astronomiques.

Une supernova est l'effondrement d'une étoile sur elle-même. Le phénomène se produit en quelques heures, et libère une énergie comparable à celle que le Soleil aura rayonnée pendant les quelque dix milliards d'années que durera son existence. Une étoile est stabilisée par l'équilibre entre les forces de la gravitation, qui tendent à la contracter sur elle-même, et les forces de dilatation dues à l'échauffement du centre de l'étoile par les réactions thermonucléaires qui s'y produisent. Quand le combustible nucléaire est épuisé l'équilibre se rompt; pour des étoiles moyennes, comme le Soleil, un nouveau équilibre s'établit; l'étoile devient une naine blanche. Mais pour des étoiles plus lourdes, ce nouvel état n'existe pas. L'étoile se contracte jusqu'à avoir plus de quelques kilomètres de diamètre, les couches superficielles étant éjectées pour former un gigantesque nuage qui met plusieurs milliers d'années à se disperser.

FNAIM logo and advertisement text: Un fichier de 21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et région parisienne sur minitel. 3615 TAPÉZ LEMONDE puis FNAIM.

AUTOMOBILISME : la préparation de la saison de formule 1

Prost veut gagner français

Alain Prost était à Rio de Janeiro du 21 au 27 février, pour une semaine d'essais avec son coéquipier Stefan Johansson, de l'écurie McLaren-TAG-Porsche, sur le circuit de Jacarepaguá, qui accueillera le 12 avril prochain le premier grand prix de formule 1 de l'année.

Avant cette reprise, nous évoquons avec Alain Prost les perspectives de la nouvelle saison et le devenir de la formule 1, avec l'introduction du moteur turbo en 1989, mais aussi l'avenir personnel du double champion du monde.

RIO-DE-JANEIRO
de notre envoyé spécial

« N'avez-vous pas été traité, à trois-vingt ans, de moteur en train à votre carrière de pilote comblé par deux titres mondiaux, alors que la nouvelle réglementation de la formule 1 risque de bouleverser toutes les données ?

— Une telle décision ne se prend pas sur une seule course. Vis-à-vis de l'opinion, on avait peut-être formulé le souhait de s'arrêter sur un coup comme celui-là, mais pour le pilote ce serait ridicule. Tant que je resterai compétitif et que je saurai en début de saison que je pourrai me battre avec succès pour le titre ou même pour gagner une course, je continuerai. De toute façon, je m'arrêterai en tout cas au moment où je n'accepterai jamais de ne plus être compétitif. Mais, désormais, je peux prendre cette décision d'une année sur l'autre.

Le moteur turbo : une mode

— La perspective de battre le record de victoires de Jacky Stewart (vingt-sept) ou de remporter un troisième titre mondial comme Jimi Hunt (cinq titres au total), Jacky Stewart, Jacky Stewart et Nigel Mansell est-elle une motivation supplémentaire pour continuer ?

— Être à portée de tels records ne me laisse bien sûr pas indifférent. C'est toujours motivant de chercher à aller plus loin ou de faire mieux que ses prédécesseurs. Mais ce n'est pas ce qui m'a fait continuer cette année.

— L'accident de votre ami Jacques Laffite vous a-t-il fait réfléchir ? Pensez-vous souvent à l'accident, voire à la mort ou au volant ?

— On est davantage sensibilisé lorsque l'accident touche un proche. Mais ça ne modifie pas vraiment votre comportement, je pense toujours à l'accident, et je crois que c'est un bien. A partir du moment où vous êtes conscient du danger, vous conduisez mieux. Après mon deuxième titre, je n'ai plus besoin de prendre les risques que j'ai été amené à prendre dans le passé. Mais il reste les risques inhérents à la course automobile, c'est-à-dire la vitesse et la casse mécanique.

— La formule 1 représentant le « met » de la compétition et de la technologie automobile, comment justifiez-vous le retour au moteur atmosphérique ?

— Je n'ai jamais considéré le turbo comme un progrès technologique mais plutôt comme une mode. Il est vrai que le turbo a permis de faire des petits moteurs avec une grande puissance sur des voitures de série. C'était aussi un défi intéressant pour les ingénieurs. Lorsque le moteur turbo Renault est apparu, il y a une dizaine d'années, on disait qu'il ne gagnerait jamais. Or on est passé d'une puissance de 50 ch à 1 200 ou 1 300 ch pour les qualifications. On ne savait plus les puissances que l'on pourrait atteindre.

— Au niveau de la sécurité, on ne maîtrisait plus. Le turbo n'est pas indispensable. Le progrès technique, c'est d'obtenir le meilleur résultat possible dans le cadre d'une réglementation. On peut garder une technologie très avancée en réduisant la puissance ou la vitesse. Cela n'empêchera pas d'avoir de belles courses, et les spectateurs ne feront pas de différence entre les voitures de 800 ou de 1 000 ch.

— La consommation de carburant, toujours limitée à 195 litres par grand prix, restera-t-elle une des données essentielles des courses en 1987 ?

— La limitation de la pression de suralimentation des turbos à 4 bars peut réduire la puissance des moteurs en qualifications, mais avec la McLaren nous n'avons jamais roulé à 4 bars en course et même pas en qualifications. La puissance des moteurs en course devrait donc encore s'accroître l'année prochaine, avec elle la consommation, qui restera un élément-clé. En 1988, le règlement n'autorisera plus que 150 litres et une pression de 2,5 bars. D'après nos calculs, cela devrait permettre une puissance de l'ordre de 700 ch. Le turbo restera peut-être le plus compétitif, car il n'est pas sûr que les moteurs atmosphériques de 3,5 litres atteignent d'emblée cette puissance.

— L'été dernier, alors que les négociations traînaient en longueur avec Porsche pour la poursuite d'une collaboration avec McLaren, vous aviez souhaité qu'un accord puisse intervenir avec Renault. Était-ce une tactique de négociation ou ce souhait représentait-il des arguments techniques ?

— Ce n'était pas une tactique de négociation. L'association avec Porsche ne reposait pas sur des bases techniques, car c'est TAG qui payait le développement du moteur. Jusqu'à ce qu'il ait bien marché, mais il était difficile de continuer à se battre avec Honda dans les mêmes conditions. Porsche a désormais accepté de prendre à sa charge une partie du financement du développement du moteur et de s'y investir plus complètement malgré leur nouveau programme de compétitions aux Etats-Unis sur la formule Indy (Indianapolis). Le passage au moteur atmosphérique devrait également se faire avec Porsche. Nous avons signé un contrat de cinq ans comportant diverses options. Mais, s'ils n'avaient pas changé leur attitude, il était préférable de poursuivre avec un nouveau partenaire qui s'implique complètement, comme Renault.

Le sérieux de Peugeot

— Ce n'était-il pas par sentiment nationaliste ?

— C'est vrai que j'ai une petite revanche à prendre. Gagner un championnat du monde avec Renault serait formidable. A performance égale j'aurais poussé pour le choix de Renault, mais ce qui prime tout c'est de disposer du moteur qui nous permette de gagner.

— John Barnard, l'ingénieur en chef de McLaren, vient de passer chez Ferrari et a été remplacé par Gordon Murray qui reste sur un échec avec Brabham. La nouvelle McLaren sera-t-elle la « grille » Murray ?

— Cette saison, elle n'aura pas du tout la grille Murray. Déjà à l'époque de Barnard, mais surtout depuis qu'il est parti, nous avons constitué un pool technique. Il n'y aura pas de McLaren dessinée par M. X. Nous sommes arrivés à une ligne qui a fait ses preuves en compétition et que nous cherchons à améliorer avec peu de modifications. En 1987, cela-ci concernera essentiellement l'aérodynamisme, avec la réduction à 195 litres du réservoir de 220 litres que nous avions depuis deux ans, et la transformation du système de refroidissement du moteur. En revanche, pour 1988, et surtout si nous optons pour le moteur atmosphérique — ce qui n'est pas encore absolument sûr — les nouveaux règlements nous obligent à concevoir une voiture sans doute plus longue. Murray, par son génie, peut plus qu'un autre trouver des astuces.

— McLaren a beaucoup tardé à choisir le successeur de Ekele Roseburg à vos côtés avant d'opter pour Stefan Johansson. Ayrton Senna a été pressenti. Les négociations ont-elles échoué pour des questions financières ou de stratégie ?

— Johansson avait été pressenti dès la fin de la saison dernière. Ensuite, Lotus a eu des problèmes avec son sponsor qui abandonnait la formule 1. Il y a eu des contacts avec Senna, car il n'était pas sûr de pouvoir rester dans la même équipe. Ce problème ne m'a pas tourmenté : il n'y avait pas urgence à le résoudre. Nous avons dû changer beaucoup de choses dans l'équipe avec le départ de Barnard. La venue de Senna serait encore plus modifiée de la manière de travailler, et les relations avec les deux pilotes auraient peut-être été difficiles.

— Honda reste associé avec Williams mais équipera aussi l'écurie Lotus. Pensez-vous que vous serez toujours à armes égales avec Nelson Piquet, Nigel Mansell et désormais Ayrton Senna ?

— C'est très dur d'équiper un moteur deux écures de « top niveau » en formule 1. A performances égales entre eux et nous, nous pourrions tirer profit de la situation, comme la saison dernière où il y a eu des problèmes de rivalité entre les pilotes Williams. Si nous ne sommes plus au même niveau, ce sera un inconvénient pour nous, car, au lieu de battre deux voitures, il faudra en battre quatre. Ils seraient alors imbattables. En 1986, nous n'avons pas progressé de façon satisfaisante à cause de notre situation à l'égard de Porsche. Nous avons déjà beaucoup plus progressé l'année dernière, mais même là il n'y a pas eu de victoire. Mais il faudra attendre la

première course, et peut-être même plus tard, pour connaître le verdict.

— Vous avez quelquefois manifesté le désir de créer votre propre écurie. La modification radicale de la réglementation de la formule 1 pour 1989 n'est-elle pas la meilleure des opportunités ?

— C'est une bonne opportunité, car il serait plus facile et moins coûteux de démarrer avec un moteur atmosphérique. L'occasion aurait pu se présenter si Renault n'avait pas refusé la compétition. J'aurais pu m'associer avec eux pour faire une écurie pour cent française. Demain, je pourrais monter, comme d'autres, une équipe de formule 1. Mais cela ne m'intéresse qu'à condition de le faire pour gagner. En France, il faudrait qu'on puisse enfin mettre les gens compétents à leur poste pour faire quelque chose de sérieux.

— A l'heure actuelle, Peugeot me semble être l'équipe qui pourrait venir en formule 1 et avoir des chances de gagner grâce au sérieux qu'il lui apporte. Pouvez-vous envisager une collaboration avec eux, car j'ai une petite revanche à prendre. De toute façon, si je cherche un nouveau challenge, ce sera avec une écurie française.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Alain Prost a remporté vingt-cinq victoires et cent cinq grands prix, mais il est monté une fois sur deux sur le podium au terminant treize fois deuxième et dix fois troisième. Il a effectué 6 021 kilomètres en 120 courses de formule 1.

BASKET-BALL : Coupe d'Europe

L'Elan brisé



Freddy Huilange, le capitaine de l'Elan Bordeaux Orthez, n'a pu empêcher la défaite de son équipe, jeudi 26 février, à Tel-Aviv, face au Maccabi par 87 à 106. Pour se qualifier pour la finale, les Ortheziens devront battre Zadar et Kanan, mais aussi espérer une défaite des Israéliens face à Madrid.

FOOTBALL : la reprise du championnat de France

Clubs entravés

Vingt-quatrième journée et reprise du championnat de football. Votre début d'un nouveau championnat, tant le souvenir de la vingt-troisième journée a été gonflé par deux longs mois de grève. Marseille et Bordeaux prennent un nouveau départ à égalité sur la première ligne. Toulon et Rennes, en perdant leur deux dernières places, renaissent à l'espoir. Chacun a utilisé la trêve pour se refaire une santé, à la neige ou à la mer. Certains ont inauguré un nouveau stade (Bordeaux), d'autres de nouvelles installations (Marseille), et graves difficultés, sportives et financières, le club de Rennes a changé à la fois de président, d'entraîneur et de politique.

Arthur Andersen au stade rennaise ! Non, le club breton, lanterne rouge du championnat, n'a pas recruté un buteur dans son s'en sort. Arthur Andersen est le cabinet conseil en organisation auquel le nouveau président, Jean-Raymond Boncompagni, a décidé de faire appel pour « bâtir solidement l'aventure ».

PDG de la filiale française d'une entreprise américaine, cet industriel avait l'habitude pour ses affaires de collaborer avec le cabinet parisien. Puisque les clubs de football se gèrent, dit-on, comme des entreprises, il s'est naturellement tourné vers les hommes de l'art capables d'établir un diagnostic et de définir des structures nouvelles. D'autant plus qu'Arthur Andersen n'est pas néophyte en matière de gestion de sport (1), du football notamment.

Le club de Strasbourg, au plus profond de sa crise, n'a-t-il pas eu encore, c'est ce cabinet que Francis Borrelli avait consulté au début de la reprise du championnat ? Il reprendra le Paris Saint-Germain, après la découverte de la gestion Hechter. L'homme qui, chez Arthur Andersen, avait conçu le plan de redressement s'appelle Patrick Malvoisin. Il est aujourd'hui vice-président du club parisien, poursuit-il sa gestion de l'ancien président de la Ligue « de l'ancien à titre bénévole ». La même aventure est arrivée à son collègue, Claude Palmero, chargé d'effectuer un audit lors de la création de l'actuel Racing Club de France en 1982. L'expert d'Arthur Andersen siège aujourd'hui au comité de gestion du club cher à Jean-Luc Lagardère.

Regrettable compromis

Il faut tout dire : les deux ans analysés par les hommes de gestion des clubs professionnels du football sont remplis de regrets et de compromis. Plus que les structures juridiques, ce sont la mentalité et la qualité des dirigeants des clubs qu'il juge souvent inadéquates. « Il faut faire appel à des hommes nouveaux pour leurs qualités professionnelles et leur capacité de compétence », explique Patrick Malvoisin. Plus de « pro », plus de « sérieux » dans la gestion des clubs.

Mesurer et définir le risque lié au facteur humain n'est pas un minuscule affaire. Selon Claude Palmero, « le gestionnaire a un rôle ingrat : être le à-coups des performances des joueurs ».

CIBLE

LE RALLYE AÉRIEN PARIS-PEKIN

L'aventure à vol d'oiseau

Le 28 février, au petit matin, 17 équipages vont décoller de l'aérodrome de Toussus-le-Noble, dans les Yvelines, en direction de la Chine. Des pilotes de France, de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Italie et des Etats-Unis prendront l'air pour un raid de 35 000 kilomètres au-dessus de vingt-deux pays. De Paris à Pékin, et retour, les équipages des mones et des avions rivaliseront d'ingéniosité et de témérité pour rejoindre le plus rapidement possible les quelques aéroports obligés de courtoisie. Entre ces points les appareils n'ayant pas de réservoirs suffisants pour les rallier d'un seul coup d'aile, devront se poser plusieurs fois pour ravitailler. Et pendant ce temps le « chrono » continuera à tourner.

Une seule femme a réussi à se présenter au départ de cette course qui promet d'être longue et difficile. Aux commandes d'un Trinidad (TB 20) de l'aéro-club de Moselle, elle va déjà tenter de rejoindre Abu Dhabi, première étape de ce périple d'un mois.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats de France de cross-country, dimanche 1^{er} mars à Rennes, 7^h à partir de 14 h 20. Championnats du monde en salle à Indianapolis (E-U.), à partir du vendredi 6 mars.

Basket-ball

Championnat de France, Nationale 1 (8^e tour retour), samedi 28 février. En direct sur A2 « Les Jeux du stade », 15 h : Monaco-Orthez. Coupe d'Europe : Orthez-Zadar, jeudi 5 mars.

Boxe

Championnats de France amateurs. Finale à Sedan, samedi 28 février. Rencontre entre super-welter Ippodrome de Vincennes, samedi (A 2) de 0 h 30 à 1 h 30.

Football

Championnat de France, Division 1 (24^e journée), vendredi 27 février : Laval-Auxerre, Canal + 20 h (direct codé), samedi 28 février : Bordeaux-Nantes, Le Havre-Toulon, Nancy-Lille, Toulouse-Saint-Etienne, Lens-Metz, Paris-Nice, Monaco-Brest. Coupes d'Europe, 1^{er} tour de finale aller : Bordeaux-Torpedo de Moscou, mercredi 4 mars.

Hockey sur glace

Championnat de France (38^e journée), samedi 28 février à 20 h 30. FR 3, dimanche 1^{er} mars à 14 h 30 : Briançon-Viry-Essonne en 1^{er} tour.

Rugby

Championnat de France, 1^{er} jour, dimanche 1^{er} mars.

Ski alpin

Coupe du monde, Slalom et slalom géant dames, vendredi 27 et samedi 28 février, à Zwiwoed (RFA). A 2, dimanche 28, « Les Jeux du stade ». Descente « super géant hommes à Furano (Japon), samedi 28 février et dimanche 1^{er} mars.

Sports équestres

Grand Prix d'Autun, jusqu'au dimanche 1^{er} mars.

Tir

Championnats d'Europe (10), jusqu'au 8 mars, à Bratislava.

Tennis

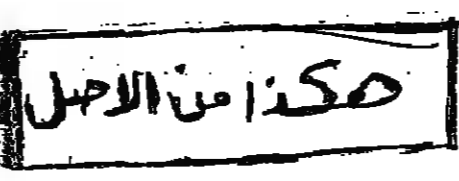
Tournoi Key-Biscaine (Etats-Unis), jusqu'au 8 mars.

Tennis de table

Championnats du monde, jusqu'au 1^{er} mars, à New-Delhi (Inde).

Un fichier de 21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et région parisienne sur mandat LEMONDÉ

Une année scolaire aux U.S.A. avec EuroLangues
15 à 18 ans
Family + High School
Plus de 18 ans
Collège
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (7) 42.61.53.35



Economie

Les conséquences des évolutions monétaires

Bons résultats pour l'industrie audiovisuelle européenne

Bonne année 1986 pour l'industrie audiovisuelle européenne, avec une croissance des ventes de téléviseurs couleur de 11 %, de magnétoscopes de 20 % et de platines laser de 95 %. En France, le marché global a cru de 20 % selon les statistiques présentées par la SIMAVELEC à la veille du Festival du son et image vidéo 1987 (1).

Le marché américain s'est également bien comporté avec un gain de 14 %. Mais le fait marquant de l'année restera le recul de la production des Japonais. Les industriels nippons, qui contrôlent 45 % du marché mondial, ont vu leurs ventes décroître de 9 % l'an passé, l'exportation étant rendue plus difficile à cause de la hausse du yen. Les sociétés japonaises ont vu leur profit se réduire de 61 %. Dès lors, on observe un « possible réveil de l'industrie américaine », selon M. Bonnet, le président de SIMAVELEC, alors que le retrait face à la vague japonaise avait été la règle jusqu'à General Electric, propriétaire de RCA, le numéro un aux Etats-Unis, vient en effet d'ouvrir

une nouvelle usine très robotisée de téléviseurs sur le sol américain, et Zenith, le numéro deux, affiche de nouvelles ambitions.

En Europe, Philips, malgré la baisse du dollar, mais grâce à quelques positions solides (téléviseurs et platines laser), va mieux. Le Français Thomson devrait affiner des résultats d'exploitation positifs pour 1986, même si sa stratégie à moyen terme, incertaine, peut inquiéter.

Les Européens, pourtant, ne se reposent pas trop vite et voient poindre de nouveaux dangers. Les lecteurs de cassettes audionumériques d'abord. Les groupes nippons poussent à la sortie de ces matériels pour ouvrir un nouveau champ de conquête face au laser, dont Philips détient et les brevets (avec Sony) et 15 % du marché mondial. La bataille sur les normes de la télévision du futur, ensuite. Le système de satellite de diffusion directe TDF 1-TDF 2 en France devrait en être le support privilégié (faute d'avoir poursuivi le plan cible). Ainsi les industriels en soutiennent activement le lancement.

Mais rien encore, malgré les décisions récentes du gouvernement, n'est définitivement acquis. L'arrivée de nouveaux producteurs du Sud-Est asiatique, enfin. La Corée ou Taiwan, qui sont dans la zone dollar, n'ont pas souffert comme les Japonais des variations de change, bien au contraire. La Corée a produit 7 millions de téléviseurs couleur l'an passé, c'est-à-dire quatre fois plus que l'industrie française. Le déficit avec ce pays atteint désormais 400 millions de francs, en croissance de près de 70 %.

Or la France reste très déficitaire dans l'ensemble de l'électronique grand public : 7,9 milliards de francs en 1986, contre 6,2 milliards en 1985. Le mieux observé est très relatif, et le renouveau du « paysage audiovisuel français » risque de se traduire par de nouvelles importations.

E.L.B.

(1) Le Festival international son et image vidéo se tiendra du 11 au 15 mars au CNIT Paris-la Défense.

Philips : produire en dollars ce qu'on vend en dollars

Philips a été agréablement surpris par ses résultats financiers qui ont dépassé en 1986 ses espérances notamment grâce à l'amélioration de ses performances dans l'électronique domestique (30 % de son chiffre d'affaires) pour la seconde année consécutive. Les chiffres peuvent d'ailleurs paraître paradoxaux puisque le chiffre d'affaires exprimé en florins a régressé l'an passé (- 8 % à 55 milliards de florins), reflétant les variations de taux de change, tandis que le bénéfice net a augmenté de 10 % (1,015 milliard de florins).

« Cette évolution, pas tout à fait attendue, est agréable pour nous (...). Toutefois, une hirondelle ne fait pas le printemps (...). Mais nous sommes pas à pas, et la santé du groupe est meilleure que l'an passé », a commenté M. Van der Klugt, le PDG du groupe néerlandais. De fait, le bénéfice reflète un profit exceptionnel de 56 millions de florins, et d'une cession décaillant de la cessation des activités « câbles »

qui a amélioré le résultat du dernier trimestre. M. Van der Klugt a saisi l'occasion pour dénoncer vivement les effets de la baisse du dollar « qu'il faut compter par centaines de millions de florins », et pénalise tous les groupes européens en concurrence avec des entreprises américaines : « Si le dollar baissait encore, toute l'industrie européenne se trouverait dans une situation désastreuse (...). Ce que nous vendons dans une zone dollar doit être produit dans une zone dollar. Il faudra délocaliser » pour échapper à d'insupportables fluctuations de devis, a-t-il expliqué.

« L'objectif est d'être une entreprise mondiale. Depuis dix ans, tous les produits, tous les systèmes, tous les concepts, doivent être mondiaux », a ajouté le président de Philips, groupe qui réalise encore 59 % de son chiffre d'affaires en Europe et 32 % à 34 % dans la zone dollar (Amérique du Nord et Amérique du

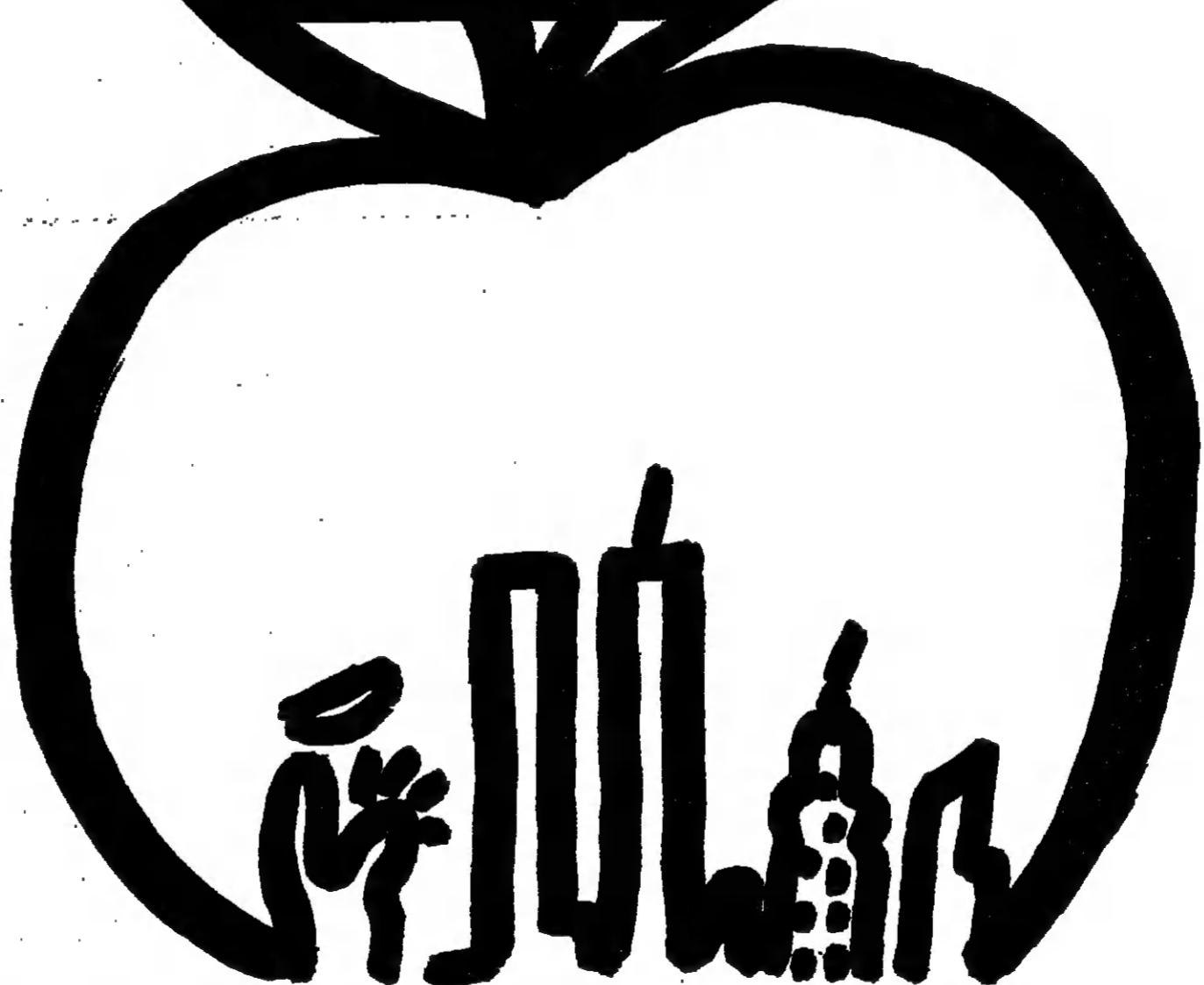
Sud, Australie et Nouvelle-Zélande, certains pays d'Asie).

M. Van der Klugt a toutefois relativisé son propos : « On ne cherche nullement à semer la panique. Cela ne veut pas dire que nous fermons boutique en Europe (...). Un ou deux sièges de production doivent être temporairement transférés pour pouvoir concurrencer avec ceux qui produisent dans la zone dollar. » Cette stratégie porterait sur des activités comme l'assemblage, à faible valeur ajoutée, et serait très progressive.

Enfin, M. Van der Klugt a réaffirmé que son groupe était capable de lancer un enregistreur de cassettes audionumériques si les Japonais introduisaient leur appareil en 1987 mais qu'il voulait un « bon accord » avec les industriels de la musique (voir le Monde du 19 février).

F. V.

American Airlines :
à partir du 8 mai,
un vol quotidien sans
escale de Paris/Orly
à New York.



A partir du 8 Mai, American Airlines a un vol quotidien sans escale depuis Paris/Orly vers New York. Une fois aux U.S.A., nous avons notre propre terminal, les formalités de douane et d'immigration sont donc faciles et rapides. Nous avons aussi le meilleur réseau de correspondances qu'aucune autre compagnie, avec plus de 200 destinations aux U.S.A., Canada, Mexique, Caraïbes.

Réervations et informations :
Contactez votre agent de
voyages ou appelez-nous
au 42.89.05.22.



American Airlines "The American Airline"
* La Compagnie typiquement Américaine.

هكذا من الاجل

1 milliard de Sir John

annais invente une forme
négral pour la vente d'a

CHALLENGE
BOONS LOSS
ELECTRONICS

سكزا من الاحل

Affaires

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Olida-Caby : pertes 1986 supérieures à celles de 1985

Olida-Caby a enregistré finement des pertes de 115 millions de francs l'an passé, contre 102,4 millions en 1985. La perte d'exploitation de 51,7 millions a été réduite de près de moitié, mais Olida-Caby a dû inscrire une perte de restructuration de 63 millions. Le chiffre d'affaires a été stable à 3,5 milliards de francs. En décembre dernier, à la suite de rumeurs faisant état d'une détérioration des comptes, le cours en Bourse avait perdu près de 10 %.

Plaggio rachète le secteur deux-roues de Steyer-Daimler-Puch

Plaggio a acquis, jeudi, le secteur deux-roues de la société autrichienne publique Steyer-Daimler-Puch, et annoncé le groupe italien dans un communiqué. Déjà leader européen du secteur, Plaggio espère, grâce à cette acquisition, un accroissement annuel de ses ventes de 200 000 bicyclettes et d'environ 80 000 cyclomoteurs, avec la perspective de détenir 40 % du marché européen.

Agriculture

Malgré une remontée des cours

Les producteurs de porc bretons maintiennent leurs manifestations

CHATEAULIN de notre correspondant

Les paysans bretons ne désarment pas. Pour quatre centimes en moins par kilo de porc, la Bretagne devait être paralysée le vendredi 27 février. Les producteurs de porc avaient annoncé jeudi qu'ils mettraient leur menace à exécution. Ils avaient souhaité que le cours du porc passe rapidement à 9,20 F le kilo, sinon ils réagiraient brutalement. Or, sur le marché au Cadras qui s'est déroulé à Loudéac (Côtes-du-Nord), les prix n'ont pas excédé 9,16 F le kilo, malgré une forte remontée. La semaine dernière, le kilo de porc sur pied était descendu à 8,81 F. Assis-té le nouveau cours connu, les éleveurs bretons appartenant à la FDSEA ont fait savoir qu'ils venaient à l'action. Toutes les voies express et les grands itinéraires devraient être bloqués par des tracteurs et autres engins agricoles qui se déplacent à une allure d'escargot. Les aéroports bretons seront occupés et le trafic ferroviaire perturbé.

La FDSEA du Finistère a invité M. Pierre Duran, sous-préfet de Châteaulin, à se rendre à ex. « Il est maintenant un éleveur comme nous et connaît nos difficultés », a indiqué un de ses porte-parole en sonnant.

Le marché de Rungis va être agrandi. Le marché de Rungis, déjà le plus grand marché alimentaire du monde, avec 250 hectares, va être encore agrandi, a annoncé M. Henri Rouanet, préfet du Val-de-Maine, lors de la visite de M. Guillaume, ministre de l'Agriculture, le jeudi 26 février. Une dizaine d'hectares, précédemment destinés aux entreprises de l'autoroute A-85, ont été libérés. Ils permettront de développer et de diversifier les activités du secteur de la viande. Par ailleurs, le ministre s'est déclaré prêt à aider toutes les initiatives visant à un développement de nos exportations. Le domaine de l'horticulture pourrait être le premier concerné.

Exportations de vins italiens : - 35 %. Les exportations de vin italien (10,5 millions d'hectolitres) ont subi une baisse de 35 % en 1986, année marquée par le scandale du vin frelaté au méthanol. Cette baisse est beaucoup plus nette pour les appellations contrôlées (- 20,5 %). La consommation intérieure a également baissé de 10 %. La Confédération (Confédération des syndicats d'exploitants agricoles) vient de constituer l'Union des associations de producteurs viticoles (Uvavini), qui participera à l'établissement du fichier national des vignobles. - (AFP.)

Etranger

Paribas s'associe à la COMIT pour créer la première banque d'affaires en Italie

Le groupe Paribas a décidé de s'associer avec la Banca commerciale italiana (COMIT) pour créer une banque d'affaires en Italie, avec un capital initial de 100 milliards de francs (500 milliards de francs environ). Le capital devrait s'ouvrir à d'autres établissements financiers, l'objectif étant de fonder une banque à dimension européenne. Cette création sera la première à profiter de la nouvelle loi italienne qui élargit le champ d'intervention des banques, notamment dans le domaine des affaires. Pour Paribas, dont la stratégie se développe sur trois axes, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Europe, une association avec la COMIT, deuxième banque commerciale italienne après la Banca del Lavoro, est logique. Le groupe français a été, en 1984, un des fondateurs de la COMIT, qui, de son côté, figure dans son « noyau stable » après avoir souscrit 0,6 % du capital de Paribas, lors de sa privatisation en janvier dernier.

Cette initiative traduit l'intérêt que le groupe italien, initialement délégué par la naissance de plusieurs « fonds d'investissement » qui ont drainé vers la Bourse une part croissante de l'épargne de la péninsule, traditionnellement tournée vers les placements en obligations et bons de Trésor. L'opération de nouveaux acteurs, comme Carlo De Benedetti, a bouleversé le jeu dans les milieux d'affaires italiens, et offre de nombreuses opportunités à des banques d'affaires de nouveau type, aux côtés d'institutions anciennes comme Mediobanca, d'où l'initiative commune de Paribas et de la Banca commerciale italiana.

La dette des pays d'Amérique latine L'Argentine a obtenu un prêt de 500 millions de dollars

Les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés ont approuvé l'octroi d'un prêt de 500 millions de dollars à l'Argentine, a annoncé jeudi 26 février le département du Trésor américain. Le gouvernement argentin, qui a annoncé jeudi l'entrée en vigueur d'un gel des prix et des salaires, négocie actuellement avec des banques internationales pour obtenir de nouveaux prêts totalisant environ 2,15 milliards de dollars. L'Argentine a menacé de ne plus rembourser les intérêts sur sa dette extérieure (53 milliards de dollars) si les banques commerciales ne lui accordaient pas dans les plus brefs délais une nouvelle série de prêts.

Par ailleurs, la Banque centrale du Brésil a placé sous administration directe les banques publiques de cinq Etats - soit environ le tiers nécessaire pour assainir les comptes de ces établissements. Le Chili et ses principales banques créancières sont parvenues à un accord sur un plan de financement prévoyant la restructuration de la moitié de la dette extérieure chilienne (environ 10,6 milliards de dollars sur quelque 20 milliards), a annoncé jeudi la Manufacturiers Hanover Trust Co.

Ce nouveau montage financier sur deux ans devrait permettre au Chili d'« économiser » environ 505 millions de dollars au total, dont 65 millions sur les intérêts déjà payés en 1987. Cette « économie », a-t-on précisé, doit permettre aux banques de « largement couvrir » la demande de Santiago de nouveaux prêts de 400 millions de dollars, sans débiter de nouveaux capitaux.

Le prix de + 0,1 % en RFA en février. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en février par rapport à janvier en Allemagne fédérale, selon un calcul provisoire publié le 26 février par l'Office statistique fédéral. En janvier, les prix avaient augmenté de 0,4 %. Par rapport au mois de février 1986, les prix de détail en février sont inférieurs de 0,5 %. La baisse en glissement annuel avait atteint 0,8 % en janvier et 1,1 % en décembre.

Marchés financiers

PARIS, 27 février ↑ Record historique : + 1,57 %

Après quatre séances de hausses consécutives, la Bourse de Paris a passé le 27 février une vitreuse euphorique, lui permettant de pulvériser son précédent record, établi le 28 janvier dernier, à 428,7. A l'approche de la clôture, l'indicateur de tendance progressait de 1,57 %. La barre des 430 était virtuellement atteinte par l'indice CAC.

A l'approche de la clôture, les opérateurs s'attendaient, voyant se confirmer avec éclat les bonnes raisons qui justifient de croire en la hausse. Après le recul du foyer de l'argent au jour le jour à moins de 8 % dans la matinée (à 7 15/16), rien ne pouvait plus empêcher le marché de repartir de plus belle. Le MATIF donnait le signal, en gagnant 0,5 % sur l'échéance de mars 1987, pour s'établir à 108,4.

A la corbeille, le mouvement allait crescendo - oubliés les hausses des prix, le chômage, les difficultés du commerce extérieur et autres nouvelles nouvelles qui assombrissent la conjoncture du pays. Grâce à des liquidités restées inexploitées après les deux premières privatisations - tant les petits porteurs ont été servis - la Bourse a immédiatement capitalisé l'optimisme des investisseurs. Pour s'incarner au plus haut, à 1 418 F, la Paribas de réassurances gagnait 8,7 %, suivie par BIC, OFPL, Paribas, Carmud, Thomson CSF et Peranor. Parmi les quelques reptiles enregistrés, il demeurait très modestes, on notait Unibail (- 2,42 %), Coty, Via Banque, Guyenne de Gascoigne, La Redoute et Promodes.

« A court terme, je table sur une hausse encore plus forte », confiait un professionnel, alors que la cote montait encore. Lingot : 78 450 (+ 250). Napéon : 512 (- 3).

NEW-YORK, 26 février ↓ En baisse

La tendance à évents irrégulièrement en baisse jusqu'à Wall Street, une demande excessive contenant les prises de bénéfices dans un marché modérément actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui perdait plus de 20 points en début de matinée, était inchangé en début d'après-midi. Il a clôturé à 2 216,68, en baisse de 9,55 points.

Quelques 165 millions de titres ont été échangés, contre 184 millions à la séance précédente. Le nombre des baisses a dépassé celui des hausses : 931 contre 608. 420 titres ont été inchangés. Autour du Big Board, les investisseurs ont été découragés par la chute inattendue de 7,5 % des commandes de biens durables en janvier, ce qui a tempéré l'espoir d'une reprise de la croissance économique dans les prochains mois. D'autre part, les milieux boursiers sont incertains de la façon dont le marché réagira au rapport de la commission sur l'avenir de la livraison d'armes à l'Irak et le détournement des fonds vers les « contrats » antiterroristes.

Parmi les valeurs les plus actives figurait Middle South Utilities (2,595 millions de titres), Lone Star Industries (2,293 millions), American Express, qui envisageait de se défaire de sa filiale Shearson Lehman Brothers (2,153 millions) et Citicorp (1,814 millions).

Table with columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour. Includes entries for A.T.T., BIC, etc.

Table with columns: Indices Boursiers, Paris (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986), New-York (Index Dow Jones), Londres (Index Financial Times), Tokyo (Index Nikkei).

Table with columns: Changes, Dollar : 6,09 F ↑, Francfort, Tokyo, Marché Monétaire (Paris, New-York).

Table with columns: MATIF, Notionnel 10 %, Cotations en pourcentage du 26 février, Cours, Echéances (Mars 87, Juin 87, Sept. 87, Déc. 87).

Table with columns: Autour de la Corbeille, AGACHE : RECTIFICATEUR, Continué un début de hausse, La Financière de Lyon prépare quatre introductions en Bourse.

Table with columns: Le Marché Interbancaire des Devises, Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois.

Table with columns: Taux des Euromonnaies, SE-U, DM, Francs, etc.

LA CRISE : ON EN SORT QUAND ? ECONOMIE MARS

Le Monde ANNONCE REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS. Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine. aerospaciale Toulouse GERER LES CARRIERES CADRES. EXON CHEMICALS JEUNE SUP DE CO. egor promotion VALORISEZ VOTRE EXPERIENCE DES FONCTIONS COMMERCIALES DANS LE CONSEIL EN RECRUTEMENT.

capitaux propositions commerciales PLACEMENTS INTERETS 15 % GARANTIS. propositions diverses. L'AGENDA Particuliers (offres) Vacances Tourisme Loisirs SKIEZ DANS LE JURA PARADIS DU FOND.

L'IMMOBILIER appartements ventes 3e arrdt N° REPUBLIQUE. 92 Hauts-de-Seine 32-SÈVRES-VILLE D'AVRAY. appartements achats RECH. URGENT 110 à 140 m². AGENCE LITRE. bureaux Locations villas ESPAGNE COSTA-BLANCA. viagers VOLONTAIRES.

HOLOGRAMA LE MONDE EN 3 DIMENSIONS. CREATION - MARKETING. 301, passage de la borne graine 7501 PARIS 47 00 88 88.

archés financiers

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 27 FEVRIER Cours relevés à 14 h 55

Main table of stock market data for Paris, including sections for 'Règlement mensuel' and various stock listings with columns for company names, values, and price changes.

Comptant (sélection) Second marché (sélection)

Tables for 'Comptant' and 'Second marché' showing selected stock prices and market activity.

SICAV (sélection) 26/2

Table for 'SICAV' (Investment Funds) showing various fund names, their values, and performance metrics.

Droits et bons Cote des changes Marché libre de l'or

Tables for 'Droits et bons', 'Cote des changes' (exchange rates), and 'Marché libre de l'or' (gold market).

Handwritten Arabic text: مكتبة من الاصل

50 من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3-4 Etats-Unis : le rapport de la commission Tower sur l'irrigation.	7 M. Jacques Chirac et le Conseil d'Etat. - M. Charles Pasqua sur TF 1. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	9 Le procès de Georges Ibrahim Abdallah : deux rescapés à la barre. - Les membres d'Action directe seraient connus seize attentats dans la région parisienne.	18 L'exposition Jean Nouvel à l'IFA. 19 Grand Guignol, un film de Jean Marbauf.	24 M. Maire reçu à l'hôtel Marignan. - Les bons résultats du chimiste britannique ICI.	Radio-télévision 21 Annonces classées 26 Carnet 10 Jeux 16 Météorologie 22 Philatélie 22 Loto 22	• Reagan : le dossier-faillite de l'irrigation. • Jeu : gagnez « le Monde ». • Livres : les dernières parutions. Actualité Immobilier. Météo. Bourses. Télémarket. Spectacles. 36.15 Tapez LEMONDE
5 L'élection partielle de Greenwich, en Grande-Bretagne.	DÉBATS 2 Guerre et paix.	10 L'achat des trois avions AWACS.	COMMUNICATION 18 La charte de la 5 et de la 6.	25 La situation du marché de l'audiovisuel. 26-27 Marchés financiers.		

ITALIE

M. Craxi présentera le 3 mars la démission de son gouvernement

A l'issue d'une réunion, vendredi 27 février, en fin de matinée, des secrétaires de tous les partis membres de la coalition gouvernementale, le président du conseil, M. Bettino Craxi, a annoncé qu'il présenterait, mardi prochain 3 mars, la démission de son gouvernement.

ROME
de notre correspondant

M. Craxi avait été reconduit dans ses fonctions à la suite de la crise ouverte par sa démission en juillet au échange d'un « pacte » approuvé par les cinq partis de la coalition gouvernementale (DC, PSI, socialistes-démocrates, libéraux, républicains), selon lequel il s'engageait à céder la place à la tête du gouvernement à la démocratie chrétienne, en mars 1987, pour les six derniers mois de la législature.

Des problèmes très aigus divisent cependant la coalition depuis plusieurs semaines (le Monde du 31 janvier). L'un des plus importants est le nucléaire, la ligne de partage passant entre des socialistes devenus résolument antinucléaires, et y a cinq mois, et la DC, où des

voix influentes se prononcent pour la poursuite du « modeste » programme en cours. Autre écueil de taille : la mise en œuvre de la responsabilité civile des juges. Le Parti socialiste tient à ce que les magistrats puissent être pénalement poursuivis en cas de faute grave prouvée. La DC, mieux installée dans la « machine », est, elle, plus attentive aux raisons des juges.

Les Italiens pourraient être appelés à se prononcer le 14 juin sur cinq référendums concernant ces problèmes. Et l'on verrait alors, sur chacun, la démocratie chrétienne et le Parti socialiste, pourtant allié au gouvernement, se prononcer en sens inverse.

La « clarification »

Des compromis ont cependant été esquissés. Les motifs profonds de l'alliance ne sont, en effet, pas nécessairement épuisés. Le Parlement a démontré ces derniers mois une véritable élasticité pour approcher ou au moins « pousser » des textes normalement conflictuels, à commencer par le budget. En outre, nul ne parvient à imaginer que les prochaines élections législatives puissent dégager un autre « noyau

majoritaire » que l'actuel couple DC-PS.

Et pourtant la discordie l'emporte. Quelle interprétation donner, se demande-t-on tout d'abord, à l'accord passé le 29 juillet dernier entre les cinq partis de la coalition, par lequel M. Craxi a dû, pour conserver les rênes, écrire qu'il reprendrait à la fin de mars la direction effective de son parti, laissant ainsi la présidence du conseil à un démocrate-chrétien jusqu'aux élections de printemps 1988 ? Le leader socialiste, à la stupeur générale, a affirmé, le 17 février, que ce pacte était « définitif ». Il a par ailleurs expliqué que son gouvernement avait accompli un travail exemplaire et qu'on ne devrait, dès lors, le déloger que par une procédure de défiance en bonne et due forme devant le Parlement. M. Craxi a trouvé, il est vrai, de sérieux alliés pour reconnaître que le « passage du relais » imaginé six mois plus tôt ne pouvait pas être considéré comme un « automatisme » : l'opération ne devrait pas aller sans la renégociation d'un accord de programme. La DC en a conclu à l'« immorallité » de M. Craxi et exigé une « clarification » immédiate de la position du PS.

JEAN-PIERRE CLERC.

Un message de M. Chirac à M. Andreï Sakharov

MOSCOU
de notre correspondant

M. Yves Pagniez, ambassadeur de France en URSS, s'est rendu mercredi 25 février au domicile de M. Andreï Sakharov et M^{me} Elena Bonner. M. Pagniez a remis au couple une lettre de M. Jacques Chirac concernant un cas humanitaire qui tient au cœur du premier ministre français et dont il avait en l'occasion de s'entretenir avec M^{me} Bonner lors du passage de cette dernière à Paris en mai dernier.

Il s'agit de la famille Evsioukov, qui cherche à émigrer en France depuis 1978. Le cas des Evsioukov est un peu particulier puisqu'ils ne sont ni juifs, ni arméniens, ni opposants politiques ou religieux. Ils n'ont simplement plus envie de vivre en URSS et ils ont obtenu payé l'audace que constituent leurs demandes successives toujours refusées jusqu'ici.

M. Evsioukov, un ancien pilote d'Aéroflot, est resté plusieurs mois dans un asile psychiatrique dont il n'est sorti que grâce à l'intervention personnelle de M. Sakharov. Son fils est actuellement dans un camp de la région de Tioumen, en Sibirie, pour avoir refusé de faire son service militaire, puisqu'il espérait toujours partir en France avec ses parents. Le jeune homme avait déjà été emprisonné pour les mêmes raisons de mai 1980 à novembre 1982.

Arrêté à nouveau le 10 avril 1986, il a été condamné à trois ans de camp à régime sévère. Sa sœur et sa mère ont pu aller le voir le 10 décembre dernier, mais sa famille n'a plus eu de nouvelles de lui depuis cette date. Dans sa lettre, M. Chirac assure M. Sakharov de sa volonté de continuer à œuvrer pour la venue en France de la famille Evsioukov tout entière. Celle-ci a reçu le 13 février de l'ambassade de France les papiers nécessaires à l'établissement définitif en France des quatre personnes la constituant.

D. Dh.

Albert Lion fondateur de Blue Note est mort

Albert Lion, créateur du label Blue Note, est mort à San-Diego, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Les plus grands musiciens de jazz ont enregistré chez lui.

Chassé de son Allemagne natale par l'arrivée de Hitler, est arrivé à New-York. Il ne tarda pas à fonder une firme indépendante de disques : Blue Note. A son catalogue figurent les noms les plus marquants des musiciens des années 40 à 60 : Art Blakey, Thelonious Monk, Bud Powell, Herbie Hancock, Ornette Coleman ou Eric Dolphy... Blue Note est devenu au fil des ans synonyme de qualité. La plupart de ses titres sont en cours de réédition.

FOOTBALL : « l'affaire Schumacher »

Premières sanctions

BONN
de notre correspondant

Tony Schumacher, la coqueluche du FC Cologne, a beau se consoler aujourd'hui en affirmant que « seule la vérité fait mal », ses révélations (le Monde du 26 février) sur le dopage dans la Bundesliga et sur le sexe dans les stades de l'équipe nationale sont, c'est le moins qu'on puisse dire, mal passées. La fédération de football ouest-allemande en a tiré, le jeudi 26 février, les premières conséquences en lui retirant son titre de capitaine de l'Orléans national et en lui fermant les portes du stade d'entraînement de l'équipe qui doit se dérouler du 9 au 11 mars à Kaiserau. Déjà suspendu par son propre club pour un match, Tony Schumacher est menacé de voir son contrat rompu pour faute grave. La décision des responsables du FC Cologne pèsera lourd lors de la prochaine réunion du comité directeur de la fédération, qui prendra une décision définitive le 6 mars prochain.

D'ici là, les dirigeants du football ouest-allemand auront pu se procurer le fameux livre Coup de sifflet, rédigé à partir d'une série d'entrevues avec Tony Schumacher par l'ancien correspondant d'Antenne 2 à Bonn et actuel directeur de la rédaction de Radio France, Michel Meyer. Le scandale a éclaté en effet dès la parution des « bonnes feuilles » du livre dans la presse ouest-allemande, et beaucoup souhaitent lire l'ensemble avant de se prononcer.

H. de B.

M. HENRI NALLET

invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Henri Nallet, député socialiste de l'Yonne depuis le 16 mars 1986, ancien ministre de l'Agriculture dans le dernier gouvernement Fabius, sera l'invité du Grand Jury RTL - le Monde, dimanche 1^{er} mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Nallet, qui fut conseiller technique chargé de l'agriculture à l'Elysée de 1981 à 1985, répondra aux questions d'André Fassinon et de Jacques Grail, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Ponsard, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Mandat d'arrêt contre Mgr Marcinus

Un magistrat italien, méfié de près à l'enquête sur la faillite du Banco Ambrosiano, a confirmé, jeudi 26 février, que des mandats d'arrêt avaient été émis contre Mgr Marcinus et deux autres responsables de la banque du Vatican. La police, selon ce magistrat, a tenté de leur remettre les mandats cette semaine mais n'a pas réussi à les joindre. Les magistrats se préparent à envoyer au ministère de la justice les résultats de leur enquête sur la faillite de la banque Ambrosiano, afin que soit engagée une procédure compliquée visant à transmettre les mandats d'arrêt au Vatican.

Le conflit tchadien

Plus d'un millier de Libyens se préparent à intervenir à partir du Soudan

Selon des sources françaises bien informées, la Libye concentre depuis plusieurs jours des hommes au Soudan, près de la frontière tchadienne. Les autorités soudanaises, alertées à ce sujet, ont fait valoir récemment que ces Libyens étaient des coopérants agricoles (le Monde du 18 février). On estime à Paris qu'il s'agit d'hommes prêts à mener des actions offensives au Tchad. Au nombre de quelques centaines au début du mois, ces « coopérants » seraient maintenant plus d'un millier.

A Abéché, les soldats français du dispositif « Epervier » sont prêts à faire face à une action libyenne mais aucune consigne d'alerte exceptionnelle n'a, jusqu'à maintenant, été donnée, dit-on de même source.

Le Monde

Le numéro du « Monde » daté 27 février 1987 a été tiré à 453 572 exemplaires

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

En Une Demi Heure Chez Vous

vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40

(Vos repas choisis votre Menu sur MINITEL à 43.31.34.30)
(Prix nets • Livraison gratuite)

Le Monde

sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

A C D E F G H

Le Monde à Strasbourg

A partir du 1^{er} mars, le Monde publiera chaque semaine, dans ses éditions d'été dimanche-lundi, une page spécialement destinée à ses lecteurs de Strasbourg et du Bas-Rhin.

Dans ce premier numéro, deux enquêtes sur la situation du cinéma à Strasbourg (les exploitants vont rénover leurs salles, en construisant de nouvelles) ; sur les initiatives des chercheurs, des universitaires, des industriels pour construire, en marge de l'Europe des institutions l'Europe des cerveaux et des entreprises.

RODIN MODE

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel

36-15 + ISLM

Le Monde

Les meilleures marques

TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI

Les meilleurs prix

CAPÉLOU
37, Avenue de la République
75011 PARIS. TEL. 43.57.46.35
Métro : PARMENTIER

Sur le vif

Dur, dur...

Pauvre Florie, pauvre petit père, qu'est-ce qu'a déquité, depuis des semaines, aux Etats-Unis ! Il n'en prend vraiment plein la poire. Faut vous dire que la presse américaine n'a pas attendu les conclusions du rapport Tower pour le blâmer. Dans tous les sens du mot, il a pas menti, il a menti. C'est pas un gangster, c'est un gîteux.

Et je te balance, à longueur de colonne, des enquêtes fouillées, détaillées, sur le degré exact de son débilement physique et mental. Les confrères allaient interviewer ses proches, ses adversaires, les membres du Congrès, le Tout-Washington : Vous avez dit avec lui à la Maison Blanche la semaine dernière, comment vous l'avez trouvé ? Très fatigué ! Il a plongé sa cuiller à côté de son potage, et quand je lui ai parlé de la SWAPO, il a cru que c'était un pays.

Et vous, son ami de vingt ans, qu'est-ce que vous en pensez ? Ben... Il se maintient encore

steaz bien. Evidemment, il pique des petits roupillons pendant les réunions dans le bureau Oval, mais bon, à son âge, c'est assez normal.

Ah ! on peut pas dire que l'abeille se prosternent aux pieds des princes qui les gouvernent ! Ils sont toujours sur leur dos, à leur souffler dans le cou, à les surveiller, à les soupçonner de ne pas faire leur boulot, à les mettre en linceul, à leur chercher des poux. Rappelez-vous, je ne vous parle même pas de Nixon, la façon dont les journaux les plus sérieux — s'agit pas du Canard enchaîné local — se gaussaient de la grossièreté de Johnson, de la stupidité de Ford et de la maladresse de Carter. Et dans quel tas !

C'est comme si, nous, on écrivait à la première page du Monde que M. Mitterrand sucre les feux, et que son premier ministre est un manisco-dépressif.

CLAUDE SARRAUTE.

Deux PCF à Brest ?

Les communistes « rénovateurs » du Finistère s'organisent. Au cours d'une conférence de presse tenue, le mercredi 25 février à Brest, M. Louis Aminot, permanent licencié par le PCF, et plusieurs responsables écartés des quatre sections du parti de cette ville (le Monde du 26 février) ont annoncé qu'ils allaient éditer un bulletin intitulé Les Mains libres (titre d'un poème de Paul Eluard) et lancer une souscription de 200 000 francs pour se doter de moyens pour fonctionner « à l'intérieur et à l'extérieur du parti ». Ces dirigeants marginalisés par la direction fédérale sont les chefs de file d'environ trois cents adhérents du PCF de Brest à qui, selon eux, est refusé, depuis plusieurs semaines, leur carte 1987.

Président du groupe des fins communistes au conseil municipal du

cap sur le Rhin

Pour découvrir le charme et la majesté des sites, pour vous dépayser sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une quiétude privilégiée : cap sur le Rhin !

Pour vous laisser porter pendant 3, 4 jours ou 1 semaine par le romantisme et la beauté du Rhin, à bord d'un de nos bateaux confortables et spacieux, mettez le cap sur KD !

KD : deux initiales qui apportent au Rhin depuis plus de 150 ans ses lettres de noblesse !

KD : la garantie d'une expérience et l'assurance de prestations exceptionnelles, tout au long de votre séjour à bord.

Pour vous renseigner sur nos différentes formules entre 4.053 et 7.351 F (croisières classe de luxe, selon durée) en cabines ext. à 2 lits bas avec douches et WC privés, mettez le cap dès aujourd'hui sur votre agent de voyages !

du 27 février au 8 mars 1987

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

TEL. 4770.88.78